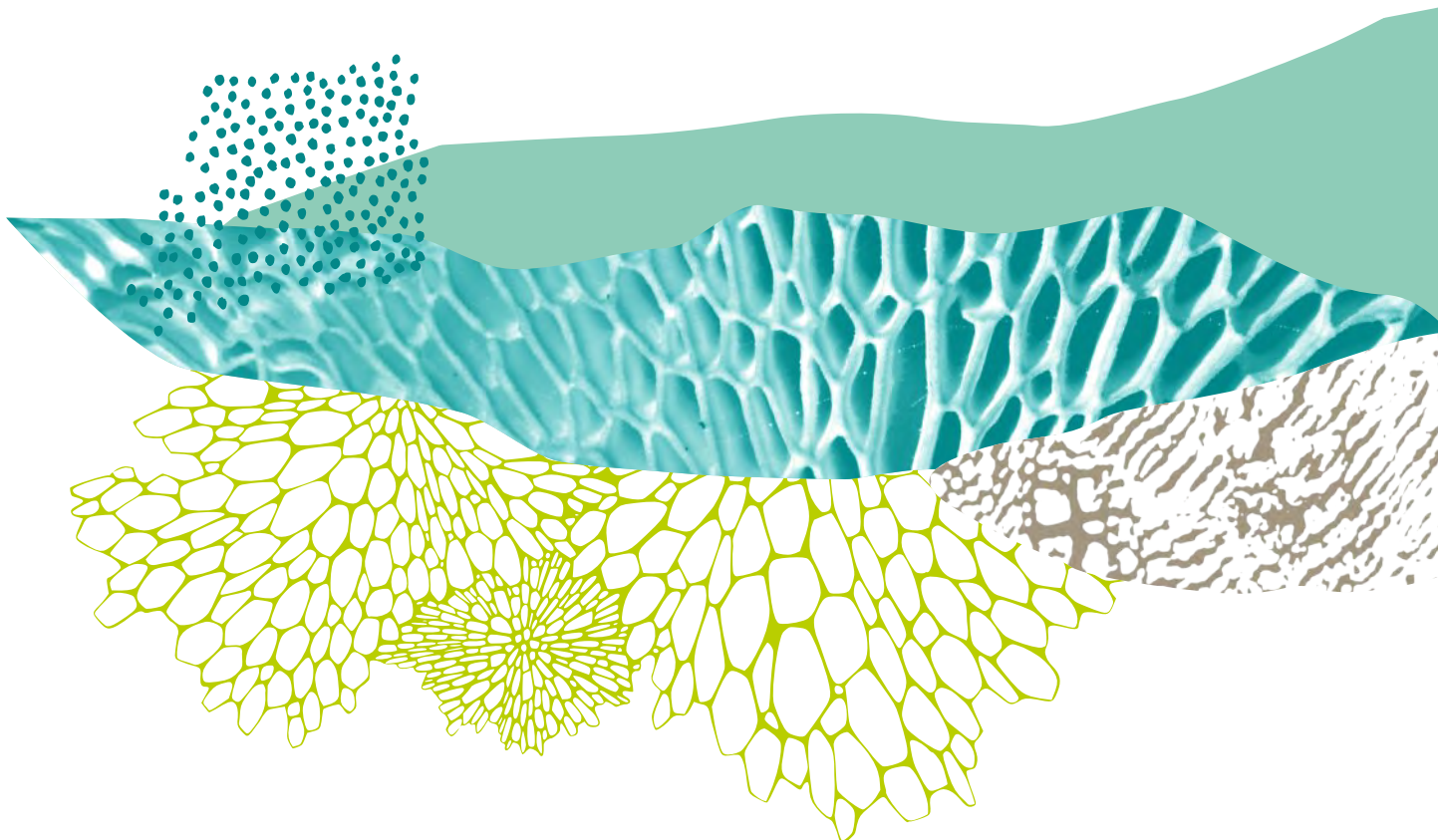
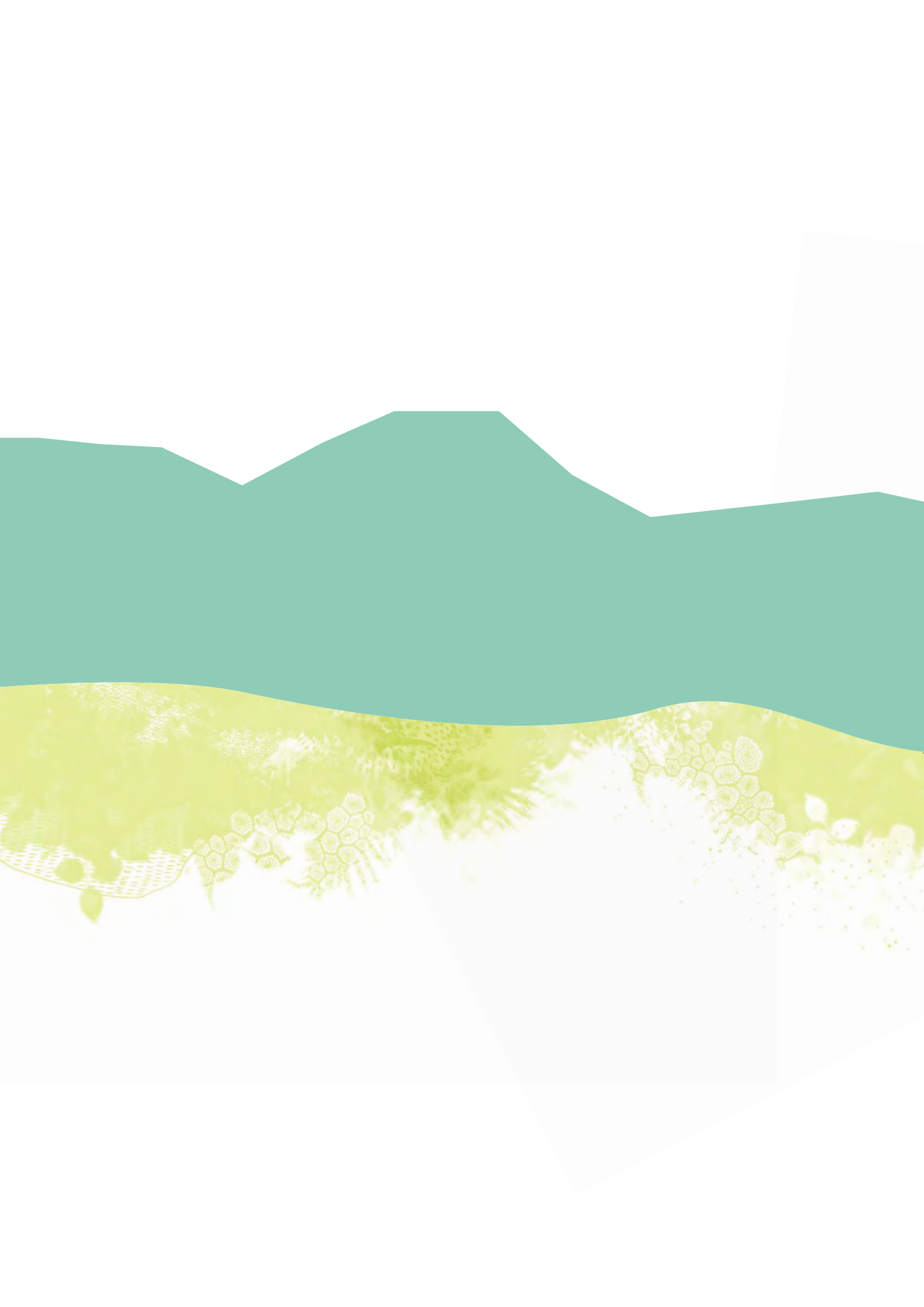


METTRE EN RÉCIT LA BIODIVERSITÉ DANS LES TERRITOIRES







SOMMAIRE

- 4 ÉDITORIAL
- 6 LE PROGRAMME
- 10 LA MÉTHODE ÉRABLE
- 16 LA GOUVERNANCE DU PROGRAMME
- 22 LES PROJETS

éditorial





Philippe Mazenc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, président du GIP Europe des projets architecturaux et urbains (EPAU)

La préservation du climat et du vivant sont des combats jumeaux qui réinterrogent l'aménagement du territoire et doivent guider son adaptation. Indispensable à toute activité humaine puisqu'elle nous permet de respirer, boire, manger et nous soigner, pourvoyeuse de services écosystémiques, la biodiversité doit aussi être préservée pour nous aider à lutter contre le dérèglement climatique. La préservation des puits de carbone naturels liés aux écosystèmes, notamment forestiers, et aux sols vivants, permet de limiter les impacts des événements climatiques extrêmes.

La bonne santé de nos écosystèmes est ainsi étroitement liée à celle de nos sols vivants, et plus généralement à la préservation de notre foncier, support de toutes les activités humaines, économiques, agricoles, résidentielles. Les sols recèlent une richesse inestimable, abritant une multitude d'espèces et fournissant des services écosystémiques essentiels tels que l'absorption et le stockage de l'eau et du carbone. En les préservant, nous protégeons non seulement la biodiversité, mais renforçons également la résilience de nos écosystèmes. La loi climat et résilience du 22 août 2021 a fixé un objectif de « zéro artificialisation nette des sols » (ZAN) en 2050, avec des jalons intermédiaires pour y parvenir. C'est un changement significatif de modèle d'aménagement du territoire.

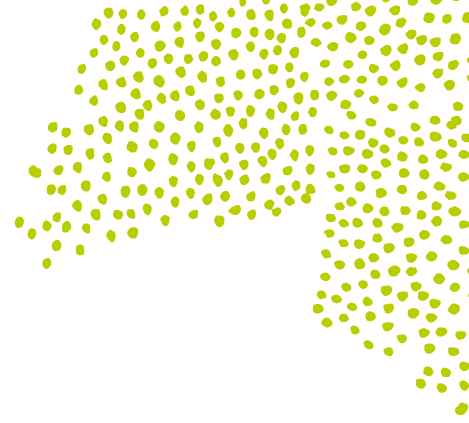
Complémentaire au ZAN, la Stratégie nationale pour la biodiversité à horizon 2030 vise à **réduire les pressions sur la biodiversité et à restaurer les milieux dégradés, ainsi qu'à susciter des changements en profondeur afin de stopper et inverser sa trajectoire de déclin.** Elle incite à mobiliser tous les acteurs : élus, collectivités territoriales, entreprises et citoyens. Dans ce contexte, le programme de recherche-action *Érable* joue un rôle clé dans l'accompagnement des élus pour la préservation de la biodiversité de leur territoire.

La diversité des projets soutenus par le programme *Érable* illustre bien comment l'aménagement du territoire peut évoluer pour mieux prendre en compte la richesse des sols, préserver l'eau et les espaces naturels, et protéger la biodiversité.

À titre d'exemple, le projet « Agir pour les glaciers » soulève l'enjeu crucial de l'adaptation des territoires qui accueillent des glaciers (tourisme, activités économiques, régulation du cycle de l'eau, etc.), et de la préservation des espaces naturels libérés par leur fonte. Le projet « Camargue : le procès du sel » explore pour sa part les possibilités d'adaptation et de transformation des activités humaines en Camargue face à la salinisation des milieux. Sur le territoire du bassin versant de la Loire, c'est la norme de la « rivière aménagée » qui est questionnée par le projet « ENTRAVE », qui vise à restaurer la continuité écologique des cours d'eau. En Seine-Saint-Denis, l'objectif du projet « Fiction d'anticipation et de renaturation » est d'observer comment l'intégration de la renaturation dans les politiques d'aménagement urbain renouvelle les politiques publiques. **Tous ces projets contribuent à forger un nouveau modèle d'aménagement du territoire soucieux du vivant et du climat.**



Érable



MOBILISER LES ÉLUS PAR LA RECHERCHE-ACTION SUR LA BIODIVERSITÉ LOCALE

PRÉSERVER ET RESTAURER LA BIODIVERSITÉ : DES ENJEUX D'AMPLEUR, DES LEVIERS D'ACTION LOCAUX

7

La dégradation de la biodiversité, notamment ordinaire, affecte l'intégralité des milieux naturels et donc l'ensemble des territoires français. Les sociétés humaines, qui reposent sur les services rendus par la biodiversité, sont mises en danger par son effondrement. Malgré les alertes scientifiques internationales (UICN / IPBES) et nationales (ONB / Efese), **l'ampleur des enjeux** reste difficile à matérialiser pour les élus, les acteurs et les habitants des territoires. Hormis dans certaines sphères techniques et scientifiques, la connaissance des milieux naturels et des pressions qui les affectent reste peu développée et intégrée dans les pratiques professionnelles et les formations, notamment dans le champ de l'aménagement, de l'architecture et de la gestion des territoires.

Ces dernières années ont vu croître **des initiatives territoriales, notamment dans les champs scientifique et artistique, qui participent à renouveler le regard sur le vivant et les liens entre les humains et le reste des vivants. L'accompagnement au changement à l'échelle territoriale** reste cependant à renforcer alors que les leviers d'action sont aujourd'hui largement partagés avec les institutions locales. Les Régions ont été affirmées en cheffes de file des politiques de la biodiversité pour organiser l'action commune des collectivités : départements, structures porteuses de Schémas régionaux de cohérence territoriale (SCoT), intercommunalités et communes, etc. Des agences régionales de la biodiversité sont également installées ou en cours de création, renforçant la mobilisation localement. **Les collectivités territoriales disposent en effet de nombreux outils permettant d'intégrer les enjeux de préservation et de restauration de la biodiversité en transversalité dans l'ensemble des politiques publiques qu'elles portent** (urbanisme, gestion d'espaces naturels, mobilités, GEMAPI, éducation, culture, achats publics, etc.). Surtout, elles disposent de leviers pour entraîner et fédérer les acteurs territoriaux autour de la biodiversité.

LA RECHERCHE, LES ARTS ET LA PROSPECTIVE : UN TRIPTYQUE MOBILISATEUR PAR LE RÉCIT

Le programme de recherche-action *Érable* fait le pari que **la création de récits territoriaux co-construits sur la biodiversité**, en lien avec la recherche et en mobilisant la prospective et des pratiques artistiques, constitue **un appui aux collectivités** pour l'émergence de projets de territoires durables et d'actions transformatrices. *Érable* repose sur un financement de la Direction de l'eau et de la biodiversité (Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature). Il entend être un levier d'action pour répondre aux objectifs fixés en matière de biodiversité dans le cadre de **la territorialisation de la planification écologique** et de la déclinaison dans les contrats de relance et de transition écologique (CRTE).

Mobilisateur, le récit est d'intérêt et d'importance pour l'émergence, la définition et la mise en œuvre de politiques publiques. Il représente une forme que revêtent les éléments cognitifs attachés à un sujet. Il peut être une composante d'un discours plus vaste, donner de la substance, induire des comportements, dramatiser un contexte ou soulever des émotions. Un récit sur les applications positives de la préservation de la biodiversité peut, par exemple, servir à soutenir un projet en faveur du vivant.

De plus, des politiques et mesures ambitieuses en termes de changement transformateur aux bénéfices des sociétés et de la biodiversité exigent **des scénarios convaincants**. Elles nécessitent aussi de tenir compte de **la pluralité des imaginaires, des récits des acteurs, des valeurs** – positives ou négatives pour la biodiversité –, ainsi que **des représentations des interactions entre les humains et le reste des vivants, des relations entre imaginaires, récits et représentations**. Actant cela, le programme *Érable* invite à s'intéresser :

8

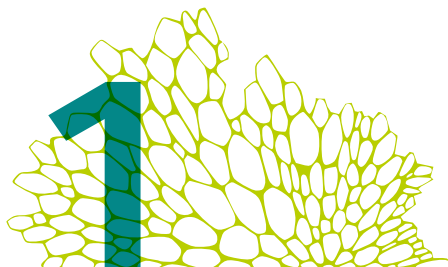
- **aux représentations et valeurs associées** à la biodiversité, aux écosystèmes et aux services écosystémiques dont les contributions de la nature aux communautés humaines, aux dynamiques associées, aux relations humains/reste des vivants ;
- **aux dissensus, controverses, incertitudes ou points de levier communs** vers les changements transformateurs ;
- **aux innovations** (conceptuelles, méthodologiques, de gouvernance, techniques, etc.) pour les transitions ou les transformations ;
- **aux recommandations** en termes d'adaptation, de nouvelles politiques publiques et des mesures sociétales plus écologiques ;
- **aux méthodologies mobilisées, aux bonnes pratiques**, aux conditions défavorables et **aux stratégies** pour y remédier.

Pour ce faire, la consultation de recherche-action associée au programme appelle à **considérer – voire inventer – des objets pluriels qui permettent de croiser les expertises afin de poser les bases d'un débat renouvelé sur l'action publique locale en faveur de la biodiversité** : connaissance, planification, foncier, ressources, activités économiques, modes de vie, droit de la nature, paysage, alimentation, one health, logement, mobilité, peuvent être autant de pistes à réinterroger pour accélérer et renforcer les réponses à la crise de la biodiversité. Cette consultation invite à faire un **« pas de côté »**, hors des silos classiques du monde scientifique et de l'action publique. **Des propositions mêlant action publique locale, pratiques artistiques, scientifiques et questionnements citoyens sont donc attendues.**

RACONTER LE VIVANT POUR AGIR

Érable est un programme de recherche-action, qui propose de nourrir les réflexions stratégiques des élus locaux sur l'avenir de leur territoire en intégrant la biodiversité comme facteur clé.

Pour ce faire, le programme soutient des projets de recherche transdisciplinaires dans les



Produire de la connaissance pour mieux comprendre la complexité des enjeux territoriaux de la biodiversité par le dialogue entre les sciences sociales et les sciences du vivant. À travers les apports de la recherche, la méthode de la mise en récit et le dialogue entre chercheurs, artistes, élus et acteurs, les initiatives permettent de mettre en lumière la place de la biodiversité et de prendre conscience des multiples liens tissés entre les humains et le reste des vivants.



Nourrir l'action publique régionale et locale par la mobilisation d'expertises et d'outils, la construction collective, la prospective et l'établissement de scénarios, pour contribuer aux réflexions stratégiques des collectivités. La démarche doit contribuer à renforcer le rôle des élus locaux dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité et leur permettre de consolider leur projet politique.



Diffuser les résultats de la recherche et les grands enseignements produits dans le cadre des projets à travers des vecteurs artistiques et des médias variés à destination du grand public, notamment de la jeunesse.

collectivités territoriales à l'échelle locale pour proposer des pistes d'actions et des leviers pour des changements transformateurs¹. Il alimente les réflexions dans le cadre de la planification locale et constitue un accompagnement en ingénierie pour aller vers l'opérationnel. Il est orienté vers l'aide à la décision pour accompagner les élus, au travers de la mobilisation de chercheurs en association avec des artistes. Il est un complément aux initiatives déjà en place portées par les collectivités territoriales.

¹ Définition : « La réorganisation fondamentale, systémique, des facteurs économiques, sociaux, technologiques, y compris les paradigmes, les objectifs et les valeurs. [...] Il s'agit de dépasser la stratégie des changements incrémentaux, parvenir à des trajectoires holistiques englobantes (intégrant à la fois les enjeux alimentaires, énergétiques et climatiques, écologiques), reflétant les nouveaux paradigmes, objectifs et valeurs ». (IPBES, 2019)

LA MÉTHODE ÉRABLE : 4 PILIERS EN INTERACTION

1.

La mise en récit

Par le concours **des méthodes scientifiques et des pratiques artistiques**, mobilisées autour des **enjeux de politiques publiques**, le programme entend construire des récits sur la biodiversité, portés par **les élus et les acteurs locaux**, et en capacité de les mobiliser ; tout en étant susceptibles d'inspirer d'autres territoires à partir d'observations situées.

Méthode de communication qui consiste à substituer à la simple présentation d'informations ou à des analyses d'idées des récits à caractère exemplaire, **la mise en récit peut prendre différentes formes** :

- elle peut documenter le réel, raconter l'existant, en pouvant s'appuyer sur le passé ;
- elle peut établir des scénarios avec les projections scientifiques, en croisant les disciplines, raconter les futurs envisagés ;
- elle peut se servir de la fiction pour imaginer les futurs, raconter ce qu'il pourrait advenir, pouvant aussi mobiliser la rétrospective.

À ces 3 types de mises en récit, des formes hybrides peuvent aussi émerger.

2.

La pluridisciplinarité, l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité

Pour relever le défi de la préservation du vivant, par nature fait de connexions, il devient urgent de **faire appel à toutes les disciplines** (géographie, agronomie, écologie, droit, économie, urbanisme, sociologie, philosophie, éducation, anthropologie, etc.) et de recréer du lien entre elles, de croiser les savoirs. Les projets de recherche font dialoguer **les sciences humaines et sociales et les sciences du vivant**, et combinent les approches.

Les arts, qui réinventent les imaginaires par leur assimilation des éléments de manière différente et leur manière de représenter le réel et les relations entre êtres, constituent un outil pour renouer avec le reste du vivant. **La mobilisation des pratiques artistiques au cours de la recherche** permet de constituer des récits de territoires engagés. Avec l'aide de professionnels du monde artistique (écrivains, poètes, metteurs en scène, acteurs, dessinateurs, bédéistes, musiciens, etc.), ces récits peuvent porter sur le passé, le présent, l'avenir ou encore des futurs imaginaires, et combinent les enjeux interconnectés d'un territoire.

3.

La projection et la prospective

Les projets de recherche portent sur les **trajectoires d'évolution de la biodiversité** dans les territoires et leurs conséquences :

- **à divers horizons temporels** (2030, 2050...), en distinguant par exemple un horizon à long terme sur lequel construire une vision stratégique du territoire et un horizon à plus court terme (quelques années) pour esquisser un projet plus opérationnel ;
- **et selon diverses variables** (notamment dans une perspective de +4°C en 2100², dans un cadre d'optimisation de certains services écosystémiques par rapport à d'autres, *land sharing versus land sparing*³, etc.), en développant des approches quantitatives et qualitatives de la relation humains / reste des vivants, issues de disciplines également variées (littérature, géographie, histoire, philosophie, culture visuelle, linguistique, etc.).

Ils impliquent les élus dans la construction **d'outils de projection et/ou de prospective** sur les enjeux de biodiversité du territoire, notamment dans le contexte de préservation et de restauration de la biodiversité, d'adaptation au changement climatique et des autres défis de transition écologique (sobriété foncière, solidarité, mobilité, alimentation, etc.).

Ils peuvent s'appuyer sur les données et études des observatoires régionaux de la biodiversité, des autres collectivités (atlas de la biodiversité, etc.) ou des associations de protection de la nature, et des grands programmes de connaissance nationaux (notamment la cartographie nationale des habitats et celle des zones humides).

4.

La collaboration entre recherche, décision et action

Le programme vise à créer une **dynamique de collaboration entre des élus, des chercheurs de diverses disciplines, des artistes et des acteurs territoriaux** (habitants, acteurs socio-professionnels, acteurs publics de l'État et des collectivités, associations, etc.). Dans cette perspective, les projets de recherche présentent **une méthodologie collaborative innovante sur toute la durée de l'étude de cas**, de l'élaboration à la valorisation, en tenant compte des modalités de gouvernance spécifiques à chaque territoire.

La co-construction avec les acteurs peut s'appuyer sur des protocoles existants comme, par exemple, les jeux sérieux, la modélisation d'accompagnement ou encore les sciences participatives.

Cette collaboration entre recherche et action est d'autant plus fructueuse qu'elle s'inscrit dans **des démarches de planification territoriale ou dans d'autres projets de territoires accélérant leur transition écologique**.

² Selon le scénario le plus pessimiste du GIEC.

³ Économiser les terres en intensifiant la production agricole versus développer la production extensive en permettant une plus grande biodiversité sur les terres cultivées.

Un programme pour éclairer les politiques publiques

Opérateur de recherche interministériel, le groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains s'inscrit, à travers le programme *Érable* dans le cadre de la **Stratégie nationale biodiversité 2030 pour renforcer l'accompagnement des collectivités**.

Le dispositif est conduit en partenariat et avec le soutien financier de la **direction de l'eau et de la biodiversité** (DGALN), et appuie, de manière complémentaire, les stratégies portées par les ministères et le Secrétariat général à la planification écologique.

Il amplifie les démarches initiées et les recherches menées par d'autres institutions, dont l'Office français de la biodiversité, la Banque des territoires ou la Fondation pour la recherche sur la biodiversité, ainsi que les régions dans le cadre de leur Stratégie régionale pour l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation (SRESRI).

Si la recherche dans le cadre d'*Érable* est circonscrite dans le temps, les questionnements et outils qui émergent au sein des plateformes locales peuvent connaître des prolongements à travers d'autres dispositifs portés par les institutions et opérateurs de l'État, y compris financiers comme le Fonds vert.

Les projets soutenus sont **l'occasion d'articuler, dans les territoires, les politiques publiques nationales et régionales, de veiller à leur mise en cohérence et de mettre en évidence le lien entre celles-ci et la préservation de la biodiversité** : la stratégie nationale pour la biodiversité et les stratégies régionales pour la biodiversité, le pacte en faveur de la haie, le 3^e plan national d'adaptation au changement climatique, le plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, la planification écologique ou encore la réforme de la lutte contre l'artificialisation des sols. Par réciprocité, les retours d'expériences locaux permettront d'alimenter les politiques publiques nationales.

Une valorisation grand public pour les travaux de recherche

Érable favorise **une valorisation au fil de l'eau** des travaux de recherche afin de restituer la production scientifique du programme et de participer au débat public au travers **d'événements locaux et nationaux, de collections d'ouvrages, d'un film grand public, de partenariats presse nationaux, de cartographies d'initiatives, de mini-vidéos sur les réseaux sociaux, ou encore de podcasts**.

Les **vecteurs artistiques**, sous forme matérielles ou de spectacles vivants, contribueront à cette valorisation et à une appropriation par tous les publics.

CONSTRUIRE UNE DYNAMIQUE LOCALE

Un événement de lancement des travaux de recherche

Un séminaire local est organisé par les porteurs de projet au lancement des travaux de recherche, en lien avec les communes impliquées dans le projet. Accueilli par une collectivité mobilisée dans le projet, cet événement propose une séquence d'arpentage du territoire d'étude et permet d'exposer le projet à ses acteurs.

Des événements de co-construction au fil du projet

Chaque équipe propose une dynamique de collaboration tout au long de la mise en œuvre du projet, qui associe les acteurs territoriaux (habitants, acteurs socio-professionnels, acteurs publics de l'État et des collectivités, associations, etc.) aux élus, chercheurs de diverses disciplines et artistes. Ces événements sont constitués de temps de débats, de restitution publique, de visites, ou encore de temps conviviaux, dont le format est défini par chaque projet de recherche. Ils visent à contribuer aux projets, mettre en discussion leurs premiers résultats avec les acteurs locaux et nourrir l'action publique.

Un événement de clôture

Un séminaire de clôture du projet est organisé au plus tard trois mois après la remise des travaux. Il permet la mise en débat des résultats du projet de recherche. À l'image du séminaire de lancement, cet événement associe les mêmes acteurs, il est accueilli localement, ouvert au public et organisé avec les communes impliquées dans le projet.

VALORISER LA RECHERCHE

Des publications scientifiques

Pour chaque projet soutenu, un rapport scientifique intermédiaire est transmis à mi-parcours ainsi qu'un rapport à la fin des travaux. A minima, deux articles scientifiques sont publiés dans des revues à comité de lecture par les chercheurs parties prenantes du projet.

Une production artistique de mise en récit des travaux

Une création artistique inédite est réalisée à l'occasion des projets de recherche. Elle vise la mise en récit des travaux et s'appuie sur les démarches artistiques et culturelles mobilisées dans le cadre du projet (roman, bande-dessinée, pièce de théâtre, film documentaire, etc.).

Une note synthétique à l'attention des décideurs

À la fin des travaux, dans la perspective d'éclairer l'action publique locale, une note synthétique à l'attention des décideurs est réalisée. Elle inclut, le cas échéant, la formalisation d'un ou de plusieurs outils issus de la recherche pour passer de trajectoires documentées à des trajectoires concrètes, traduites notamment dans la planification locale.

Des productions propres à chacun des projets

À ces livrables s'ajoutent les productions propres à chacun des projets, tels que des ouvrages, des carnets, des expositions, des atlas, des festivals, des balades urbaines, des films, des vidéos, des créations numériques, des documentaires, des conférences, ou encore des lexiques.

13

UNE VALORISATION ÉDITORIALE NATIONALE

La direction du programme *Érable* pilotera la réalisation de productions diverses : édition d'essais thématiques, d'enquêtes documentaires dessinées et d'un ouvrage jeunesse avec les Éditions Actes Sud, production d'un film grand public, réalisation de missions photographiques, enregistrement de podcasts, etc.





Célia de Lavergne, directrice de l'eau et de la biodiversité,
Direction générale de l'aménagement, du logement
et de la nature



Pour relever, dans les territoires, les défis de notre temps, celui en particulier de l'inversion de l'effondrement du vivant, la mobilisation de tous est nécessaire. Il y a une forme d'urgence : celle de faire appel à tous les acteurs, de recréer du lien et de croiser les savoirs et les imaginaires pour faire converger les initiatives vers un objectif.

La stratégie nationale pour la biodiversité 2030 consacre son troisième axe à la mobilisation de l'ensemble de la société pour lutter contre l'érosion de la biodiversité et travailler à un futur désirable. C'est dans ce cadre que le GIP Europe des projets architecturaux et urbains a été mandaté en 2023 par la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) afin de concevoir un programme de recherche-action associant élus, chercheurs, artistes et citoyens, pour construire de nouveaux modes de vie, favorables à la résilience des territoires.

Érable est un programme ambitieux et innovant. Il vise à renouveler le regard sur le vivant, la place de la biodiversité et les liens entre les humains et le reste des vivants. Sa méthode est fondée sur la mise en récit et le dialogue multi-acteurs. Ce dialogue d'un genre nouveau, renouvelé et élargi, est le gage d'une meilleure appropriation par tous de la complexité du vivant, et du rôle de ce dernier dans les territoires. L'implication d'artistes fait évoluer le regard des habitants sur la nature et fournit des éléments tangibles au grand récit de la biodiversité, que nous devons construire.

Le programme *Érable* finance des projets de recherche transdisciplinaires au niveau local et régional, qui sont novateurs. Ces projets alimentent les réflexions dans le cadre de la planification locale et constituent un accompagnement en ingénierie aux collectivités candidates. Ils constituent un outil clé pour la décision publique, tant au niveau national dans la recherche de solutions répliquables, qu'au niveau local pour l'aide à la décision des élus sur leur projet de territoire.

Érable est un programme de recherche-action pour :

- Associer étroitement les élus locaux, les appuyer et leur donner les moyens de conduire le changement sur leurs territoires ;
- Utiliser le récit pour passer à l'action, et donner des leviers d'action aux territoires, en particulier dans un environnement changeant du fait du climat ;
- Mobiliser l'art comme levier d'appropriation et d'expression du territoire ;
- Enrichir la palette des outils au service des territoires : compléter l'outillage existant, qui a fait ses preuves, en favorisant la complémentarité entre les dispositifs et les acteurs.

LA GOUVERNANCE DU PROGRAMME

Le programme *Érable* est financé par la Direction de l'eau et de la biodiversité et opéré par le Groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains, en partenariat avec la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature. La gouvernance du programme est assurée par un Conseil scientifique, un Comité des partenaires et une équipe permanente sous l'autorité d'une Directrice de programme.



LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Le Conseil scientifique du programme *Érable* est composé de chercheurs issus des sciences humaines et sociales et de chercheurs en écologie, issus des sciences de l'environnement. Instance d'orientation des travaux de recherche, il assure la cohérence entre les différents projets du programme et les évalue afin d'en garantir la qualité scientifique.



Tamatoa Bambridge,
anthropologue,
CNRS



Rémi Beau,
philosophe, CNRS



Nathalie Blanc,
géographe et artiste,
CNRS



Jean-Baptiste
Bosson, glaciologue,
Marge Sauvage



Frédérique Chlous,
anthropologue,
MNHN



Nicolas Gilsoul,
architecte,
paysagiste et
écrivain, ENSA Paris-
Malaquais



Julie Gobert,
géographe, École
nationale des Ponts
et Chaussées



Sandra Lavorel,
écologue, CNRS



Vanessa Léa,
archéologue, CNRS



Anne-Caroline
Prévot, écologue,
MNHN



Olivier Ragueneau,
océanographe, CNRS



Marc-André Selosse,
biologiste, MNHN



Léa Tardieu,
économiste de
l'environnement,
INRAe



Juliette Young,
sociologue, INRAe

LE COMITÉ DES PARTENAIRES

Le Comité des partenaires reflète les grands axes mobilisés dans le programme – recherche, prospective, sciences humaines et sociales, écologie, arts et politiques publiques – au travers de : responsables et représentants de l'État (administration centrale et services déconcentrés) et de ses agences, d'associations (d'élus et de collectivités, environnementales, d'arts et culture, etc.) et d'établissements publics nationaux et locaux (de recherche, d'enseignement, de formation, etc.). Il garantit son intégration au sein d'un écosystème partenarial ainsi que sa cohérence et complémentarité avec d'autres programmes nationaux et locaux de recherche sur la biodiversité.

“

PAROLES D'ACTEURS



Julie Gobert, chercheuse en géographie et aménagement du territoire au LEESU, École nationale des ponts et des chaussées, membre du Conseil scientifique du programme *Érable*

VERS UNE ÉCOLOGIE CULTURELLE

18

Depuis plus d'un siècle, de nombreux intellectuels, scientifiques et citoyens ont cherché à rendre visible, médiatiser, et porter à l'agenda public les multiples manifestations de l'érosion de la biodiversité ; sous les coups d'une pollution chimique diffuse de plus en plus forte, d'une disparition de nombreux écosystèmes, artificialisés ou radicalement transformés, et des impacts du changement climatique (acidification des océans, retrait des glaciers, etc.).

L'écologie scientifique et politique par différents textes et manifestes a concouru à mettre en évidence que l'humanité devait structurer le changement à l'échelle des territoires et prendre en compte les limites naturelles de la croissance et la nécessité de reconcevoir notre rapport aux non humains.

La puissance publique, au niveau européen, national, ou local, a mis en œuvre un certain nombre de politiques publiques pour faire face aux menaces qui pèsent contre les écosystèmes, les habitats, la faune et la flore. Des outils visant à limiter l'imperméabilisation et l'artificialisation ont vu le jour, d'autres ont cherché à éviter, réduire et compenser les atteintes, d'autres encore à restaurer des continuités écologiques.

Mais force est de constater que les trajectoires amenant à l'érosion de la biodiversité ne se sont pas interrompues. Alors comment créer des engagements communs ? Comment emporter dans des transitions construites au niveau local des élus, des habitants, des entreprises, chacun et chacune mus par des intérêts et des représentations différentes ? Comment reconnecter l'ensemble du vivant,

humains et non humains, à l'échelle de territoires cohérents d'un point de vue socio-écosystémique, en respectant leurs caractéristiques ?

C'est une question fondamentale pour la chercheuse que je suis et pour tous les membres du Conseil scientifique du programme *Érable*.

À ce titre, passer par la culture et retisser du lien entre les acteurs des territoires, les artistes et les représentants de différentes disciplines scientifiques (sociologie, histoire, écologie, etc.) est une perspective innovante, qui structure ainsi une véritable écologie culturelle.

Considérant que des messages construits sur des rationalités scientifiques et gestionnaires ne rencontrent pas l'adhésion de toutes et tous, le programme *Érable* invite donc à la créativité locale, à la construction de nouveaux projets et à leur inscription dans des récits collectifs.

L'écologie scientifique et politique a concouru à mettre en évidence que l'humanité devait prendre en compte les limites naturelles de la croissance et reconcevoir notre rapport aux non humains.



Cédric Szabo, directeur de l'Association des Maires Ruraux de France, membre du Comité des partenaires du programme *Érable*



LA COMMUNE, ESPACE POLITIQUE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'Association des Maires ruraux de France (AMRF) considère le programme *Érable* comme une contribution majeure dans l'entreprise collective que supposent à la fois le changement climatique, la protection de la biodiversité et le développement des solutions de production d'énergie qui très souvent se développent dans le monde rural.

Grâce au Grand Atelier des Maires ruraux de France pour la transition écologique, l'AMRF participe de cette dynamique avec un regard particulier sur l'enjeu spécifique de la biodiversité dans les territoires ruraux. Elle a notamment permis à une centaine d'élus de prendre conscience du rôle clé du maire dans l'appropriation par la population, par les élus, du rôle clé de la commune comme espace politique de la transition écologique.

À ce titre, le programme *Érable* constitue un outil pour accompagner les élus dans leur mandat, les aider à mettre en récit, révéler ce que sont les enjeux concrets pour un conseil municipal, ou la valorisation des communs, tant au bénéfice des acteurs locaux qu'auprès des prescripteurs pour lesquels les spécificités rurales n'ont pas forcément d'expressions. Telle la mécanique photographique du révélateur, *Érable* permettra de rendre visibles les ruralités et l'action des élus déjà importante dans de nombreuses communes rurales.

L'implication de la population, sa sensibilisation, son accompagnement vers l'adaptation, la décision publique

locale, ou encore la mise en actions, sont autant de sujets qui doivent être valorisés, promus et portés à la connaissance des décideurs.

Sur cette partie essentielle qui est la construction d'un récit positif de la transition, notre association est en effet

Érable permettra de rendre visibles les ruralités et l'action des élus déjà importante dans de nombreuses communes rurales.

19

convaincue du rôle spécifique des territoires ruraux et de leurs élus. Ce rôle suppose d'être accompagné dans l'animation, dans l'aide à la sensibilisation sur les enjeux spécifiques du monde rural, afin de définir ensemble les meilleures voies pour agir, pour emporter l'archipel des acteurs mobilisables dans une massification des actions autour de la biodiversité.

Que la recherche continue à s'intéresser davantage aux territoires ruraux à travers ce sujet est une bonne nouvelle que nous ne pouvons qu'encourager en saluant l'engagement des chercheurs.



Anne-Caroline Prévot, écologue, Muséum national d'Histoire naturelle, membre du Conseil scientifique du programme *Érable*

CHANGER LE REGARD DES HUMAINS SUR LE RESTE DU VIVANT

29

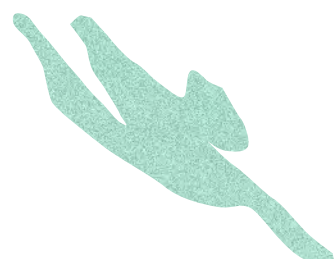
Penser et imaginer des changements transformateurs des modes de vie et visions du monde des sociétés occidentales en y intégrant la biodiversité et les relations que nous avons avec elle, voilà l'utopie qui anime mes recherches interdisciplinaires entre écologie scientifique, psychologie de la conservation et perspectives art-science. Ces recherches, impliquées dans et pour les sociétés, sont souvent co-construites avec des territoires partenaires. Rejoindre le conseil scientifique du programme *Érable* a donc été une évidence pour moi, et ce, dès la préfiguration de ce programme ambitieux et innovant qui veut créer des ponts entre la recherche et les gouvernances territoriales, discuter de récits et de prospectives pour des futurs, promouvoir l'interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences humaines et sociales, encourager la transdisciplinarité avec des artistes et, surtout, mettre la biodiversité et les relations que les humains ont avec elle au cœur du dispositif.

La biodiversité, tout ce vivant dont les humains font partie, est encore trop souvent considérée de deux manières contradictoires dans nos sociétés : soit de façon marginale et comme quelque chose de futile (les fameuses « petites fleurs » et « petits oiseaux »), soit uniquement comme un moyen de satisfaire des besoins humains toujours plus importants (les services écosystémiques, les solutions fondées sur la nature, etc.). C'est oublier que la biodiversité est constituée d'êtres vivants autonomes, en inter-relations permanentes les uns avec les autres, qui naissent, se développent et meurent, et qui forment des groupes et des communautés dynamiques et évolutives à plusieurs échelles de temps. Ces êtres vivants sont donc

porteurs d'agentivité forte, et les êtres humains sont en interaction permanente avec grand nombre d'entre eux.

En participant à *Érable*, j'espère contribuer à promouvoir un changement de regard des humains par rapport au reste du vivant, pour remettre l'agentivité de la biodiversité dans ce qui constitue le socle commun des visions du monde des sociétés humaines, à l'échelle des territoires français.

Érable permet de créer
des ponts entre la recherche
et les gouvernances
territoriales, de discuter
de récits et de prospectives,
de promouvoir
l'interdisciplinarité
et la transdisciplinarité
avec des artistes.





Emmanuel Tibloux, directeur de l'École des Arts Décoratifs – PSL, membre du Comité des partenaires du programme *Érable*

L'ÉCOLE DU TEMPS PRÉSENT

Dans la situation d'urgence écologique que nous connaissons, qui impose une transformation radicale de nos usages et de nos imaginaires, le rôle des designers et des artistes est essentiel. C'est là le sens de la présence de l'École des Arts Décoratifs – PSL aux côtés du programme *Érable*. Du point de vue de sa méthode en particulier, on constate qu'il n'est pas un seul des quatre piliers sur lesquels elle repose qui ne gagne à mobiliser l'art et le design.

Imaginons d'autres façons d'élaborer les politiques publiques, d'habiter nos milieux de vie et de faire école, en prêtant la plus grande attention à la biodiversité, à la terre et au vivant.

Commençons par le premier, la mise en récit. Élément clé de ce que les Grecs appellent la poïésis, soit le faire en tant que création ou production, cette opération est intrinsèquement artistique, en ce qu'elle fait appel à des qualités d'agencement, de montage et de rythme propres à donner forme à une matière. Deuxième pilier : l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité. Cette approche est au cœur de la tradition des arts décoratifs, et aujourd'hui du design et de notre école, qui s'emploient à mobiliser les savoirs et les techniques les plus divers, dans le souci de prendre la mesure de la complexité du monde. De la même façon, la projection et la prospective – troisième pilier – font partie intégrante de la pratique du designer et de l'artiste. Quand le design est fondamentalement une discipline du projet, de la projection, les artistes ont la capacité de porter le regard au loin et d'imaginer des formes ou des univers à venir.

La collaboration entre recherche, décision et action est enfin l'objet même de notre programme « Design des territoires ». Né du programme « Design des mondes ruraux », implanté depuis 2021 à Nontron, en Dordogne, celui-ci se déploie désormais à travers cinq antennes supplémentaires, dédiées aux mondes littoraux, forestiers, montagnaux, insulaires et urbains. Réunissant des équipes de 6 à 8 jeunes concepteurs – designers, architectes, paysagistes, artistes – il articule étroitement enjeux socio-politiques, écologiques et pédagogiques. Ainsi tentons-nous d'imaginer d'autres façons d'élaborer les politiques publiques, d'habiter nos milieux de vie et de faire école, en prêtant la plus grande attention à la biodiversité, à la terre et au vivant. Telle doit être à mon sens l'école du temps présent, indissociablement école des arts écologiques et politiques et école de terrain.

LES PROJETS ÉRABLE

Les projets soutenus par le programme ÉRABLE permettent aux **élus, chercheurs, artistes et autres acteurs du territoire** (habitants, acteurs socio-économiques publics et privés, associations, etc.) de construire conjointement les récits territoriaux autour de la biodiversité à l'échelle régionale et/ou locale. Pour cela, ils basent leur approche sur **les multiples visions et valeurs des acteurs, traitent plusieurs enjeux, intègrent les dynamiques de biodiversité au sein des socio-écosystèmes, et mettent en lien les 4 piliers du programme.**

Les thématiques et les terrains explorés dans le cadre du programme sont librement arrêtés par les équipes de recherche et la ou les collectivités. Ils rendent compte d'**une mise en récit du rapport du territoire au(x) vivant(s) avec une vision systémique**, dynamique et sensible, pouvant mettre en lumière un projet/objectif collectif sur des valeurs partagées.

Les projets soutenus par ÉRABLE peuvent porter sur **un territoire de recherche composé d'une ou plusieurs communes ou intercommunalités au sein d'une région métropolitaine ou d'un territoire ultramarin**. Ils mènent des recherches portant sur des **milieux variés** (littoraux, montagneux, ruraux, urbains, etc.) et des **configurations territoriales diverses** (des petites communes rurales aux métropoles), de façon à pouvoir capitaliser et diffuser les résultats auprès d'un large nombre de territoires.

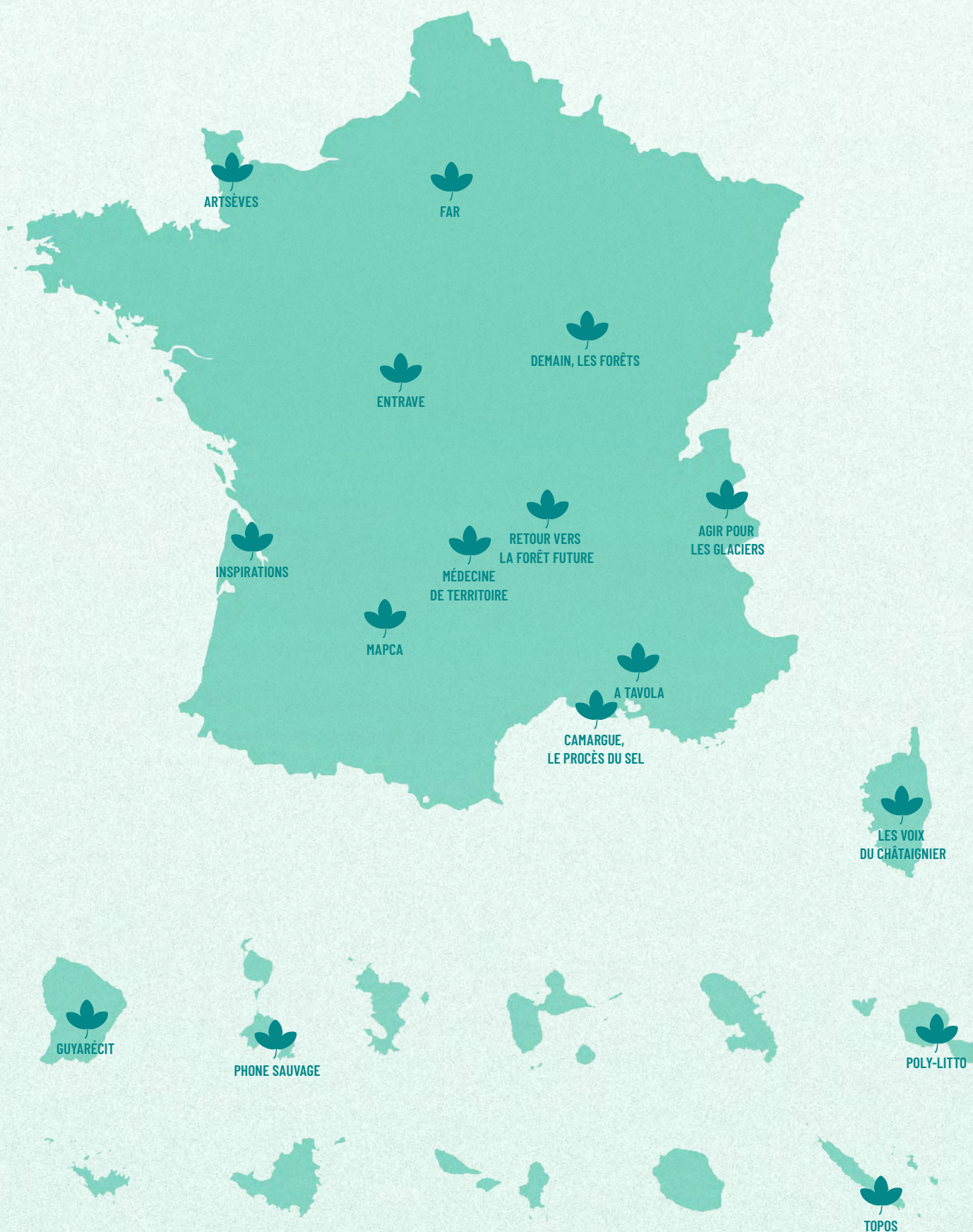
Les **thématiques portées** par les projets sont **ancrées dans les pratiques, les différents systèmes de savoirs et de représentations, les usages et les réflexions des élus, habitants, usagers et autres acteurs locaux**. Elles font l'objet d'une problématisation qui traite d'enjeux multiples (activités économiques, ressources, société, gouvernance, formation, etc.) en y intégrant les enjeux de biodiversité.

Le territoire est considéré comme un habitat propre défini par toutes ses composantes et leurs interactions (climat, eau, sol, alimentation, santé, bien-être, aménagement), parmi lesquelles la biodiversité est un élément clé et indispensable.



LES LAURÉATS DU PROGRAMME ÉRABLE

24



P.26 AGIR POUR LES GLACIERS

Bourg-Saint-Maurice, Savoie

P.30 ARTSÈVES

Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin, Manche

P.34 A TAVOLA

Parcs naturels régionaux du Luberon et des Alpilles, Bouches-du-Rhône, Vaucluse et Alpes-de-Haute-Provence

P.38 CAMARGUE, LE PROCÈS DU SEL

Parc naturel régional de Camargue, Gard et Bouches-du-Rhône

P.42 DEMAIN, LES FORÊTS

Parc naturel régional du Morvan et Parc national de forêts, Bourgogne-Franche-Comté

P.46 ENTRAVE

Bassin versant de la Loire, Régions Pays de la Loire, Centre-Val de Loire et Nouvelle-Aquitaine

P.50 FAR : FICTIONS D'ANTICIPATION DE RENATURATION

EPT Plaine Commune, Seine-Saint-Denis

P.54 GUYARÉCIT

Régina, Cayenne, Kourou, Saint-Laurent du Maroni et Apatou, Guyane

P.58 INSPIRATIONS

Parc naturel régional du Médoc, Gironde

P.62 LES VOIX DU CHÂTAIGNIER

Commune de Bocognano, Corse-du-Sud

P.66 MAPCA : MOUVEMENT D'ALLIANCE AVEC LE PEUPLE CASTOR

Bassin versant de la Garonne, de la Loire et de l'Adour, Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie

P.70 MÉDECINE DE TERRITOIRE

Les monts du Cantal, Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne, Cantal

P.74 PHONE SAUVAGE

Commune de Saint-Pierre, Saint-Pierre-et-Miquelon

P.78 POLY-LITTO

Îles de Moorea, Bora Bora et Kauehi, Polynésie française

P.82 RETOUR VERS LA FORÊT FUTURE

Massifs du Mézenc et du Meygal, Haute-Loire

P.86 TOPOS

Nouméa, Nouvelle-Calédonie



AGIR POUR LES GLACIERS

Explorer l'évolution des glaciers et des écosystèmes
qui leur succèdent dans les territoires

Bourg-Saint-Maurice, Savoie (73)

Explorer l'évolution des glaciers et des marges sauvages qu'ils libèrent permet de mieux comprendre le monde à l'heure du changement climatique, de la sixième extinction de masse et de la raréfaction de l'eau douce dans les territoires. Au-delà du constat scientifique, cheminer sur les épaules des géants de glace, ou dans les écosystèmes primaires qui leur succèdent, est aussi l'occasion de retisser, entre alarme, émerveillement et joie, les fils qui nous relient depuis toujours à la nature pour stimuler une réaction collective et le passage à l'action. *Agir pour les glaciers* associe des démarches scientifiques inédites, mêlant glaciologie, écologie, droit et philosophie à la création artistique et à l'implication d'acteurs territoriaux, pour créer de nouveaux imaginaires et modalités d'actions pour les élus et les citoyens.

LA DISPARITION DES GLACIERS, UN BASCULEMENT ÉCOSYSTÉMIQUE RAPIDE ET MAJEUR

Les glaciers, positionnés en tête de bassin, ont un rôle majeur dans la régulation du climat, le cycle de l'eau et le niveau marin, et sont associés à une biodiversité et des activités humaines propres. Par conséquent, le phénomène de disparition des glaciers, ainsi que son corollaire, la formation d'écosystèmes post-glaciaires primaires, induisent des conséquences systémiques inédites pour le vivant (humains et non humains).

Depuis 2021, le projet *Ice&Life* documente ce bouleversement et nourrit prise de conscience et réactions sociétales. Ses résultats montrent que depuis ~1850 (fin du Petit Âge Glaciaire), les glaciers des Alpes françaises ont rétréci de 70 %, faisant apparaître 410 km² de forêts, lacs, rivières, pelouses et zones humides minérales⁴, où plus de 300 espèces ont déjà été observées. D'ici 2100, le retrait glaciaire va se poursuivre sur des surfaces mondiales colossales (150 000 à 350 000 km² selon les projections), faisant émerger des écosystèmes fragiles en transition, menacés par les activités humaines (mines, barrages, stations de ski, etc.)⁵.

FAIRE ÉMERGER DES SOLUTIONS ET DES COOPÉRATIONS POUR LES MONTAGNES

Intégrer les glaciers dans des aires protégées permet de limiter les atteintes directes (destructions, pollutions, etc.) et sécurise la libre évolution et le développement d'écosystèmes post-glaciaires aux rôles croissants de refuges pour la biodiversité, de réserves d'eau douce et de puits de carbone.

À l'orée de 2025, déclarée Année internationale de la préservation des glaciers par l'ONU, le projet *Agir pour les glaciers* propose de co-construire et expérimenter des actions de protection concrètes et de mises en récit, afin de montrer la faisabilité, la pertinence et le sens d'agir pour ces écosystèmes clés. La commune de Bourg-Saint-Maurice (Savoie), qui comprend à la fois des écosystèmes glaciaires et post-glaciaires de très haute naturalité (Mont-Blanc, Beaufortain) et fortement anthropisés (domaine skiable des Arcs), constitue le territoire pilote du projet.

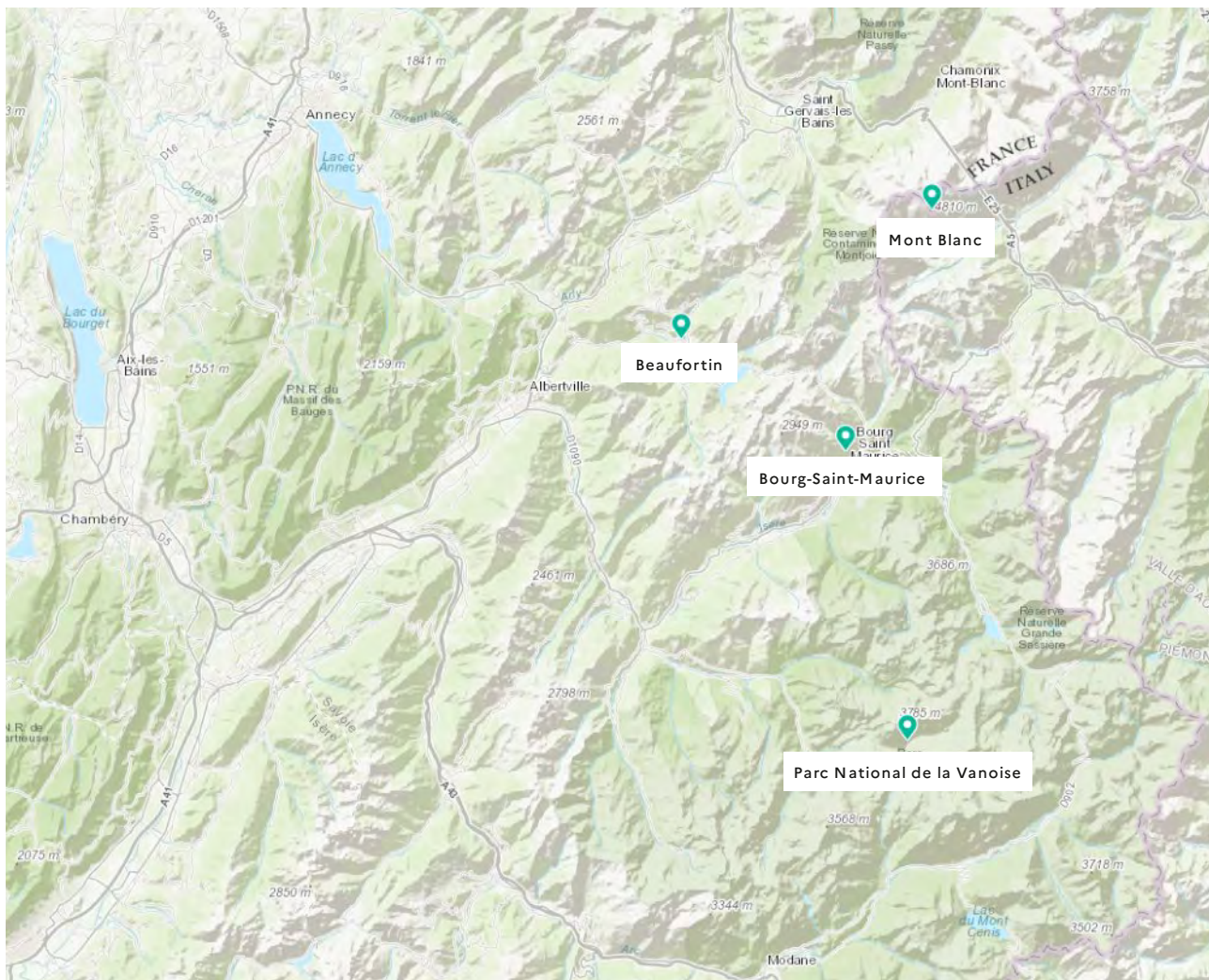
RÉINVENTER LE LIEN ENTRE HUMANITÉ ET HAUTE-MONTAGNE

À partir d'une recherche transdisciplinaire, de propositions artistiques et d'actions inédites, le projet prévoit la création d'un festival, d'un court métrage d'animation, d'illustrations et d'un film documentaire. L'objectif est de nourrir un récit mobilisateur pour réinventer nos liens à la haute montagne en pleine mutation, afin d'aller vers la création d'une aire en protection forte et d'une aire terrestre éducative dans la commune de Bourg-Saint-Maurice.

Au cœur du projet, le festival *Agir pour les glaciers* constitue le point d'orgue d'une proposition artistique multiple (théâtre, musique, film), d'une mise en dialogue entre les habitants du territoire, l'équipe du projet et des acteurs externes. Ce temps fort et engagé vise à célébrer ces écosystèmes menacés tout en offrant aux participants des clés concrètes et positives pour agir.

⁴ Guerou et al., in prep

⁵ Bosson et al., 2023 ; Moore et al. 2023



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Bourg-Saint-Maurice – Le territoire est lié à l'Université Savoie-Mont-Blanc, situé à la frontière avec l'Italie et le Parc National de la Vanoise dans l'Espace Mont-Blanc, et abrite un des plus grands domaines skiables du monde.

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Jean-Christophe Clément, biochimiste-écologue, Université Savoie Mont Blanc

Florent Arthaud, écologue, Université Savoie Mont-Blanc

Adrien Guerou, astrophysicien, Université Savoie Mont Blanc

Jean-Baptiste Bosson, glaciologue, Association Marge Sauvage

Sandra Lavorel, écologue, CNRS



**Élus et professionnels
de collectivités**

Guillaume Desrues, maire, Bourg-Saint-Maurice - Les Arcs

Laurent Vignacourt, directeur vie des habitants, Bourg-Saint-Maurice - Les Arcs

Sylvain Cachat, responsable Campus Alpin, Bourg-Saint-Maurice - Les Arcs



Artistes

Justin Fayard, réalisateur
Lauriane Miara, illustratrice



Membres associés

Alain Thuleau, direction de projets artistiques et culturelles, COMUNA

Mathieu Navillod, président, Association Une Bouteille à la mer

Michel-François Delannoy, directeur du pôle territoires, Banque des Territoires

Laura Cumin, responsable marketing et communication, ADS (Domaine skiable des Arcs)

Aligner avec les chercheurs en SHS ?



**Chercheurs en sciences
humaines et sociales**

Philippe Billet, droit public, Université

Jean Moulin-Lyon 3

Virginie Maris, philosophe de l'environnement, Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (CEFE), Montpellier, CNRS

photographies du projet : Prospections naturalistes dans les écosystèmes postglaciaires de Bourg-Saint-Maurice (septembre 2024, Ice&Life, programme ÉRABLE - Agir pour les glaciers, @marge sauvage)

EN SAVOIR PLUS

Marge sauvage : <https://margesauvage.org/>

Festival Agir pour les glaciers #1,

Bourg-Saint-Maurice, 20-22 mars 2025 :

<https://agirpourlesglaciers.org/>

Cheminer sur les épaules des géants de glace, ou dans les écosystèmes primaires qui leur succèdent, est l'occasion de retisser, entre alarme, émerveillement et joie, les fils qui nous relient depuis toujours à la nature pour stimuler une réaction collective et le passage à l'action.





ARTSÈVES

Accompagner la reconversion de la tourbière de Sèves :
mise en récit pour un développement territorial en faveur de la vie
Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin, Manche (50)

La tourbière de Sèves est située sur sept communes du Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin (PNRMCB). En 2021, l'État a annoncé la fin de l'exploitation industrielle de tourbe datant de 1946. Depuis, il soutient le territoire face à la montée des niveaux d'eau, visant la recherche d'un nouvel équilibre dont la création d'une Réserve naturelle nationale sera le pivot. Cette reconversion, avec une échéance et des paramètres connus, préfigure les changements qui s'opéreront sur d'autres territoires. Les enchevêtrements étroits entre enjeux socio-économiques et symboliques, lutte contre le changement climatique, préservation de la biodiversité et de la ressource en eau, imposent de mettre en lumière une trajectoire holistique qui permettra aux décideurs une articulation du projet de territoire.

BIODIVERSITÉ, CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT LOCAL : DES DESTINS LIÉS PAR ET POUR LE VIVANT

En décembre 2020, le GIEC et l'IPBES organisaient un atelier conjoint⁶ reconnaissant la nécessité de penser les enjeux de biodiversité, climatiques et de développement humain comme nécessairement liés, notamment localement. À leur suite, ce message fut porté en France par la Fondation pour la recherche sur la biodiversité à travers son slogan « Biodiversité et climat, même combat », qui a servi de titre à un article du Journal du CNRS sur l'importance des communautés locales dans cette alliance⁷. Dans ce sillage, sur le territoire des Marais du Cotentin et du Bessin, le PNR a été désigné pour piloter la reconversion de la tourbière de Sèves de façon systémique, en associant protection de la zone humide, accompagnement des agriculteurs (maintien et évolution de l'activité agricole) et des autres usagers (réappropriation de l'espace par les habitants), et émergence d'un projet de valorisation territoriale.

ARTSÈVES : METTRE EN RÉCIT POUR ENGAGER LE PASSAGE À L'ACTION

Les ambitions portées par le PNR sont de définir un projet collectif de territoire qui s'inscrive dans les objectifs de la planification écologique, qui soit multithématique (cadre de vie, revitalisation des centres-bourgs, tourisme, agriculture, habitat, mobilités, etc.), tout en valorisant les opportunités générées par la création annoncée d'une future réserve naturelle nationale. Au côté des collectivités, les habitants du territoire du PNRMCB, ayant la tourbière en partage, font également face au défi de prendre cet enchevêtrement « biodiversité-climat-développement-local » à bras le corps. Dans ce contexte, le projet ArtSèves ambitionne de soutenir les acteurs du territoire dans la transformation de la tourbière et de mettre en récit cet

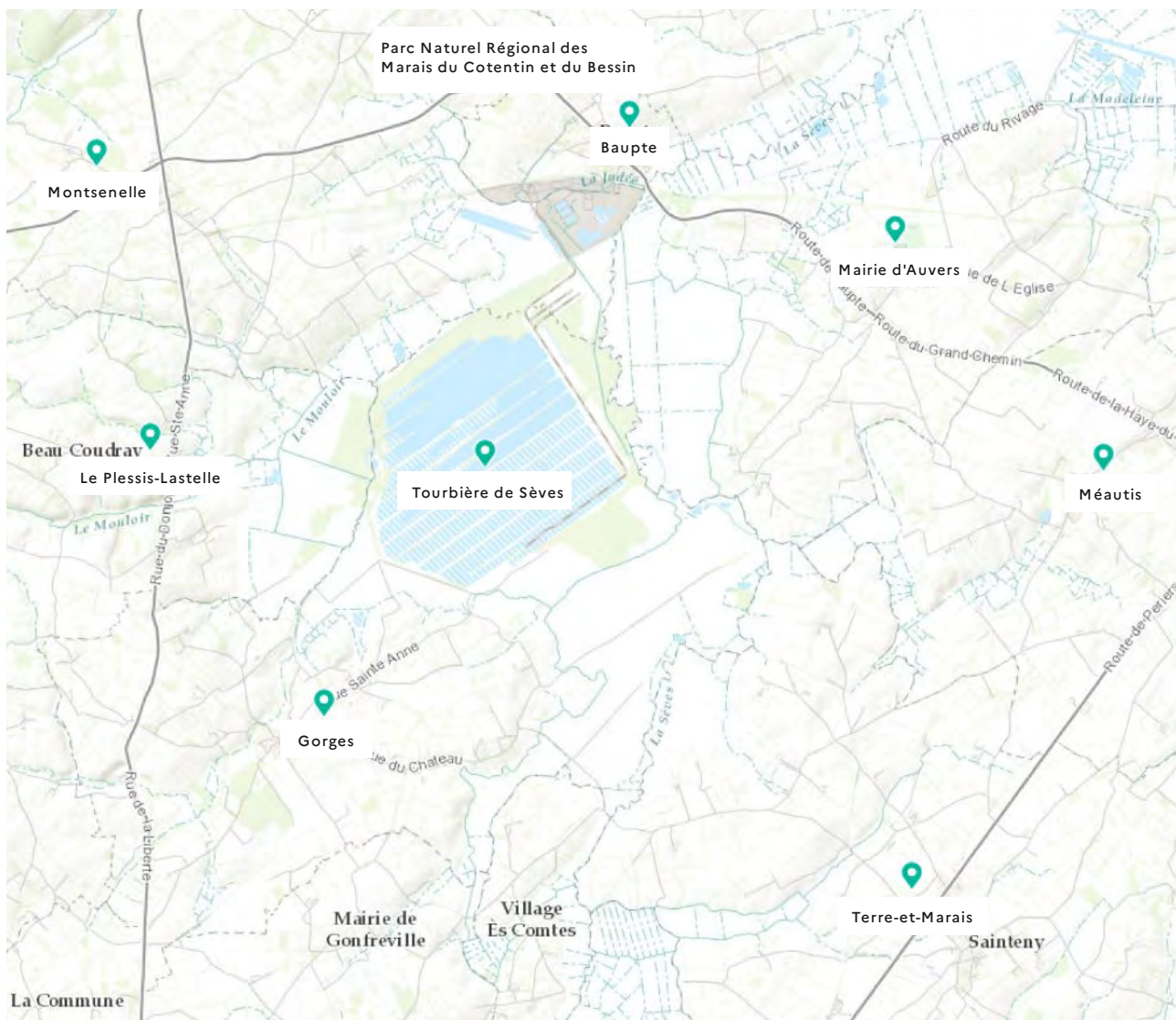
enchevêtrement d'interactions complexes pour engager l'action en faveur du vivant. Il représente une opportunité fondamentale de faire progresser les enjeux sociétaux et les connaissances scientifiques associées.

FAIRE DIALOGUER SCIENCES SOCIALES, SCIENCES DU VIVANT, ARTISTES ET ACTEURS DU TERRITOIRE POUR FAVORISER LA RESTAURATION DES TOURBIÈRES

Le projet s'appuie sur un ensemble de disciplines scientifiques et artistiques, dans une relation itérative avec des acteurs de terrain et des collectivités locales, au service d'une intervention centrée sur les récits. Il fait dialoguer des sciences sociales (aménagement du territoire, études de l'environnement, etc.) avec des sciences du vivant (botanique, écologie, biogéochimie, etc.) et un collectif d'artistes (dramaturges, acteurs, scénographes, musiciens, etc.), avec une focale thématique sur la restauration des tourbières. Le projet expérimente une nouvelle forme de restauration écologique, à travers la mise en œuvre de « mini-tourbières », que des groupes d'habitants s'approprient et développeront dans le but de transformer leur perception de la tourbière. Des rencontres artistes/habitants et des performances artistiques permettront en outre la rencontre de personnes de tous âges et horizons. Elles seront l'occasion d'échanger sur le rapport entretenu au lieu d'habitation, au monde animal et végétal, à la ville, à la campagne et à l'avenir du monde. À partir de ces rencontres, les artistes composeront des textes qui nourriront l'écriture de la performance, puis une autre production artistique coproduite par l'ensemble des partenaires et des éléments de valorisation du projet.

⁶ Pörtner et al., 2021

⁷ Escalòn, 2021



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Tourbière de Sèves – La tourbière est présente sur les territoires de sept communes du Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin : Gorges, Le Plessis-Lastelle, Montsenelle, Baupré, Auvers, Méautis, Terre-et-Marais.

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Sébastien Gogo, biogéochimiste, Université de Rennes 1
Simon Chollet, écologue, Université de Rennes 1



**Chercheurs en sciences
humaines et sociales**

Charlotte Da Cunha, docteure en aménagement du territoire, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
Jean-Paul Vanderlinden, économiste de l'environnement, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines



**Élus et professionnels
de collectivités**

Yves Poisson, maire, Auvers
Daniel Thomas, maire, Baupré
David Cervantes, maire, Gorges
Murielle Larue, maire, Méautis
Thierry Renaud, maire, Montsenelle
Daniel Guillard, maire, Le-Plessis-Lastelle
Jean-Pierre Jacquet, maire, Terre-et-Marais
Julie-Anne Jorant, chargée de projet « Reconversion de la tourbière de Sèves », Parc naturel régional des Marais du Cotentin
Emmanuelle Bouillon, pôle biodiversité et ressources en eau, Parc naturel régional des Marais du Cotentin
Nicolas Fillol, responsable du pôle biodiversité et ressources en eau, Parc naturel régional des Marais du Cotentin



Artistes

Pierre Morice, dramaturge, acteur et co-directeur, Collectif Eskandar
Samuel Gallet, metteur en scène et co-directeur, Collectif Eskandar
Julie Aminthe, autrice, Collectif Eskandar
Olivia Chatain, actrice, Collectif Eskandar
Mathieu Goulin, musicien et compositeur, Collectif Eskandar
Fred Buhl, régisseur général et créateur sonore, Collectif Eskandar

photographie 1 : Carrière de Baupré, Julie-Anne Jorant, PNR des Marais du Cotentin, photographie 2 : Tourbière de Sèves, Ghedouin, PNR des Marais du Cotentin



Les enchevêtrements entre enjeux socio-économiques et symboliques, lutte contre le changement climatique, préservation de la biodiversité et de la ressource en eau, imposent de mettre en lumière une trajectoire holistique qui permettra aux décideurs une articulation du projet de territoire.



A TAVOLA !

Récits alimentaires d'une prospective agricole avec et pour la biodiversité

*Parcs naturels régionaux du Luberon et des Alpilles, Bouches-du-Rhône (13),
Vaucluse (84) et Alpes-de-Haute-Provence (04)*

Dans un contexte de fluctuations climatiques qui s'intensifient et d'effondrement de la biodiversité, les pratiques agricoles et alimentaires sont amenées à évoluer. Que mangerons-nous demain et comment sera produite notre nourriture ? Pour y répondre, le projet *A Tavola !* réunit autour de la table agriculteurs, scientifiques, artistes, élus et habitants pour repenser la résilience agri-alimentaire dans les Alpilles et le Luberon. À travers une approche prospective mêlant agronomie et art culinaire, cette recherche-action explore les liens entre alimentation et biodiversité à travers des enquêtes sensibles et des repas collectifs pour explorer les « recettes de demain ».

LE MODÈLE AGRO-ALIMENTAIRE DOMINANT FACE À SES LIMITES

L'agro-industrie, qui repose sur la spécialisation des cultures et la simplification des paysages en vue d'une standardisation des productions alimentaires, a tenté ces dernières années de s'extraire des écosystèmes et d'écarter la variable environnementale. Elle a dans le même temps contribué à nous éloigner de notre alimentation, notamment à travers la préparation de repas prêts à consommer. Cependant, ce modèle est aujourd'hui confronté à ses limites, en étant soumis à une hausse des températures moyennes, une raréfaction de la ressource en eau et une fréquence accrue d'événements extrêmes. Ces bouleversements mettent en péril la durabilité des pratiques agricoles conventionnelles et représentent une menace majeure pour la biodiversité. Ainsi, un système agri-alimentaire résilient aux dérèglements climatiques implique une « redirection écologique » qui nous amène à repenser les relations au vivant, dans les champs comme dans les assiettes.

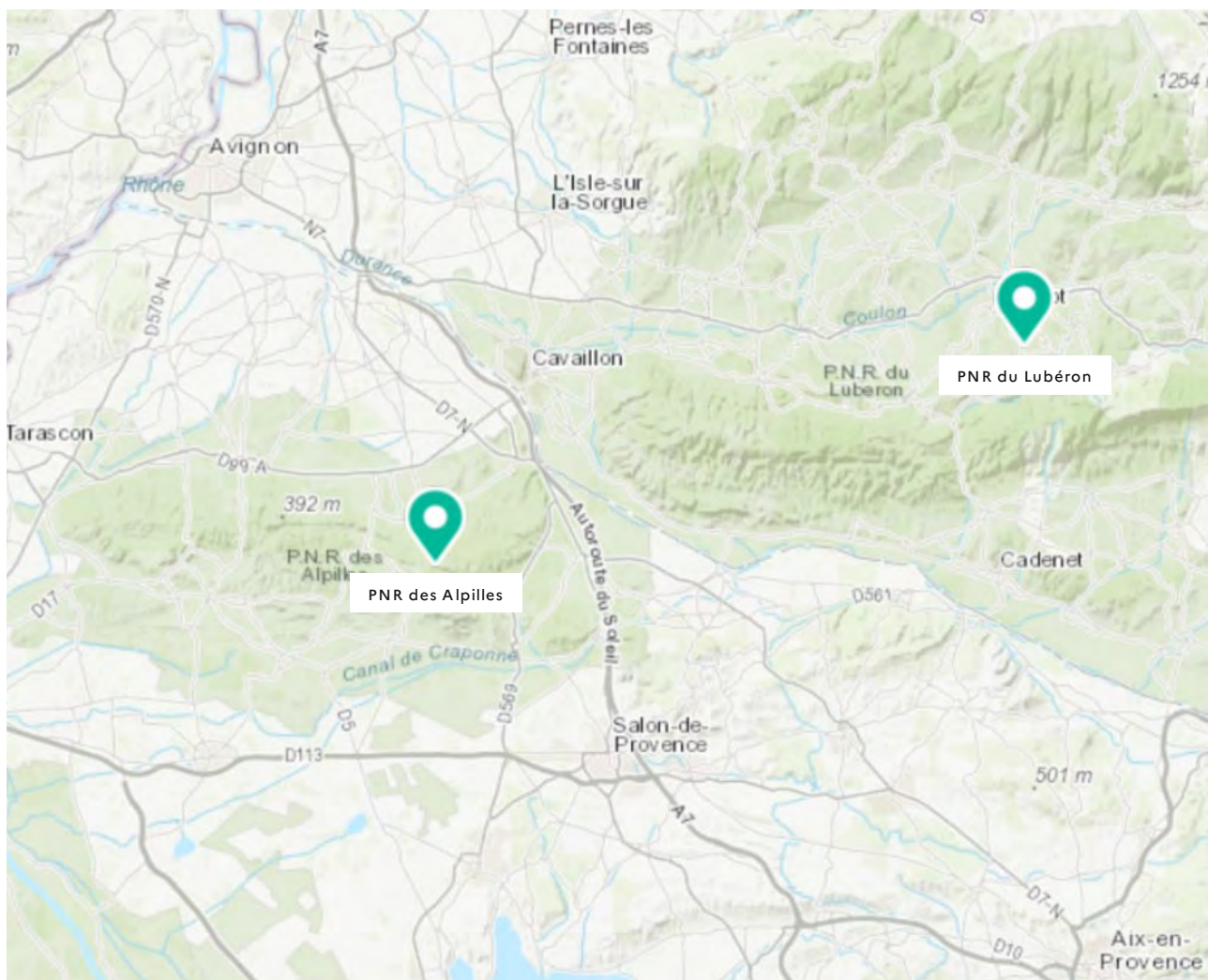
RENOUVELER NOS RELATIONS AU VIVANT, DANS LES CHAMPS COMME DANS LES ASSIETTES

Dans ce contexte, *A Tavola !* vise à explorer les conditions d'une résilience des systèmes agri-alimentaires, qui suggère de « travailler avec » la biodiversité (domestique et sauvage), en s'appuyant davantage sur les processus écologiques et les solutions fondées sur le vivant. Prenant la confection d'un « repas de demain » comme prétexte et le vivant pour allié, le projet souhaite ainsi redéfinir les politiques agricoles en faveur de la biodiversité et de l'adaptation au changement climatique dans le sud de la France.

Pour cela, il s'appuiera sur une démarche transdisciplinaire mêlant approches artistiques, ethnographiques et agronomiques pour enquêter auprès d'une quinzaine d'agriculteurs du territoire, illustrant une diversité des systèmes et de postures. Ces enquêtes viseront à rendre compte de l'hétérogénéité de leurs univers à la fois agronomique, socio-économique et anthropologique. Elles chercheront aussi à repérer les manières dont les agriculteurs sont affectés par le changement climatique, ainsi que les enjeux et les conditions des transformations des systèmes de production pour y faire face. Enfin, elles permettront de nourrir le processus de mise en récit culinaire.

UNE MISE EN RÉCIT POUR IMAGINER LE « REPAS DE DEMAIN »

Pour rassembler les protagonistes d'abord « autour du fourneau » puis « autour de la table », *A Tavola !* utilisera les outils de la mise en scène et de l'art culinaire afin de faciliter le débat et la coopération. Les performances prendront la forme d'installations ou d'ateliers culinaires temporaires, de balades ethnographiques, de mises en bouches qui mèneront à un banquet public, associées à une exposition et à un documentaire sonore. La démarche artistique aura pour rôle de faciliter le partage des données scientifiques, de rendre palpable le vécu des agriculteurs et de traduire de manière sensible les hypothèses de l'avenir de l'agriculture. Tout l'enjeu est d'incarner ces projections par la cuisine et l'acte de manger. Un livre de recettes et un rapport d'étude pour les élus, accompagné d'un protocole transposable à d'autres régions, seront également publiés. Enfin, le projet prévoit de créer des jardins observatoires où seront plantées les espèces qui pourraient être cultivées dans un futur proche.



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Alpilles et Luberon – Le projet se déroulera dans les communes de Saint-Rémy-de-Provence, Cavaillon, Lauris, Cucuron et Cadenet, au sein des Parcs naturels régionaux des Alpilles et du Luberon, pour interroger les liens entre alimentation, paysage et monde agricole.

LE COLLECTIF DU PROJET



Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement

Rodolphe Sabatier, agronome, INRAE
Malick Ouattara, agronome, INRAE
Reva Viaud, agronome, INRAE



Artistes

Floriane Facchini, directrice artistique et performeuse culinaire, Floriane Facchini & Cie
Amélie Laval, photographe et graphiste, Floriane Facchini & Cie
Pascal Servera, directeur, CNAREP Le Citron Jaune
Chloé Tournier, directrice, La Garance - Scène nationale de Cavaillon
Emeline Tournaire, coordinatrice de projets, La Garance - Scène nationale de Cavaillon



Chercheurs en sciences
humaines et sociales

Diego Landivar, économiste et anthropologue, ESC Clermont
Patrice Cayre, sociologue, Origens Media Lab



Membres associés

Nadia Sammut, cheffe cuisinière étoilée, Auberge La Fenièrre
Gil Bourgeois, directeur artistique et culinaire, Auberge La Fenièrre
Lycée agricole de Saint-Rémy-de-Provence
Lycée agricole de l'Isle-sur-la-Sorgue



Élus et professionnels
de collectivités

Jean Mangion, président, Parc naturel régional des Alpilles, vice-président, Fédération des Parcs naturels régionaux de France
Nathalie Sautter, directrice, Parc naturel régional des Alpilles
Marjorie Carillet, chargée de mission agriculture durable, Parc naturel régional des Alpilles
Dominique Santoni, présidente, Parc naturel régional du Luberon, présidente, Conseil départemental de Vaucluse
Laure Galpin, directrice, Parc naturel régional du Luberon
Julie Rigaux, cheffe du Projet Alimentaire Territorial, Parc naturel régional du Luberon

Prenant la confection d'un « repas de demain » comme prétexte et le vivant pour allié, le projet souhaite ainsi redéfinir les politiques agricoles en faveur de la biodiversité et de l'adaptation au changement climatique dans le sud de la France.

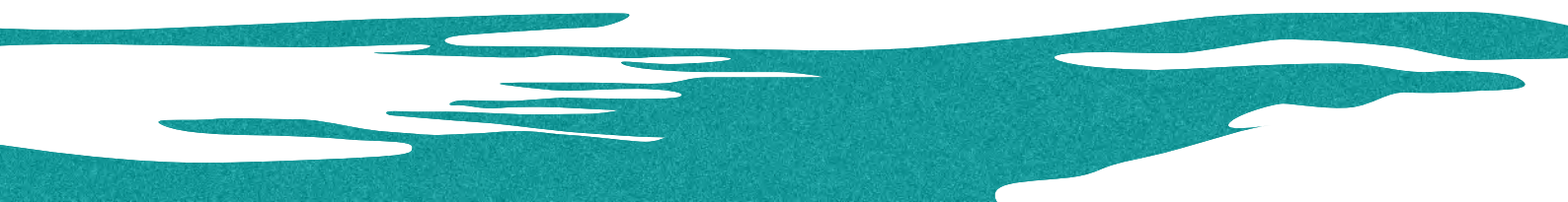




CAMARGUE, LE PROCÈS DU SEL

Adaptation d'un territoire face à la salinisation des milieux
et au changement climatique

Parc naturel régional de Camargue, Gard (30) et Bouches-du-Rhône (13)



Le *Procès du Sel* est une fiction territoriale qui envisage le sel comme un motif environnemental accusé dans un procès fictif, invitant l'ensemble des vivants camarguais à témoigner. Le Procès se constitue comme un événement rassembleur, créateur d'un récit commun. Cette recherche-action invite au décloisonnement des approches, par la reconnaissance et l'interrogation de multiples connaissances et savoirs vernaculaires, auprès d'acteurs de tous secteurs confondus. Elle explore les possibilités d'adaptation et de transformation des activités humaines en Camargue face à la salinisation des milieux et au changement climatique, et a pour ambition d'enclencher des transformations sociales autour des enjeux de transitions écologiques.

LA CAMARGUE, UNE RÉSERVE DE BIOSPHERE MARQUÉE PAR LE SEL

La Réserve de biosphère de Camargue (delta biogéographique du Rhône qui s'étend sur les régions SUD et Occitanie dans les Bouches-du-Rhône et le Gard) est marquée par un motif environnemental⁸ prégnant : le sel. Celui-ci structure l'espace biophysique, compose nombre de raisons d'agir et façonne les relations et intérêts des vivants camarguais entre eux et à leur milieu. Ces dernières années, la salinisation des milieux en lien avec la gestion des périmètres irrigués, le changement climatique et la montée du niveau de la mer a accru les tensions sociales entre usagers (agriculture, saliniers, chasseurs, éleveurs) et gestionnaires des espaces protégés. Le défi est aujourd'hui de déployer une démarche à même de revisiter les systèmes de valeurs, de développer la capacité des acteurs à réfléchir collectivement à ce qui leur arrive, afin de favoriser un changement social et écologique profond.

RASSEMBLER POUR CO-CONSTRUIRE UN RÉCIT COMMUN

Dans ce contexte, il est crucial de mettre des mots sur ce qui se produit et va se produire, avec les élus, les habitants et les usagers, pour explorer les possibilités d'adaptation et de transformation des activités et implantations humaines en intégrant les enjeux de biodiversité. Pour cela, le questionnement scientifique du projet est ainsi formulé : si on comprend la transition écologique comme une transformation profonde, quelle recomposition de la biodiversité et des activités humaines découlerait de sa mise en œuvre en Camargue ? Quels récit et dispositif

inventer pour dépasser les écueils habituels et enfin s'entendre, s'écouter les uns les autres, avoir une vision du paysage des intérêts en présence (humains et autres qu'humains) ? Comment évoquer les menaces écologiques sans faire violence aux acteurs locaux et intégrer les discours scientifiques, politiques, citoyens, et non humains dans un débat public multisectoriel ?

INSTRUIRE DES PROBLÉMATIQUES ÉCOLOGIQUES AU SEIN D'UN PROCÈS FICTIF

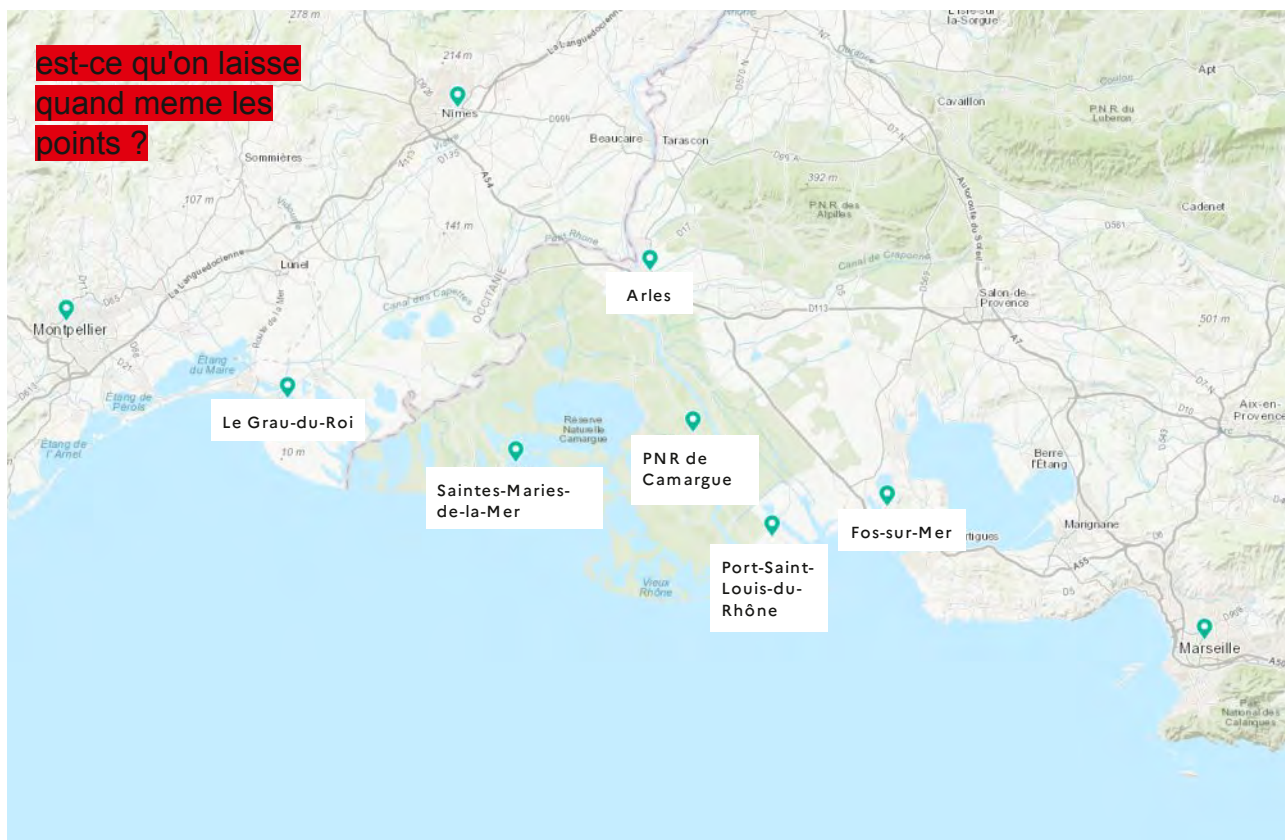
Le *Procès du Sel* propose d'ouvrir un nouvel espace de dialogue attractif, autour des relations au milieu, pour transformer les manières d'être et de faire territoire et ainsi s'inscrire dans une nouvelle intendance socio-écologique du territoire⁹.

Cette fiction territoriale consiste à imaginer et mettre en œuvre un procès du sel. L'instruction du procès et son déroulement constituent une fiction prétexte attractive, permettant de faire vivre une négociation entre intérêts divers et visions divergentes sur un même objet géographique. Il est une occasion pour enquêter, rassembler des témoignages, des voix, des besoins, des charges et des défenses et croiser des expertises. Le faux procès est également une manière de projeter des réparations, dans le sens où il ne condamne pas mais propose des trajectoires et des scénarios.

⁸ Voir l'idée de « Motif environnemental » déployée par Gabrielle Bouleau (<https://hal.inrae.fr/tel-02606919>).

⁹ Mathevet R., Bousquet F., Larrère C., Larrère R., (2018). Environmental stewardships and ecological solidarity: rethinking social-ecological interdependency and responsibility. *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 31(5): 605–623.

est-ce qu'on laisse
quand meme les
points ?



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Camargue, Grand delta du Rhône – Le territoire s'étend sur trois communes : une partie de la commune d'Arles et de Port-Saint-Louis-du-Rhône et toute la commune des Saintes-Marie de la Mer. Il est l'une des plus grandes zones humides de la région méditerranéenne, situé aux portes des agglomérations de Montpellier, Nîmes et Marseille, borné par le site industriel-portuaire de Fos-sur-Mer à l'est et le pôle touristique du Grau du Roi à l'Ouest.

49

LE COLLECTIF DU PROJET



Chercheur en écologie et sciences
de l'environnement et en sciences
humaines et sociales



Élus et professionnels
de collectivités



Membres
associés

Raphaël Mathevet, écologue et géographe,
CNRS

Laura Michel, politiste, Université de
Montpellier

Aurélien Allouche, sociologue, Université
d'Aix-Marseille

Anne-Claudius Petit, présidente,
Parc naturel régional de Camargue
Estelle Rouquette, historienne, Directrice
générale adjointe du syndicat pour la
gestion du PNR et Conservatrice du Musée
de Camargue, Parc naturel régional de
Camargue

Pierre Jaumain, directeur, Syndicat Mixte
Camargue Gardoise

Mathieu Argaud, producteur, Agence Bipolar
Marjolaine Combes, chargée de
mobilisation des acteurs, Agence Bipolar



Artiste

Pascal Ferren, auteur, Agence Camille
Alfada

En Camargue, le sel structure l'espace biophysique, compose nombre de raisons d'agir et façonne les relations et intérêts des vivants camarguais entre eux et à leur milieu.





DEMAIN LES FORÊTS

**Croiser les regards et savoirs pour penser l'avenir
des milieux sylvestres de Bourgogne**

*Parc naturel régional du Morvan et Parc national des Forêts, Côte-d'Or (21),
Nièvre (58), Saône-et-Loire (71) et Yonne (89)*

Le projet *Demain, les forêts* propose d'appréhender dans sa complexité le dépérissement forestier dans le Morvan et le Châtillonnais, qui affecte tant la filière bois que la biodiversité. En associant une équipe scientifique et artistique large ainsi que des élus, groupements citoyens, professionnels et associations, le projet a pour but d'imaginer des stratégies d'adaptation innovantes pour l'avenir des forêts, par la création de récits et d'initiatives locales, en lien avec le Parc naturel régional du Morvan et le Parc national de forêts. La Sylvagora, assemblée citoyenne et scientifique, formulera des propositions politiques innovantes, incluant la reconnaissance juridique des forêts, soutenues par des œuvres artistiques multiples et une synthèse scientifique transdisciplinaire.

ENVISAGER L'AVENIR DES FORÊTS PAR LA TRANSDISCIPLINARITÉ

Le projet *Demain, les forêts* envisage l'avenir des forêts bourguignonnes en intégrant les usages et les intérêts humains et non-humains. Pour cela, l'équipe scientifique et artistique propose de croiser un maximum de paramètres à travers une diversité d'outils et de méthodes (architecture, design, sculpture, poésie, musique, droit, géographie, anthropologie, sociologie, archéologie, paléo-écologie, écologie forestière, pédologie, etc.). Ainsi, par ce projet de recherche-action, notre rapport à la forêt aujourd'hui et demain est interrogé collectivement : Quelles transformations écologiques, territoriales, paysagères, économiques, sociales et esthétiques engendrent la sylviculture et le dépérissement forestier ? Comment équilibrer la valorisation de la ressource matérielle et des services rendus par les forêts ? Quels projets intégrant l'ensemble du monde sylvestre peuvent permettre la création de récits communs à multiples focales pour des politiques publiques engagées dans l'avenir résilient des forêts ?

VERS UN ÉCOSYSTÈME FORESTIER DURABLE ET RÉSILIENT

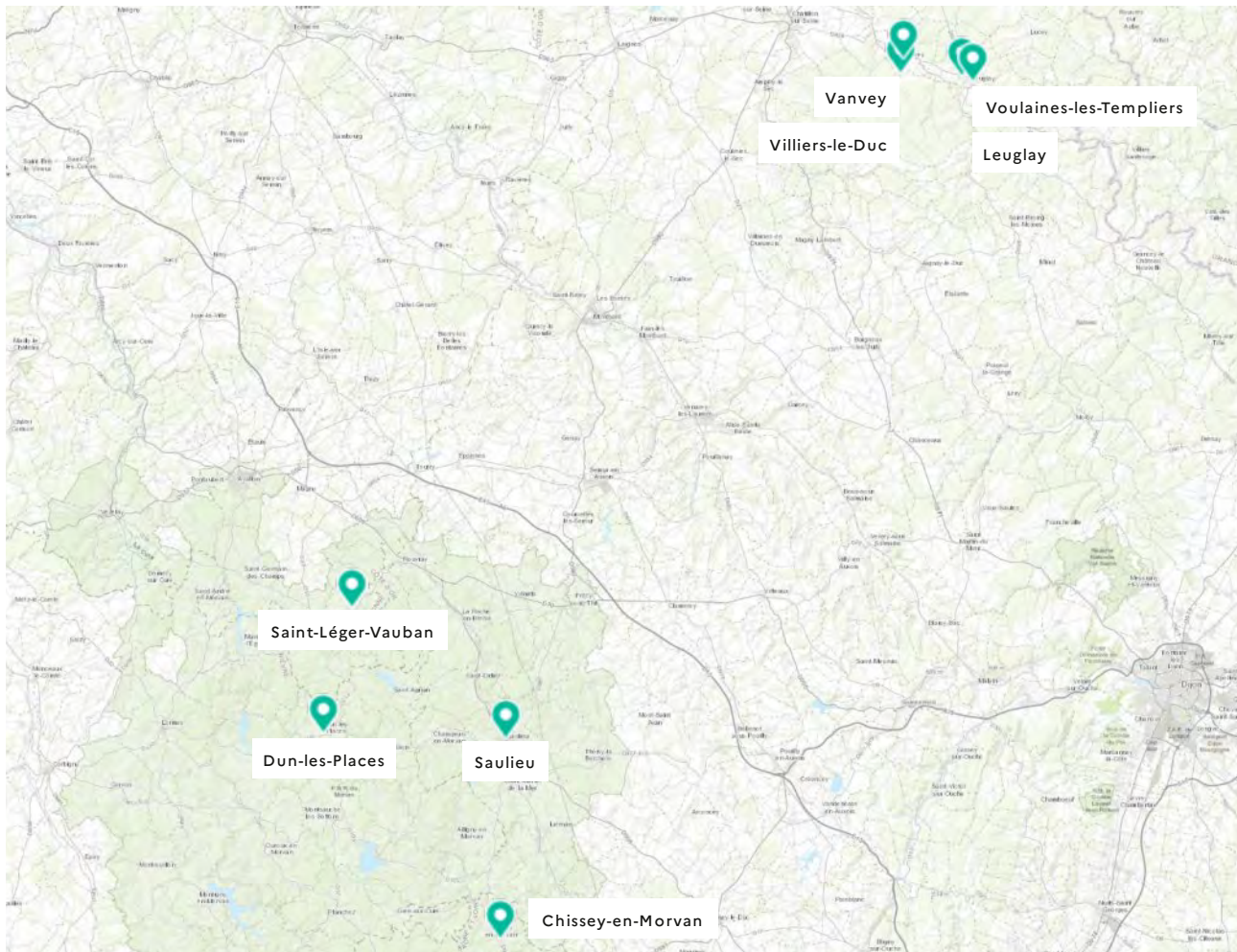
L'approche transdisciplinaire vise à établir des récits réformatrices à partir du rapport qu'entretient l'humain à la forêt, à la ressource en bois, au vivant et au dépérissement forestier. La complexité du sujet aborde les politiques de gestion, la propriété foncière, la durabilité des socio-écosystèmes forestiers, les enjeux paysagers et écosystémiques, ainsi que les droits de la nature. La discipline architecturale associée à d'autres arts comme le design, aux sciences du vivant et aux sciences humaines et sociales, envisage le sujet depuis la parcelle jusqu'à l'exploitation et la transformation de la matière respectueuse de la biodiversité.

Le projet a vocation à mobiliser les communes dans le déploiement de chartes forestières, la production d'Atlas de la biodiversité communaux et le programme Territoires engagés pour la nature.

REPENSER COLLECTIVEMENT LA RELATION AUX MILIEUX SYLVESTRES

Plusieurs rencontres seront organisées, composées de tables-rondes pluridisciplinaires, d'ateliers de travail, et d'arpentages en forêt animés par des chercheurs, des agents de parcs, ou encore des associations. Des visites au contact des acteurs de la transformation du bois sont prévues pour comprendre les métiers et les préoccupations face aux situations de dépérissement forestier et aux transitions qu'elles impliquent. Dans une démarche collaborative avec des acteurs de la filière forêt-bois, architectes, designers, chercheurs et ingénieurs s'intéresseront plus particulièrement au développement d'une esthétique expérimentale capable de donner une valeur inattendue aux matières altérées et dévaluées, issues des causes multiples du dépérissement (parasites, maladies, etc.), à travers des scénarios prospectifs et un vocabulaire poétique.

En s'inspirant de l'expérience des auditions du parlement de Loire²², un espace de débat appelé Sylvagora explorera collectivement une vision du monde, en intégrant les droits de la nature, accordant une entité juridique aux milieux sylvestres de Bourgogne. L'idée est de réunir l'ensemble des acteurs pour nourrir un récit ouvert à la multiplicité des points de vue, à la compréhension des conflits afférents et aux usages des forêts de demain. Le projet donnera lieu à un temps de restitution des résultats du travail sous formes de conférences, d'une exposition et d'un ouvrage de synthèse.



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Morvan et Châtillonnais - Le projet se déploie dans deux massifs forestiers de la Bourgogne : le Morvan, situé entre les départements de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne, et le Châtillonnais, au nord de la Côte-d'Or, inscrit dans le Parc national de forêts.

LE COLLECTIF DU PROJET



Chercheurs en écologie et sciences de l'environnement

Jacques Ranger, écologue, INRAE Nancy
Arnaud Legout, écologue, INRAE Nancy
Isabelle Jouffroy-Bapicot, palynologue, Université Franche-Comté
Éric Lacombe, sylviculteur, AgroParisTech Nancy

Vincent Soudais, ingénieur, Université Bourgogne Europe

Clément Bonnefoy, ingénieur, Université Bourgogne Europe

Julianne Capelle, écologue, Université Bourgogne Europe

Philippe Amiotte-Suchet, géochimiste, Université Bourgogne Europe

Mathieu Thévenot, maître de conférences en sciences de la terre, Université Bourgogne Europe

Olivier Mathieu, écologue, Université Bourgogne Europe

Julien Cretat, climatologue, Université Bourgogne Europe

Thierry Castel, climatologue, Université Bourgogne Europe

Julien Correira, architecte HMONP, École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon (ENSAL)

Nicolas Schmit, maire, Villiers-le-Duc

Philippe Vincent, maire, Vanvey

Marcel Vernevaut, maire, Voulaïnes-les-Templiers

Frédéric Naudet, maire, Leuglay

Martine Mazilly, maire, Saulieu

Hervé Louis, 1er adjoint au maire, Saulieu

Pascal Pomme, maire, Chissey-en-Morvan

Daniel Gonthier, maire, Dun-les-Places

Damien Brizard, maire, Saint-Léger-Vauban

Anne-Catherine Loisier, sénatrice, présidente du Parc naturel régional du Morvan

Philippe Puydarieux, directeur, Parc national de Forêts

Sylvain Ducroux, directeur, Office National des Forêts

Soraya Bennar, directrice adjointe, Centre National de la propriété forestière de Bourgogne Franche-Comté

Luc Vernevaut, directeur, Association Maison de la Forêt

Adrien Baysse-Lainé, géographe, Université Grenoble-Alpes

Corinne Beck, archéologue, Université Polytechnique Hauts-de-France

Katia Blairon, juriste, Université de Lorraine

Marieke Blondet, anthropologue sociale, AgroParisTech Nancy

Tony Fouyer, archéologue, Université Bourgogne Europe

Laurent Paris, responsable de pôle environnement, Parc naturel régional du Morvan

Nicolas Blanchard, géo-historien, Parc naturel régional du Morvan

Cyril Brulé, architecte plasticien, SCOP Atelier

Stéphane Copenini, sculpteur

Héloïse Desrivieres, écrivaine, Delta Bergamote

Christine Gomet, performeur et artiste

École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon

Jules Levasseur, designer

Claire Marc, graphiste et médiatrice en communication scientifique, Méduse Communication

Hortense Raynal, écrivaine et performeuse de poésie

Sylvain Rochet, artiste ingénieur, Teckicéa

Sylvain Ducroux, directeur, Office National des Forêts

Soraya Bennar, directrice adjointe, Centre National de la propriété forestière de Bourgogne Franche-Comté

Luc Vernevaut, directeur, Association Maison de la Forêt

Nicolas Schmit, maire, Villiers-le-Duc

Philippe Vincent, maire, Vanvey

Marcel Vernevaut, maire, Voulaïnes-les-Templiers

Frédéric Naudet, maire, Leuglay

Martine Mazilly, maire, Saulieu

Hervé Louis, 1er adjoint au maire, Saulieu

Pascal Pomme, maire, Chissey-en-Morvan

Daniel Gonthier, maire, Dun-les-Places

Damien Brizard, maire, Saint-Léger-Vauban

Anne-Catherine Loisier, sénatrice, présidente du Parc naturel régional du Morvan

Philippe Puydarieux, directeur, Parc national de Forêts

Sylvain Ducroux, directeur, Office National des Forêts

Soraya Bennar, directrice adjointe, Centre National de la propriété forestière de Bourgogne Franche-Comté

Luc Vernevaut, directeur, Association Maison de la Forêt

Laurent Paris, responsable de pôle environnement, Parc naturel régional du Morvan

Nicolas Blanchard, géo-historien, Parc naturel régional du Morvan



Artistes

Cyril Brulé, architecte plasticien, SCOP Atelier

Stéphane Copenini, sculpteur

Héloïse Desrivieres, écrivaine, Delta Bergamote

Christine Gomet, performeur et artiste

École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon

Jules Levasseur, designer

Claire Marc, graphiste et médiatrice en communication scientifique, Méduse Communication

Hortense Raynal, écrivaine et performeuse de poésie

Sylvain Rochet, artiste ingénieur, Teckicéa

Sylvain Ducroux, directeur, Office National des Forêts

Soraya Bennar, directrice adjointe, Centre National de la propriété forestière de Bourgogne Franche-Comté

Luc Vernevaut, directeur, Association Maison de la Forêt

Nicolas Schmit, maire, Villiers-le-Duc

Philippe Vincent, maire, Vanvey

Marcel Vernevaut, maire, Voulaïnes-les-Templiers

Frédéric Naudet, maire, Leuglay

Martine Mazilly, maire, Saulieu

Hervé Louis, 1er adjoint au maire, Saulieu

Pascal Pomme, maire, Chissey-en-Morvan

Daniel Gonthier, maire, Dun-les-Places

Damien Brizard, maire, Saint-Léger-Vauban

Anne-Catherine Loisier, sénatrice, présidente du Parc naturel régional du Morvan

Philippe Puydarieux, directeur, Parc national de Forêts

Sylvain Ducroux, directeur, Office National des Forêts

Soraya Bennar, directrice adjointe, Centre National de la propriété forestière de Bourgogne Franche-Comté

Luc Vernevaut, directeur, Association Maison de la Forêt



Élus et professionnels de collectivités

Nicolas Schmit, maire, Villiers-le-Duc

Philippe Vincent, maire, Vanvey

Marcel Vernevaut, maire, Voulaïnes-les-Templiers

Frédéric Naudet, maire, Leuglay

Martine Mazilly, maire, Saulieu

Hervé Louis, 1er adjoint au maire, Saulieu

Pascal Pomme, maire, Chissey-en-Morvan

Daniel Gonthier, maire, Dun-les-Places

Damien Brizard, maire, Saint-Léger-Vauban

Anne-Catherine Loisier, sénatrice, présidente du Parc naturel régional du Morvan

Philippe Puydarieux, directeur, Parc national de Forêts

Sylvain Ducroux, directeur, Office National des Forêts

Soraya Bennar, directrice adjointe, Centre National de la propriété forestière de Bourgogne Franche-Comté

Luc Vernevaut, directeur, Association Maison de la Forêt

Nicolas Schmit, maire, Villiers-le-Duc

Philippe Vincent, maire, Vanvey

Marcel Vernevaut, maire, Voulaïnes-les-Templiers



Membres associés

Sylvain Ducroux, directeur, Office National des Forêts

Soraya Bennar, directrice adjointe, Centre National de la propriété forestière de Bourgogne Franche-Comté

Luc Vernevaut, directeur, Association Maison de la Forêt

Nicolas Schmit, maire, Villiers-le-Duc

Philippe Vincent, maire, Vanvey

Marcel Vernevaut, maire, Voulaïnes-les-Templiers

Frédéric Naudet, maire, Leuglay

Martine Mazilly, maire, Saulieu

Hervé Louis, 1er adjoint au maire, Saulieu

Pascal Pomme, maire, Chissey-en-Morvan

Dans une démarche collaborative avec des acteurs de la filière forêt-bois, architectes, designers, chercheurs et ingénieurs s'intéresseront plus particulièrement au développement d'une esthétique expérimentale capable de donner une valeur inattendue aux matières altérées et dévaluées.





ENTRAVE

**Création de scènes et récits de négociation de la continuité
écologique sur le bassin versant de la Loire**

*Bassin versant de la Loire, sites des régions Pays de la Loire, Centre-Val de Loire,
et Nouvelle-Aquitaine*

Le projet de recherche-action *ENTRAVE* prend place sur le bassin versant de la Loire pour aborder la problématique de la restauration de la continuité écologique d'un cours d'eau. Il propose de mettre en œuvre une enquête puis une concertation d'un genre nouveau, théâtral et performatif, pour mettre en dialogue, dans un cadre scénarisé, les différents intérêts humains et non-humains en présence. Cette expérimentation et son suivi visent à donner des clés plus générales sur une manière d'aborder les questions de biodiversité et d'aménagement via la négociation et l'écoute de tous les intérêts présents, ainsi que des savoirs les plus divers autour des cours d'eau.

AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU : VERS UNE CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE RENOUVELÉE

La continuité écologique des cours d'eau est définie par l'Office français de la biodiversité comme la garantie d'assurer le transport sédimentaire et des espèces piscicoles dans les cours d'eau et autres milieux aquatiques. Tout aménagement entravant cette continuité est considéré comme un obstacle par la législation française. Les échanges longitudinaux, latéraux et verticaux entre les composantes du système « cours d'eau » sont en effet garants du bon fonctionnement de l'hydrosystème. La transformation des pratiques d'aménagement des rivières pour restaurer la continuité des cours d'eau est mise à l'agenda politique depuis la loi du 30 décembre 2006 (LEMA) et portée depuis par différentes stratégies nationales étatiques et initiatives locales des collectivités. Néanmoins, leur réseau demeure une mosaïque de milieux fragmentés et, dans certains territoires, la politique de restauration souffre d'un manque d'adhésion que les dispositifs de concertation peinent à dépasser.

OBSTACLES À LA CONTINUITÉ DES RIVIÈRES : UNE NORME DIFFICILE À ÉLIMINER

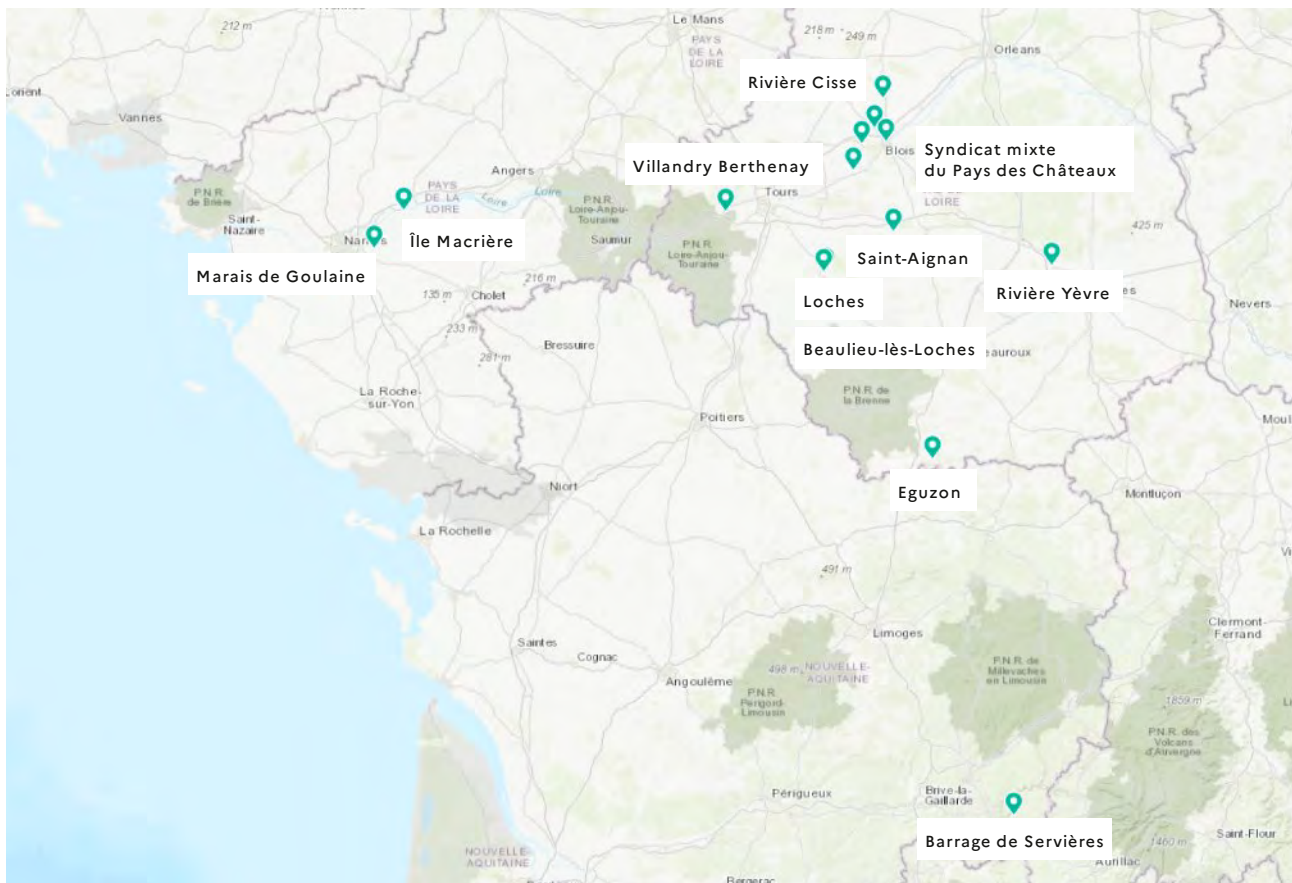
Sur le territoire français, 90 % des obstacles sont estimés ne plus être liés à un usage particulier ou économique, mais ils font partie intégrante d'une norme : la rivière aménagée. Ce paysage omniprésent est désormais remis en cause afin de répondre aux enjeux de biodiversité. Dans le bassin versant de la Loire, malgré l'image « sauvage » dont bénéficie le fleuve, les cours d'eau sont densément aménagés. Recréer des continuités est ainsi un objectif à l'échelle du bassin afin de répondre aux enjeux de biodiversité et de ressource en eau. Alors, pourquoi est-ce difficile de supprimer une entrave à la libre circulation des sédiments et des espèces aquatiques, alors même que cette entrave n'a plus son usage initial ?

Pour répondre à ce questionnement, le projet *ENTRAVE* propose d'accompagner des structures publiques en compétences sur des cours d'eau, sur des situations localisées et des contextes divers, par la création et la mise en œuvre de négociations d'un nouveau genre, capables de dépasser les conflits localisés et de construire des réponses collectives. ?

DÉPASSER LES ENTRAVES PAR LA MISE EN SCÈNE DE NÉGOCIATIONS D'UN NOUVEAU GENRE

Et si ces entraves étaient plutôt des objets culturels qu'il faudrait tenter d'appréhender de la sorte ? Et si la continuité à rechercher n'était pas seulement piscicole ou sédimentaire, mais aussi affective, relationnelle, historique ? Et si l'approche par le paysage pouvait dépasser des conflits focalisés sur des objets construits parfois obsolètes ?

ENTRAVE explorera ces hypothèses à partir de situations concrètes, portées par des collectivités et de multiples intérêts en présence, tant publics que privés, humains et autres qu'humains. Le projet propose des expérimentations capables d'accélérer la mise en œuvre des lois existantes et des planifications nationales, tout en explorant des situations locales. Il s'agira, dans un premier temps d'enquêter sur le terrain, à partir des usages, des représentations, des controverses locales ; et dans un second temps de tester des formes de mise en dialogue scénarisées, pour générer des situations de négociation potentiellement fertiles et en étudier les productions.



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Bassin versant de la Loire – Le projet prendra place sur six à huit sites d'enquête localisés et singuliers, dont au moins trois accueilleront la mise en œuvre d'une négociation entre intérêts multiples.

LE COLLECTIF DU PROJET



Chercheur en écologie
et sciences de l'environnement

Lolita Voisin, ingénieure paysagiste, Insa
Centre Val de Loire



Chercheur en sciences
humaines et sociales

Caroline Le Calvez, géographe, Université
d'Orléans



Élus et professionnels
de collectivités

Christophe Degruelle, président, Syndicat
mixte du Pays des Châteaux
Xavier Lauriere-Tharaud, directeur,
Syndicat mixte du Pays des Châteaux
Jacques Paoletti, président, Syndicat
mixte Nouvel Espace du Cher
Jérémie Godet, président, Établissement
public territorial de bassin de la Vienne



Artistes

Pascal Ferren, artiste-auteur, Agence
Camille Alfada
Ninon Bonzom, paysagiste et dessinatrice
Charlotte Cauwer, architecte et
illustratrice, Agence Camille Alfada
Guillaume Mézières, journaliste
scientifique et auteur



Membre associé

Ninon Bardet, ingénieure culturelle

Sur le territoire français, on estime à 90 % les obstacles qui ne sont plus liés à un usage particulier ou économique, mais qui font partie intégrante d'une norme : la rivière aménagée.





FICTIONS D'ANTICIPATION DE RENATURATION (FAR)

Projeter les futurs de la renaturation

Établissement public territorial Plaine Commune, Seine-Saint-Denis (93)

Parce qu'elle suggère une transformation vers un état futur, toute pensée de la renaturation en ville repose en partie sur des processus de production et de circulation d'images et de récits qui permettent de figurer un état dit renaturé au-delà de la réalité présente de l'urbain. Toutefois, les projets de renaturation s'appuient sur des outils qui présentent des limites face à la complexité des dynamiques socio-écologiques et leurs incertitudes. Le projet de recherche-crédation FAR pose l'hypothèse que la pratique de la fiction d'anticipation peut compléter les gammes d'action par lesquelles les acteurs publics projettent les futurs de la renaturation. Il étudiera la mobilisation de ces formes culturelles pour mieux saisir les potentialités de la fiction comme dispositif d'imagination collective des changements profonds, ainsi que pour participer à l'élaboration de politiques de renaturation qui tiennent compte de la complexité des dynamiques du vivant, et des représentations et valeurs des habitants humains.

RENATURER LA VILLE, UN OBJECTIF INCONTOURNABLE QUI SOULÈVE DES QUESTIONNEMENTS

Le projet s'inscrit dans un contexte d'action publique renouvelé par la volonté d'intégrer la renaturation dans les politiques d'aménagement urbain. À tous les échelons d'organisation territoriale, documents stratégiques et guides de bonnes pratiques sont édités, porteurs de recommandations et de projections en la matière¹⁰. Auparavant antithèse de la ville, la « nature », peu définie mais omniprésente, devient à la fois un attendu incontournable de tout projet urbain et une solution possible aux défis socio-écologiques de la ville contemporaine. Cette injonction à renaturer en milieu urbain soulève de nombreuses questions, parmi lesquelles : à quelle(s) nature(s) est-il fait référence ? Quels arbitrages réaliser et quels espaces prioriser ? Comment impliquer les habitants dans l'élaboration de ces politiques ? Comment concilier différents enjeux et visions parfois incompatibles et prendre en compte la complexité des socio-écosystèmes et la dimension multiscalaire des processus de renaturation ?

INTÉGRER INCERTITUDES ET VARIABLES SOCIALES AUX PROCESSUS DE RENATURATION

Actuellement, les politiques publiques de renaturation s'appuient principalement sur des modélisations et scénarisations scientifiques et ingénieriales qui reposent sur des projections des conditions biophysiques et socio-économiques (ADEME, GIEC, IPBES). Ce travail de scénarisation projette des mondes biophysiques en ville, mais peine à y intégrer des variables sociales et les incertitudes liées aux processus de renaturation.

Or, la fiction d'anticipation – en tant qu'œuvre de l'imagination sur les futurs – permet de concevoir des mondes complexes et d'imaginer l'impensable en considérant plusieurs focales¹¹. Elle représente un outil permettant aux acteurs territoriaux d'intégrer efficacement l'incertitude dans la prise de décision¹², d'identifier les possibles freins actuels et futurs à la transformation des villes¹³, d'encourager le dialogue entre habitants et parties prenantes¹⁴ et de nourrir la définition de futurs possibles par la pluralité de récits locaux¹⁵.

DES SCÉNARIOS ET FICTIONS D'ANTICIPATION POUR AMÉLIORER LES POLITIQUES DE RENATURATION

Le projet de recherche *Fictions d'anticipation de renaturation (FAR)* vise ainsi à proposer et tester une méthodologie permettant aux acteurs publics et aux habitants de définir et négocier une vision partagée d'une trajectoire du territoire. Pour cela, il intègre un large ensemble d'enjeux liés à l'aménagement, aux valeurs de chacun et aux relations entre humains et non-humains.

Ainsi, le projet expérimente et étudie l'apport de la fiction d'anticipation et la création de scénarios pour l'élaboration de politiques de renaturation qui tiennent compte des dynamiques complexes et incertaines du vivant et des sociétés humaines, ainsi que de la multiplicité des représentations et valeurs de nature des acteurs concernés par ces politiques publiques. Il questionnera par ailleurs le(s) rôle(s) assigné(s) à la fiction dans l'élaboration des politiques publiques de renaturation en s'interrogeant sur les imaginaires et les conceptions de la fiction comme outil de transformation de l'action publique.

¹⁰ Par exemple en Île-de-France : Deboeuf De Los Rios, G., Barra, M., Grandin, G., 2022, *Renaturer les villes. Méthode, exemples et préconisations*, Agence Régionale de la Biodiversité d'Île de France, L'Institut Paris Region.

¹¹ Ghosh, 2021

¹² Bizikova et al. 2011

¹³ Carisson-Kynyama et al. 2013

¹⁴ Derek et al. 2021

¹⁵ Marschütz et al. 2020



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Établissement public territorial (EPT) de Plaine Commune – Le projet portera sur trois à quatre cas concrets de renaturation en cours sur le territoire : la ZAC des Tartres, des projets de renaturation de parcs et squares, le projet de renaturation des berges de Seine et un projet de micro-forêt à Saint-Denis.

52

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Anne-Caroline Prévot, écologue, Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN)
Aurélié Coulon, écologue, Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN)
Cécile Albert, écologue, CNRS
Jean-Christophe Lata, écologue, Sorbonne Université



Artistes

Delphine Dey, comédienne, Théâtre de l'Opprimé
Eugénie Zuccarelli, designeuse, Ensad
Pauline J. Bhutia, réalisatrice, autrice et illustratrice
Clémence Mathieu, paysagiste et artiste
Pierre Larat, danseur, graphiste et designer



**Chercheur en sciences
humaines et sociales**

Nelly Pares, sociologue de l'environnement, Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN)
Étienne Candel, sémiologue et sociologue de la communication, Université Paris Cité
Joffrey Lavigne, doctorant, Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN)



Membre associé

Gwendoline Grandin, écologue, Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France



**Élus et professionnels
de collectivités**

Laurent Monnet, conseiller en charge de la Nature en ville, de l'économie circulaire, du projet alimentaire territorial, des espaces publics et du plan lumières, Établissement public territorial Plaine Commune
David Teixeira, chargé de mission biodiversité et résilience territoriale, Établissement public territorial Plaine commune



Auparavant antithèse de la ville, la « nature », peu définie mais omniprésente, devient à la fois un attendu incontournable de tout projet urbain et une solution possible aux défis socio-écologiques de la ville contemporaine.



GUYARÉCIT

Prendre en compte la diversité culturelle des récits sur la biodiversité
dans l'éducation relative à l'environnement en Guyane

Régina, Cayenne, Kourou, Saint-Laurent du Maroni et Apatou, Guyane (973)

Le projet *Guyarécit* vise à rendre compte des discours sur la biodiversité provenant des diverses communautés de Guyane. Il s'intéresse aussi bien aux Anciens qu'aux jeunes, afin d'observer en quoi leurs représentations peuvent entrer en tension, voire en contradiction avec les discours scientifiques dans le cadre de la promotion de l'écoresponsabilité. Le projet répond à des attentes des acteurs du territoire guyanais, soucieux d'inventer de nouveaux récits favorisant l'harmonisation de représentations diverses. En s'appuyant sur la valorisation des discours de ces communautés, notamment par l'intermédiaire de pièces sonores et la réalisation d'un glossaire, il vise une transformation des représentations et des actions, tant au sein des décideurs que de l'ensemble de la population.

LES REPRÉSENTATIONS DE LA NATURE DES POPULATIONS GUYANAISES : ENTRE TRADITION ET AMNÉSIE

L'amnésie socioculturelle générationnelle de la nature¹⁶ désigne l'oubli progressif des connaissances, des rapports socioculturels (symboliques, cosmogoniques et linguistiques) et corporels (sensoriels, émotionnels) qui instituent un rapport au vivant non-humain sous le mode de la collaboration. Chaque génération prend les dimensions de la nature acquises dans sa jeunesse comme des références « normales ». Or, elles constituent des références dégradées au regard de la tradition culturelle, qui est remplacée par des relations utilitaires à la nature qui découlent de nouvelles connaissances. Cela entraîne des tensions entre savoirs ancestraux et science contemporaine. Le projet *Guyarécit* repose sur l'hypothèse que l'éducation relative à l'environnement en Guyane doit s'adapter à la diversité des récits sur la biodiversité qui émanent des différentes communautés et diffèrent d'une génération à l'autre, et qu'il est possible d'étudier ces récits en s'intéressant aux expériences de nature des populations.

VERS UNE ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE INCLUSIVE ET EFFICACE

Constatant que les discours scientifiques autour de la biodiversité entrent en tension avec des représentations traditionnelles en Guyane, le projet *Guyarécit* questionne la meilleure façon de prendre en compte cette diversité de représentations des différentes générations et communautés culturelles dans l'éducation relative à l'environnement. De cette façon, il vise à rendre possible la mise au jour de ce qui freine les actions des différents acteurs de l'éducation relative à l'environnement, de façon à transformer leurs pratiques pour les rendre plus efficaces.

Le territoire guyanais se caractérise par une taille conséquente et par la difficulté d'accès à certaines communautés relativement isolées. Pour atteindre ses objectifs, le projet porte donc sur les communes urbaines et péri-urbaines du littoral. Il fait l'hypothèse que le phénomène d'amnésie socioculturelle générationnelle de la nature y est amplifié par rapport aux communes de l'intérieur. Les trois grands groupes culturels de Guyane, Créoles, Businenge et Amérindiens sont par ailleurs représentés sur le littoral et l'on y rencontre une plus grande mosaïque de cultures et de langues.

VALORISER LA BIODIVERSITÉ GUYANAISE PAR L'ART ET LA SCIENCE : CROISER LES RÉCITS POUR PARTAGER UNE REPRÉSENTATION COMMUNE

Le projet recueillera des récits sur la biodiversité auprès d'Anciens et de jeunes issus des diverses communautés guyanaises, ainsi qu'auprès des acteurs de l'éducation relative à l'environnement. La comparaison de ces récits permettra de relever des tensions, voire des oppositions, afin d'en faire un moteur de réflexion sur la difficulté à partager une représentation commune de la biodiversité et de sa protection. Enfin, le projet permettra une valorisation à la fois scientifique et artistique des représentations prospectives des acteurs rencontrés. La valorisation universitaire se compose d'un cycle de conférence, rendant compte des différents travaux de terrain réalisés et valorisant la dimension participative des populations, d'une journée d'étude pluridisciplinaire et de publications scientifiques. La valorisation artistique auprès du grand public et des décideurs prendra la forme de pièces sonores sur les relations que les peuples de Guyane entretiennent avec leur milieu de vie et la production d'un glossaire de la biodiversité guyanaise, qui illustrera la multiplicité des manières de la raconter.



Guyane, littoral – Le projet se déroulera sur les secteurs de Régina, Cayenne, Kourou, Saint-Laurent du Maroni et Apatou pour recueillir les récits de nature auprès des personnes âgées et des jeunes.

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Marc-Alexandre Tareau, socio-
anthropologue, Association Mélisse
Gérald Mannaerts, écologue, Association
GRAINE Guyane



**Chercheur en sciences
humaines et sociales**

Sébastien Chapellon, maître de
conférences en psychologie, Université
de Guyane
Jocelyn Lachance, socio-anthropologue,
Université de Pau
Mylène Danglades, maîtresse de
conférences en langues et cultures
régionales, Université de Guyane
Claire Palmiste, maîtresse de conférences
en études anglophones, Université de
Guyane
Laure Tarcy, doctorante, Université de
Guyane
Mireille Badamie, docteur en langue et
civilisation, Université de Guyane
Mara Sierra-Jimenez, géographe,
Association Futurado



**Élu et professionnel
de collectivités**

Serge Long-Him-Nam, délégué régional
aux langues et cultures régionales et aux
arts visuels, Collectivité Territoriale de
Guyane



Artiste

Thomas Tilly, artiste sonore et
compositeur, Studio d'en Haut



Membres associés

Clarisse Ansoe, responsable, Association
Mélisse
Association GRAINE Guyane
Association Futurado
Parc Amazonien de Guyane – Parc
national



L'éducation relative à l'environnement en Guyane ne peut éviter une adaptation à la diversité des récits sur la biodiversité émanant des différentes communautés et distinctes d'une génération à l'autre.



INSPIRATIONS

Impliquer par de Nouvelles Stratégie de Participation Inspirées par une Recherche Artistique Immersive et Originale sur les enjeux de la Nature et de la Santé

Parc naturel régional du Médoc, Gironde (33)

Le Médoc, situé entre océan, marais et vignobles remarquables, est en première ligne de la bascule climatique : érosion des côtes, montée des eaux, incendies et événements météorologiques extrêmes s'y intensifient. Pourtant, ces menaces restent souvent éclipsées par des urgences sociales comme l'accès au logement, à l'emploi ou encore aux soins²³. Dans ce contexte, *INSPIRATIONS* est un projet de recherche-crédation qui vise à tisser des liens entre ces enjeux par une entrée « Une seule santé » (« One Health »). A travers un collectif de « coopérateurs » regroupant chercheurs, artistes, habitants, techniciens et élus de collectivités, partenaires associatifs locaux et usagers du territoire, il explore les possibilités d'une mise en récit alternative des enjeux de la biodiversité au cœur du Parc naturel régional du Médoc.

PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ ORDINAIRE À TRAVERS UNE APPROCHE « UNE SEULE SANTÉ »

Pour les élus locaux du Médoc, il faut parvenir à agir et à redonner du sens à l'action publique, en consolidant des actions en faveur du vivant tout en tenant compte des préoccupations quotidiennes. Le projet *INSPIRATIONS* repose sur l'hypothèse que les enjeux liés à la biodiversité ordinaire et à la santé au sens large des humains et des non-humains (par l'environnement, le cadre de vie, l'alimentation, le bien-être, les usages récréatifs, la santé des animaux, les allergies, les zoonoses, etc.) peuvent constituer une porte d'entrée originale et efficace pour mobiliser les acteurs locaux autour de la préservation des écosystèmes. Ainsi, la démarche consiste à écouter et partager les récits des habitants autour de la santé et de leurs rapports aux autres êtres vivants, aux écosystèmes ou encore aux paysages, pour mieux comprendre en quoi ces derniers peuvent résonner avec les transformations écologiques et sociétales en cours, afin de nourrir une mise en récit rétro-prospective intégrant ces enjeux.

UNE RECHERCHE-CRÉATION CONDUITE EN COOPÉRATION

L'enjeu méthodologique de ce projet de recherche-crédation est triple : croiser les regards des sciences humaines et sociales et des sciences de l'environnement, faire dialoguer les approches scientifiques et artistiques et mettre en place un dispositif participatif. Pour cela, le projet s'appuie sur un collectif de « coopérateurs »²⁴ mobilisant artistes, acteurs territoriaux et scientifiques de disciplines plurielles et complémentaires : écologie, sociologie, paysage, géographie, climatologie, histoire, théâtre et architecture. Ces derniers, à travers des résidences et des immersions de terrain, mèneront l'enquête à l'échelle d'un quartier,

d'un marais ou d'une rivière en faisant appel à leurs connaissances, sensibilités et expertises singulières. La finalité de cette recherche collective étant de parvenir à mettre en récit la biodiversité liée aux paysages d'eau du Médoc en recueillant et partageant des histoires, mêlant sensibilité et intelligibilité..

UNE MISE EN RÉCIT RÉTRO-PROSPECTIVE POUR REPENSER LES RELATIONS AU VIVANT

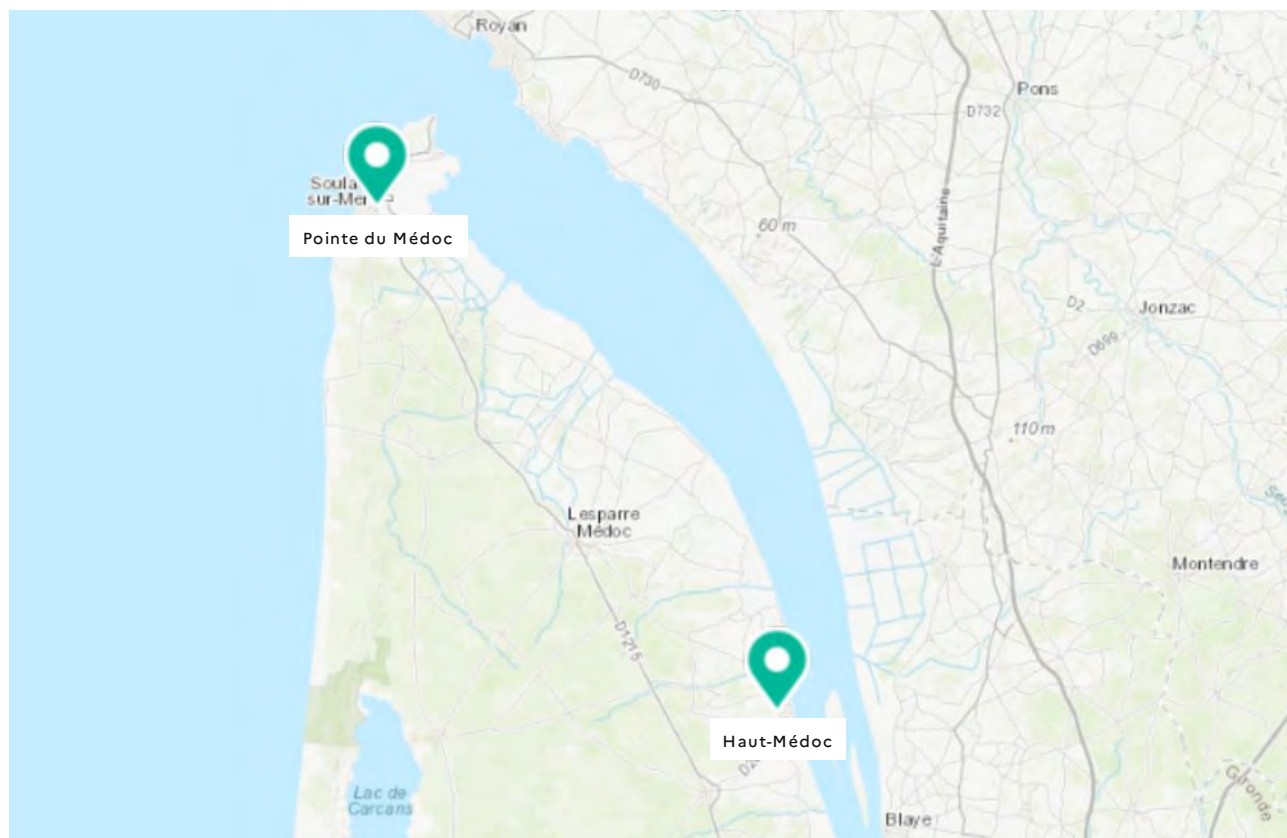
INSPIRATIONS s'appuie sur la légende du « Grenome de l'estuaire », une espèce légendaire, mi-grenouille mi-homme, qui permet de comprendre la genèse du Médoc, ses zones humides, sa faune, sa flore et son anthropisation. En complément, le dispositif « Les Voix du Liron » donnera la parole aux acteurs du marais, humains et non-humains, sur un itinéraire de 11 km aménagé par le Parc naturel régional du Médoc, révélant histoires et interactions qui façonnent ce paysage. Dans la continuité de cette démarche artistique, une installation in situ porte-voix des liens entre les habitants des marais, l'« Agora des vivants », sera réalisée.

La Scène Nationale Carré-Colonne, engagée sur ces enjeux, apportera son expertise artistique qualitative et territorialisée, et articulera ses actions avec celles du Festival International des Arts de Bordeaux (FAB) pour faciliter les échanges entre le Médoc rural et la métropole bordelaise.

Enfin, le projet fera l'objet d'une évaluation attentive par les coopérateurs, dans la perspective d'un bourgeolement vers d'autres territoires et d'autres sujets environnementaux communs aux Parcs naturels de Nouvelle-Aquitaine.

²³ Selon le baromètre sur les représentations du changement climatique (ADEME, 2024), la préoccupation des français concernant les enjeux environnementaux se classe seulement en 5^e position (27 %) en 2024, derrière : 1. La hausse des prix (57 %), 2. L'immigration (36 %), 3. La sécurité (33 %) et 4. La santé publique (32 %) (<https://librairie.ademe.fr/changement-climatique/7728-les-representations-sociales-du-changement-climatique-25eme-vague-du-barometre.html>)

²⁴ Nicolas Le Strat, Staritzky, 2022.



Parc naturel régional du Médoc - Le projet s'ancre dans deux unités paysagères du territoire : la Pointe Médoc, autour des marais de Soula, Talais et Saint-Vivien-de-Médoc, et le Haut Médoc, entre les rives estuariennes de Cussac-Fort-Médoc, Lamarque et Macau. Zones humides emblématiques, ces territoires concentrent de forts enjeux écologiques, culturels et sanitaires.

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Frédérique Eynaud, paléoclimatologue et micropaléontologue, Université de Bordeaux

Benoît Sautour, écologue marin, Université de Bordeaux



**Chercheurs en sciences
humaines et sociales**

Benjamin Chambelland, géographe, Université Bordeaux Montaigne

Bernard Davasse, géographe, École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux

Rémy Bercovitz, géographe et paysagiste, École Nationale Supérieure d'Architecture et du Paysage de Bordeaux

Fabien Reix, sociologue, École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux Bordeaux



**Élus et professionnels
de collectivités**

Lucien Bressan, maire, Saint-Julien-Beychevelle

Franck Laporte, maire, Talais, 1^{er} vice-président du Parc naturel régional Médoc en charge du paysage et de l'aménagement

Lionel Montillaud, maire, Sainte-Hélène, vice-président du Parc naturel régional Médoc en charge de l'éducation à l'environnement, au développement durable et au territoire

Matthieu Fonmarty, maire, Labarde, vice-président du Parc naturel régional Médoc en charge du patrimoine naturel et de la biodiversité

Aurélié Hocheux, directrice, Parc naturel régional du Médoc

Raphaël Garcia, chargé de mission Paysage, Parc naturel régional du Médoc

Marjorie Brun, chargée de mission sanitaire-social, Parc naturel régional du Médoc

Clémence Menegazzi, chargée de mission Natura 2000, Parc naturel régional du Médoc

Fantine Deprez, chargée de mission Éducation à l'environnement et au développement durable, Parc naturel régional du Médoc

Valérie Briche, animatrice du SAGE Estuaire de la Gironde, Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde

Barbara Laleve, chargée de mission Zones humides, Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde

Charlotte Huni, responsable des domaines Nodris et Maison de Grave, Département de la Gironde



Artistes

Cyril Jaubert, metteur en scène et directeur artistique, Opéra Pagaï

Philippe Ruffini, administrateur, Opéra Pagaï

Marion Casenave, régisseuse, Opéra Pagaï

Julien Daillère, auteur, comédien, metteur

en scène, docteur en arts du spectacle

Sylvain Gouraud, artiste visuel, photographe

Bénédicte Chevallereau, metteuse en scène, La Grosse Situation

Lucie Chabaudie, comédienne, La Grosse Situation

Feda Wardak, artiste architecte-construteur



Membres associés

Sylvie Violan, directrice, Festival des Arts de Bordeaux, Scène nationale Carré-Colonnes

Amance Riquois-Tilmont, chargée de projets de territoire, Festival des Arts de Bordeaux, Scène nationale Carré-Colonnes

CPIE Médoc

Conservatoire du littoral

Futurs ACT

Le projet *INSPIRATIONS* repose sur l'hypothèse que les enjeux liés à la biodiversité ordinaire et à la santé au sens large, des humains et des non-humains, peuvent constituer une porte d'entrée originale et efficace pour mobiliser les acteurs locaux autour de la préservation des écosystèmes.





LES VOIX DU CHÂTAIGNIER

E voce di u Castagnu

Bocognano, Cors du Sud (20)

Pilier de l'économie rurale corse, le châtaignier a façonné au fil des siècles les paysages, l'alimentation, les pratiques agropastorales et l'organisation sociale de l'île. Arbre nourricier et arbre-mémoire, il incarne un système agricole profondément enraciné dans le territoire. Aujourd'hui, l'exode rural, l'émergence de maladies, la perte des savoirs et les effets du changement climatique menacent sa pérennité. Face à ces bouleversements, le projet *E voce di u Castagnu* donne voix à l'ensemble de la châtaigneraie corse en mobilisant les sciences, les arts et les communautés locales. Il vise ainsi à réinventer les liens entre nature et culture, à redonner du sens et une place à cet écosystème dans les paysages contemporains, et à inscrire durablement sa présence dans les imaginaires et les pratiques.

REDYNAMISER UN PATRIMOINE VIVANT : LES CHÂTAIGNERAIES CORSES

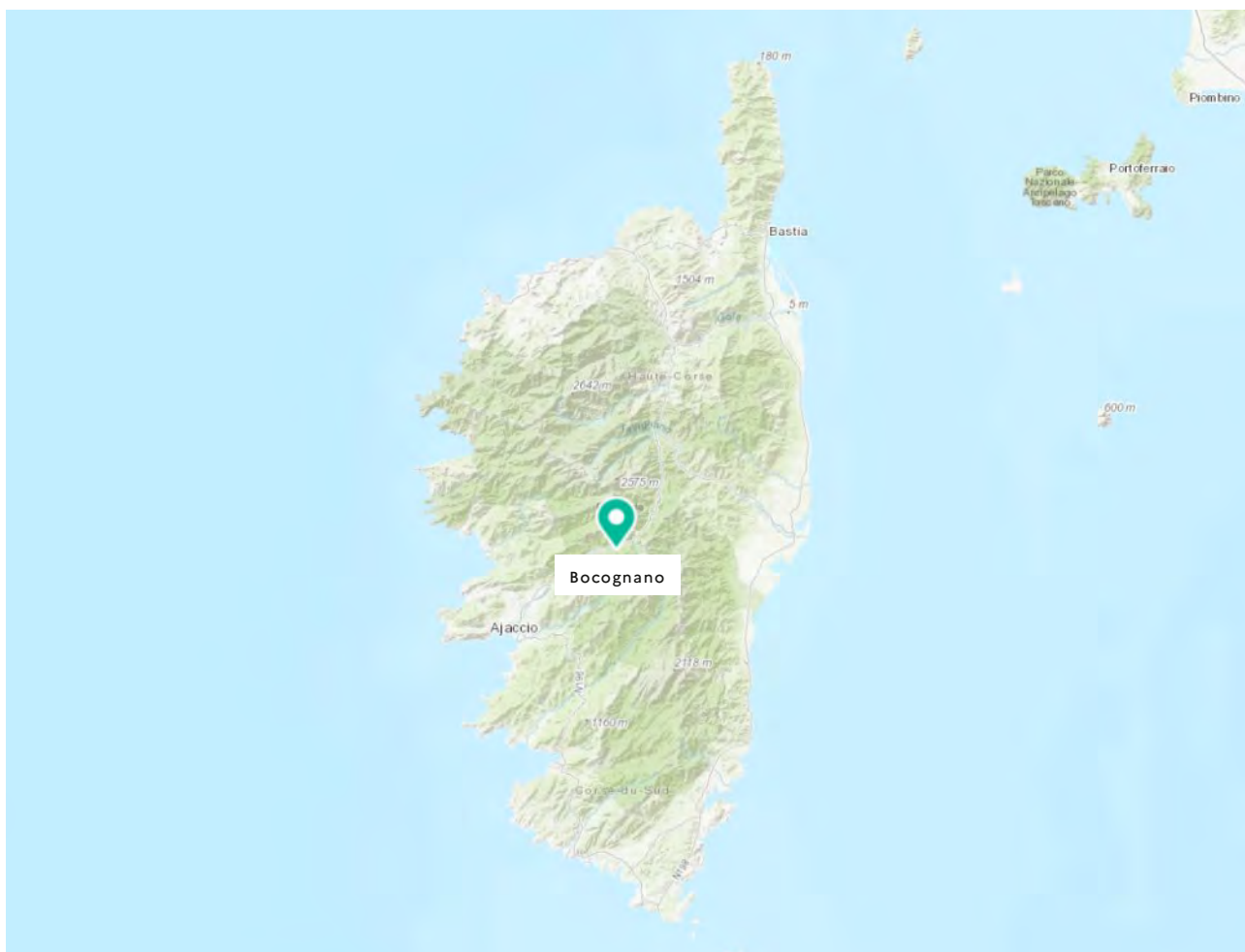
Le châtaignier a été qualifié d'« arbre à pain », « arbre de la providence », ou encore « arbre de la liberté ». Aucun arbre n'a occupé une place aussi centrale dans l'histoire des civilisations rurales corses. Entremêlant nature et culture, forêt et agriculture, il incarne un écosystème domestiqué et structuré autour de valeurs écologiques, alimentaires, sociales et symboliques. Depuis le XX^e siècle, la filière a pourtant subi de profondes transformations telles que la déprise agricole, les maladies, le vieillissement des vergers, et le changement climatique. Entre 2009 et 2019, les castanéiculteurs se sont mobilisés face au cynips, un parasite envahissant, donnant lieu à une dynamique collective et citoyenne. Cette mobilisation nourrit aujourd'hui une volonté de relancer les châtaigneraies en tant que levier de transition territoriale. Dans ce contexte, le projet répond à une demande locale forte visant à faire des châtaigneraies corses un support de résilience, d'innovation et de mise en récit collective.

ENRACINER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE À PARTIR DES CHÂTAIGNERAIES

Face au dépérissement des vergers et à la déprise des activités, le projet explore des pistes de relance capables de renouveler les usages et les modes de vies liés aux châtaigneraies. Il s'appuie pour cela sur des stratégies combinant le renouvellement des vergers, le développement de pratiques d'agroforesterie et la lutte contre les pathogènes, en tirant notamment parti des retours d'expérience autour du cynips. Dans cette perspective, la châtaigneraie est pensée comme un écosystème à la fois naturel et humain, où se croisent biodiversité, savoirs et pratiques. Repenser les vergers dans cette logique, c'est chercher à leur redonner une place centrale, en lien avec les usages, les savoirs et les besoins locaux. Cette réflexion s'appuie sur une étude menée en 2023 dans le cadre du programme européen H2020 *Moving*, identifiant quatre pistes de relance : l'agroécologie, la valorisation en AOP, l'ancrage villageois (ou conservation châtaigneraies villageoises) et la châtaigneraie de conservation.

DONNER VOIX AU CHÂTAIGNIER : UNE CRÉATION COLLECTIVE POUR UN RÉCIT RENOUVELÉ

Le projet développe une démarche de co-création chantée, dansée et « virale » pour accompagner l'écriture d'un nouveau récit de la châtaigneraie. Il s'appuie sur des enquêtes de terrain et sur la collecte de gestes, de récits et de paroles, afin d'alimenter un album musical, un livret de textes littéraires et un vidéo-clip destiné à être diffusé lors des fêtes de village. Des ateliers de composition inspirés du chant traditionnel *Chjama è rispondi*, une chorégraphie née du geste arboricole, ainsi qu'un corpus d'images en lien avec le musée de Bocognano viendront prolonger cette dynamique. En croisant pratiques artistiques et attachements paysagers, la démarche cherche à favoriser la transmission culturelle et les liens intergénérationnels. Ce faisant, le châtaignier, au cœur de cette œuvre, n'est plus un témoin passif de sa propre disparition. Il est l'arbre qui nous appelle à prendre soin de ce qui est encore là, à reconstruire ce que nous avons abîmé, à passer des regrets à l'action. Ancré dans le territoire et ses usages, le projet ambitionne ainsi de nourrir des trajectoires de transition agroécologique et territoriale, éclairées par une réflexion prospective construite avec les acteurs locaux.



Corse du Sud, moyenne vallée de la Gravona - Le projet se déroulera dans la commune de Bocognano, haut lieu historique des châtaigneraies corses

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Lila Ferrat, écologue, Università di Corsica Pasquale Paoli

Frédéric Bosseur, ingénieur de recherche SIG, Università di Corsica Pasquale Paoli



**Chercheurs en sciences
humaines et sociales**

Jean-Michel Sorba, sociologue, INRAE
Joëlle Zask, philosophe, Université Aix Marseille,

Geneviève Michon, ethnobotaniste et ethnoécologue, Institut de Recherche pour le Développement

Don Mathieu Santini, anthropologue, Università di Corsica Pasquale Paoli



**Élu et professionnel
de collectivités**

Achille Martinetti, maire, Bocognano



Artistes

Pierre Gambini, musicien, Omnicube
Simon Birman, cinéaste et photographe
Thierry Boutonnier, plasticien et performeur, Association des artistes Arboricoles

Sara Dufour, directrice des programmes, Association COAL

Lauranne Germond, cofondatrice et directrice, Association COAL



Membres associés

Jean-Marie Vecchioni, président, Syndicat de défense de l'AOP

Carine Franchi, animatrice, Groupement régional des producteurs et transformateurs de châtaignes et marrons de Corse

Christophe Le Garignon, chargé de mission biodiversité, DREAL Corse

« Le châtaignier, au cœur de cette œuvre, n'est plus un témoin passif de sa propre disparition. Il est l'arbre qui nous appelle à prendre soin de ce qui est encore là, à reconstruire ce que nous avons abîmé, à passer des regrets à l'action. »





MAPCA

Mouvement d'alliance avec le peuple castor

Cours d'eau des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie

Depuis des siècles, rivières et zones humides ont été drainées et canalisées pour répondre aux usages des sociétés humaines. Cependant, alors que la présence de l'eau se raréfie sous l'effet du changement climatique, ou qu'elle s'intensifie dans d'autres cas, comment renaturaliser ces milieux de manière à mieux la conserver et la ralentir ? Dans une approche d'hydrologie régénérative, basée sur les processus naturels inspirés par les castors, le projet MAPCa (*Mouvement d'alliance avec le peuple castor*) souhaite nourrir un nouveau paradigme qui porte sur nos relations collectives à l'eau vivante des rivières. Il explore les questionnements suivants : Qu'est-ce qu'une rivière en bonne santé ? Comment la soigner de manière low-tech et décarbonée en partageant le droit d'aménager le monde avec d'autres espèces ? Quels sont les co-bénéfices observables ?

« RENDRE L'EAU À LA TERRE »

En Europe occidentale, la civilisation s'est historiquement construite sur un acte de drainage systématique qui a eu pour conséquence de bouleverser les dynamiques écologiques des bassins versants. Ces aménagements des territoires font aujourd'hui face à de multiples problématiques : pollution des eaux et eutrophisation, sécheresses intenses et incendies incontrôlables, ou à l'inverse, inondations et érosion des terres agricoles. Face à ces événements complexes et incertains, l'ingénierie humaine semble souvent démunie. Dès lors, comment s'adapter à ces changements et tenter de les atténuer, en s'inspirant de solutions basées sur des processus naturels ?

L'HISTOIRE D'UNE PUISSANCE OUBLIÉE

C'est ici qu'entre en scène une puissance oubliée : le castor. Mentionné dans le rapport du Giec 2022²⁵, ce rongeur apparu il y a plus de 8 millions d'années s'avère être l'un des potentiels meilleurs alliés pour faire face à ces bouleversements, parmi les plus expérimentés et les plus compétents. Cette espèce ingénieuse, par des aménagements utiles à son épanouissement, contribue dans le même temps à ralentir et complexifier le parcours de l'eau avant qu'elle ne se déverse dans les océans. Par son action, le castor réhydrate les terres et amplifie la vie qui l'entoure²⁶. En s'inspirant de son comportement, la Médecine Castor entend ainsi soigner les milieux asséchés, en régénérant les cours d'eau de manière low-tech et décarbonée, avec des matériaux vivants et locaux.

REVITALISER LES COURS D'EAU À TRAVERS LA MÉDECINE CASTOR

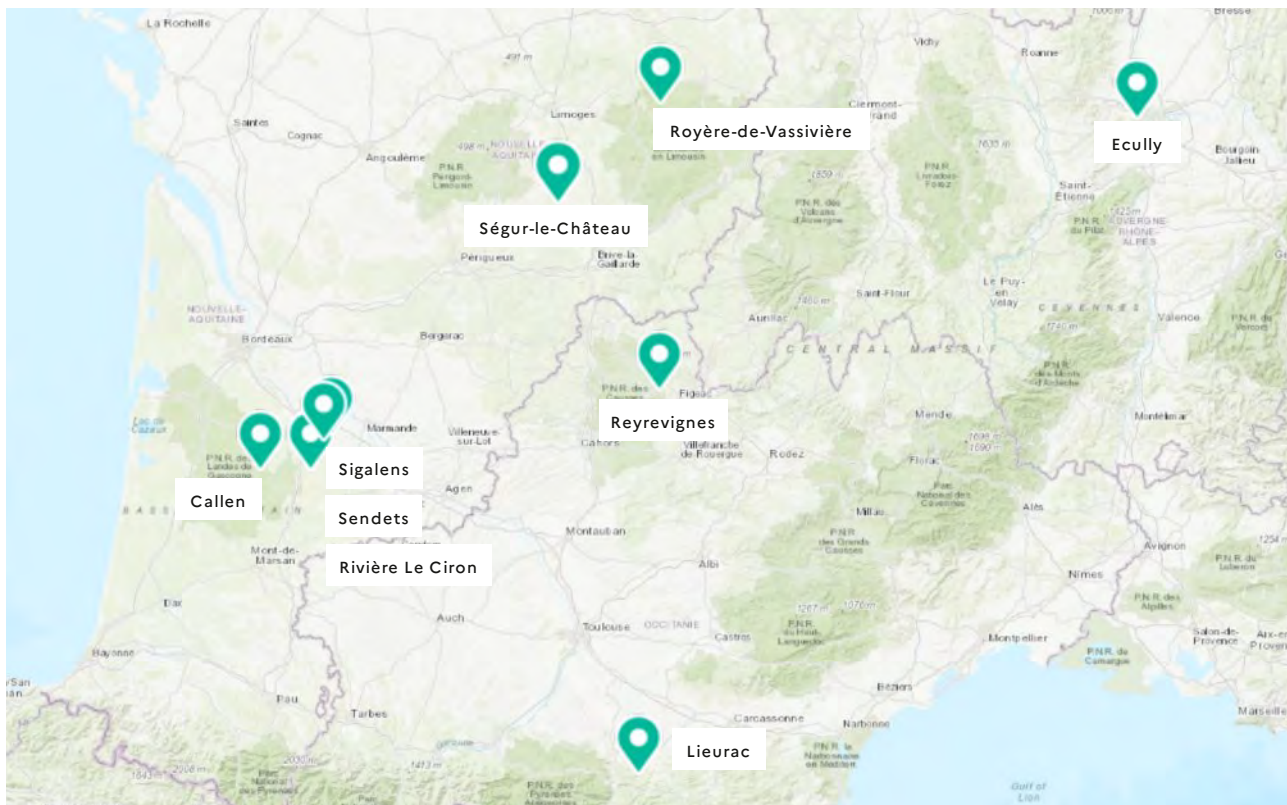
À travers des expérimentations transrégionales accompagnées de suivis scientifiques, le projet MAPCa permettra d'évaluer l'effet de cette méthode sur les communautés biotiques de l'hydrosystème au sens large, en comparant les résultats obtenus entre milieux ruraux et semi-urbain. Il s'agira dans le même temps d'accompagner la formation de différents acteurs à ces approches : techniciens de rivières et de collectivités ou encore propriétaires fonciers.

Les rencontres-action de Médecine Castor auront pour intention de faire naître une forme de responsabilité collective des milieux rivières. Elles permettent d'engager un ensemble de démarches avec les élus locaux et s'éduquer à ce qu'est une rivière en bonne santé. Cette sensibilisation bénéficiera à l'application des politiques publiques en faveur de l'amélioration des continuités écologiques, comme par exemple des ZPENS (Zone de préemption au titre d'Espaces naturels sensibles) afin de laisser les cours d'eau se déployer dans les fonds de vallée.

Par ailleurs, des temps d'échanges et des rencontres naturalistes seront organisées avec les collectivités locales pour observer l'évolution des sites et l'apparition de nouvelles espèces. Un film mettra également en lumière les effets de la Médecine Castor. Enfin, il s'agira d'explorer, par le prisme de la philosophie, en quoi ces méthodes de régénération des cours d'eau peuvent également contribuer à guérir les relations constitutives entre les humains et la vie des rivières, pour faire face autrement au changement climatique.

²⁵ Le rapport du Giec 2022 propose les réintroductions, notamment celles du castor, comme des solutions significatives dans les actions à mener contre le réchauffement climatique (t. III, 14^e boîte à outils, p. 1990).

²⁶ Baptiste Morizot, Suzanne Husky, 2024.



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Drôme, Gironde, Creuse, Métropole de Lyon - Le projet se réalisera sur plusieurs sites ruraux et périurbains dans la Drôme, en Gironde, dans la Creuse et dans la métropole de Lyon, afin d'expérimenter des chantiers collectifs de régénération écologique inspirés du castor et mettre en récit les liens entre biodiversité, eau et société.

68

LE COLLECTIF DU PROJET



Chercheurs en écologie et sciences de l'environnement

André Evette, écologue, INRAE
Didier Alard, écologue, INRAE
Maria Alp, écologue, INRAE



Chercheur en sciences humaines et sociales

Baptiste Morizot, philosophe, Université Aix Marseille



Élus et professionnels de collectivités

Anne Grosperin, vice-présidente en charge de l'eau et de l'assainissement, Métropole Grand Lyon
Hervé Caltran, responsable Gestion des patrimoines, Métropole Grand Lyon
Pierre Athanaze, vice-Président en charge de l'environnement et de la prévention des risques, Métropole Grand Lyon
Jean-Luc Gleyze, président, département de la Gironde
Jean-Marc Viaza, maire, Sigalens
Yann Bouffin, maire, Callen
Amandine Dewaele, conseillère régionale, Nouvelle-Aquitaine

Flavie Crouzet, cheffe de projet, Métropole Grand Lyon
Amandine Dupré, chargée de communication, Métropole Grand Lyon
Éric Castex, coordinateur chantier participatif, Mairie de Callen



Membres associés

Erwan Hennequin, coordinateur zones humides, Conservatoire d'espaces naturels Nouvelle-Aquitaine
Melvyn Guillot Jonard, écologue-naturaliste
Nicolas Valé, directeur adjoint, Association Rivière Rhône Alpes Auvergne (ARRA?)
Hervé Covès, écologue, Arbre et Paysage 32
Clément Délis, coordinateur chantier participatif, Association MAPCa
Astrid Verspieren, paysagiste-élèveuse, GAEC de Ségur le Château
Anthony Bon, éleveur, GAEC Mas d'Aillés
Frédérique Goussard, floricultrice, ferme florale Terre Amoureuse
Marion Simon-Deloché, coordinatrice chantier participatif, Comité Écologique Ariégeois, Association À l'Eau Castor

Sébastien Irola, animateur, SAGE Ciron
Natalie Mortara, directrice, Association École des Renards Gironde
Irène Aristizabal, directrice, FRAC Angoulême Poitou Charente
Charlotte Le Moigne, chargée de mission zones humides, Fédération des Conservatoires d'espaces naturels
Antoine Werochowski, chargé de mission politique de l'eau, Conseil régional Bourgogne Franche Comte)



Artistes

Suzanne Husky, cinéaste et dessinatrice
Marta Sostres, cinéaste animalière

photographie 1 : Fascines végétales installées pour freiner le flux et restaurer le cours d'eau, Corrèze, Melvyn Guillot Jonard, photographie 2 : Moment d'échange autour d'une mare restaurée, Corrèze, Melvyn Guillot Jonard

La Médecine Castor entend soigner les milieux asséchés,
en régénérant les cours d'eau de manière low-tech et décarbonée,
avec des matériaux vivants et locaux.





MÉDECINE DE TERRITOIRE

Une seule santé au sein des monts du Cantal : prévenir les émergences infectieuses depuis la biodiversité et les paysages

Les monts du Cantal, Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne, Cantal (15)

Ces dernières années, les épidémies de maladies infectieuses émergentes (MIE) se succèdent, dans un contexte d'intensification de l'impact des activités humaines sur les milieux et d'appauvrissement de la biodiversité. Or, les approches actuelles en santé semblent limitées pour prévenir ces MIE, invitant à leur renouvellement. Dans les Monts du Cantal, territoire de moyenne montagne marqué par une forte interaction entre humains et non-humains, le projet *Médecine du territoire* propose de repenser la santé à l'échelle des paysages. À travers un diagnostic territorial, il explore comment les dynamiques paysagères influencent la survenue de crises écologiques et sanitaires, et comment une gouvernance locale attentive aux liens entre biodiversité et santé peut devenir un levier de prévention durable.

CRISES SANITAIRES ET DÉCLIN DE LA BIODIVERSITÉ

L'année 2024 a été marquée par une série d'épidémies de MIE dans le monde (dengue, grippe aviaire, mpox). Dans le Cantal, plusieurs signaux d'alerte locaux ont émergé : charbon symptomatique, progression de l'encéphalite à tiques, ou encore fièvre catarrhale ovine. Si des formes historiques de la médecine envisageaient les maladies en dialogue avec les « choses environnantes (circumfusa) », les approches dominantes actuelles sont essentiellement médicales et biologiques. Face à ces limites, l'approche « Une seule santé » propose d'articuler santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes ouvrant la voie à une compréhension intégrée et territorialisée des maladies. Le projet *Médecine de territoire* explore ainsi plusieurs questions centrales : Quelles sont les connaissances locales des élus, des habitants et des acteurs du territoire sur les liens entre MIE et biodiversité, paysages et aménagements des territoires ? Que provoquerait la réappropriation habitante des enjeux de santé en termes de gouvernance, de préservation de la biodiversité et d'aménagement des territoires ?

VERS UNE SANTÉ MULTI-SPÉCIFIQUE ANCRÉE DANS LES TERRITOIRES

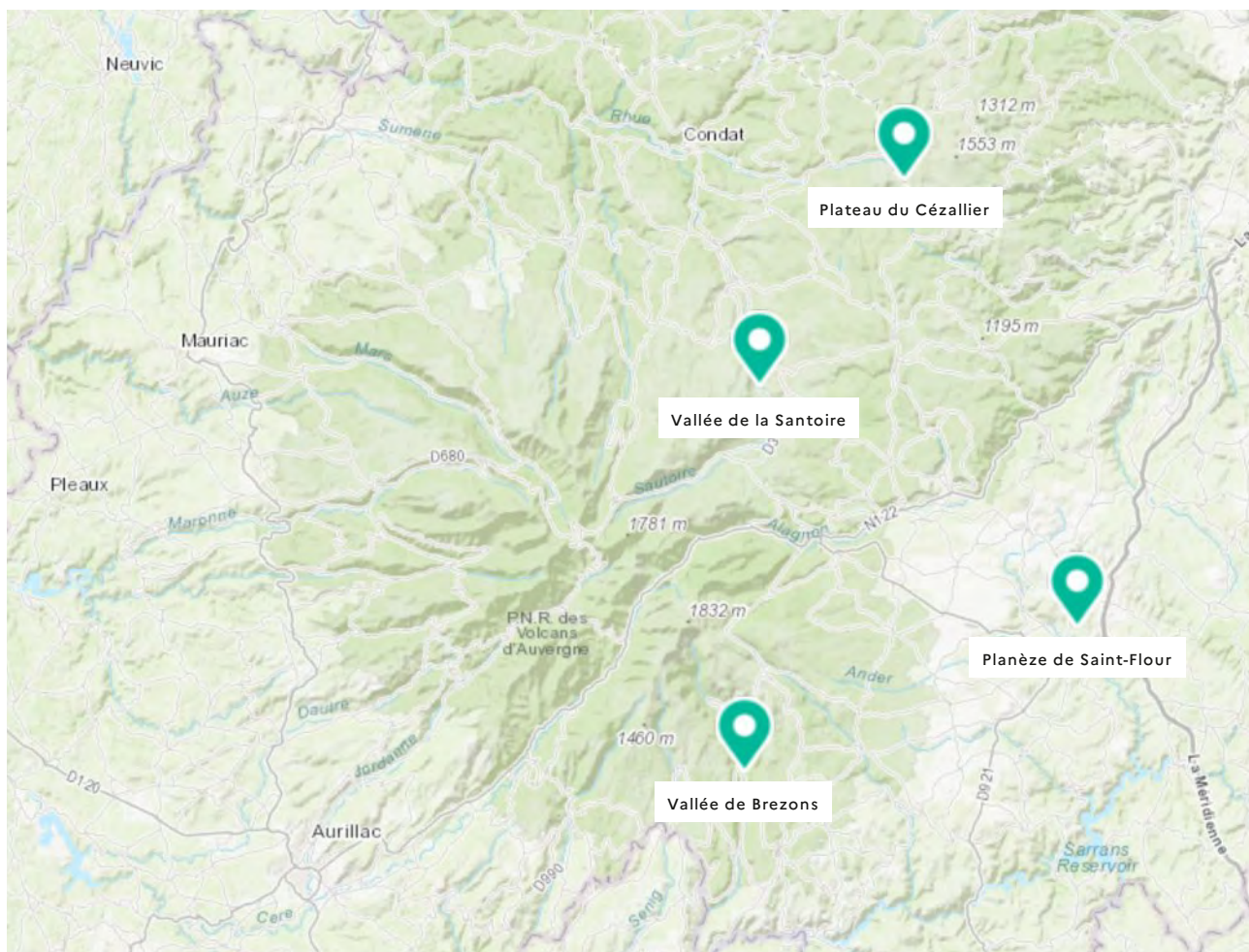
Dans une logique de reterritorialisation de la médecine et d'implication citoyenne, le projet propose de renouer avec une pratique historique de la médecine du XVIII^e et XIX^e siècle qui pensait les maladies en lien avec les socio-écosystèmes concernés : les topographies médicales. Cette reterritorialisation invite à décroquer les processus d'étude en silo pour l'intégration des interdépendances et

des liens entre la santé humaine, animale et des écosystèmes. L'approche « Une seule santé » est ici mobilisée à travers le prisme des paysages, pour rendre visibles les déterminants écologiques, sociaux et multi-spécifiques des MIE. L'ensemble de cette recherche action vise la prévention des MIE et le renouvellement d'une conception écologique et environnementale de la santé, en croisant médecine humaine et vétérinaire, épidémiologie, écologie, évolution, ethnohistoire, géographie, philosophie, approches théâtrales et littéraires.

METTRE EN RÉCIT POUR TRANSFORMER LES TERRITOIRES

Le projet articule plusieurs formats de mise en récit issus de résidences collectives, associant chercheurs, habitants et artistes. Il s'agit de composer une topographie médicale à partir des paysages, des expériences vécues et des paroles recueillies, nourrie par des arpentages saisonniers, des enquêtes, et des ateliers d'écriture et de lecture. Une création théâtrale immersive, un roman, une frise chronosystémique ainsi qu'une cartographie participative en prolongeront l'expérience, nourries des paroles, des gestes et des sons du territoire.

In fine, à travers le renouveau apporté par les objectifs de santé humaine, l'ambition est de transformer les visions sur le vivant et notamment sur les espèces dites « nuisibles » ou « prédatrices », et d'alimenter les politiques publiques associées (classement ESOD, espèces protégées, plans de chasse, etc.). Plus largement, ce projet participe à une transition, des relations de domination du vivant et des écosystèmes vers des relations de « care » et de soin.



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Monts du Cantal – Le projet se déploie sur trois sites au sein du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne : les prairies du Cézallier, les forêts des vallées de la Santoire et de Brezons, et les zones humides de la planèze de Saint-Flour. Il s'agit de territoires de moyenne montagnes marqués par une biodiversité riche et des enjeux sanitaires émergents.

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Charles Lemarchand, écologue et biologiste, Muséum Henri-Lecoq
Serge Morand, écologue, CNRS
Serge Muller, paléontologue, Université de Montpellier



Artistes

Marie Hélène Lafon, écrivaine ruraliste
Joséphine Serre, actrice et metteuse en scène, Compagnie L'instant Propice
Véronique Caye, metteuse en scène et vidéaste, Compagnie L'instant Propice
Camille Durand-Tovar, autrice et comédienne, Compagnie L'instant Propice
Xavier Czapl, comédien, Compagnie L'instant Propice



**Chercheurs en sciences
humaines et sociales**

Rémi Beau, chargé de recherche en philosophie, CNRS
Camille Besombes, médecin épidémiologiste, Sciences Po
Maël Giard, géographe, ENSA Grenoble



Membres associés

Pierre Rigaud, vétérinaire, Groupement Technique Vétérinaire Auvergne
Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne
Conservatoire d'espaces naturels Auvergne-Rhône-Alpes
LPO Auvergne-Rhône-Alpes
Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes
Contrat Local de Santé Saint-Flour



**Élus et professionnels
de collectivités**

Élodie Emardiné, chargée de mission agro-environnement et eau, Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne
Elsa Grousseau, chargée de mission, Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne
Marie-Noëlle Basmaison, coordinatrice des projets d'Éducation au développement durable et responsable de la programmation culturelle, Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne
Communauté de Communes de Saint-Flour
Christophe Vidal, maire, Valuéjols
Olivia Gueroult, maire, Brezons
Frédéric Minière, compositeur et interprète, Compagnie L'instant Propice
Zachari Laurent, auteur et comédien, Compagnie L'instant Propice

photographie 1 : Estives-Interactions interspécifiques faune sauvage, faune domestique, Jean-Paul Besombes, photographie 2 : Monts du Cantal vallée de la santoire, Jean-Paul Besombes

L'approche « Une seule santé », mobilisée à travers le prisme des paysages, permet d'intégrer les dimensions humaine, animale et écologique des maladies infectieuses émergentes, pour renouveler profondément notre manière de penser et d'agir sur la santé et le vivant.





PHONE SAUVAGE

Préserver la vie marine de Saint-Pierre-et-Miquelon à travers l'écologie
acoustique et la création sonore

Saint-Pierre-et-Miquelon (975)

Phone sauvage est un projet d'inventaire et de valorisation par le son de la biodiversité marine de Saint-Pierre-et-Miquelon dans une collaboration mêlant océanographie, art et anthropologie. Le projet propose de centrer l'activité de recherche sur la biophonie et les paysages sonores en associant à l'écologie acoustique, le design sonore et la création musicale. C'est donc par le son que les données naturalistes seront valorisées dans l'intention d'éveiller la conscience des acteurs locaux sur les enjeux de préservation de la biodiversité marine. Avec eux, il s'agira de penser la relation de la population à l'océan, en particulier depuis l'arrêt de la pêche à la morue il y a une trentaine d'années, afin d'en faire une fierté locale et nourrir l'envie d'en vivre durablement.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, UN ARCHIPEL AUX TRÉSORS INEXPLORÉS

Territoire en première ligne du changement climatique (montée des eaux, élévation des températures et anomalie négative de salinité), Saint-Pierre-et-Miquelon est également marqué par la présence d'espèces polaires et les impacts anthropiques multiples liés à la pollution sonore ou encore la surpêche. Au sein de l'archipel, les travaux océanographiques se trouvent ainsi confrontés à un triple paradoxe : la biodiversité marine reste peu documentée, des habitats remarquables sont connus mais non étudiés, et des disciplines comme la biogéochimie et la courantologie restent méconnues. Dans ce contexte fragile, le projet pose trois questions : Peut-on encore rattraper le retard dans la description de la biodiversité ? Est-il possible de combiner méthodes d'observation classiques et innovantes pour y parvenir ? Comment rendre les connaissances acquises accessibles et utiles à la population d'ici 2030 ?

L'ÉCOLOGIE ACOUSTIQUE ET L'ANTHROPOLOGIE POUR REPENSER LES LIENS À L'OCÉAN

Pour étudier la biodiversité marine à Saint-Pierre-et-Miquelon, le projet *Phone Sauvage* entend s'appuyer sur l'enregistrement des sons en milieux marins et terrestres, dans une approche de faunistique classique et d'écologie acoustique²⁶. D'un côté, un laboratoire de terrain sera créé pour permettre l'enregistrement des espèces sous-marines et la fabrication de cartes d'identité sonores. De l'autre, des enquêtes anthropologiques seront menées pour décrypter les relations profondes qu'entretiennent les habitants aux sons sous-marins afin d'appréhender leurs symboliques. Ainsi, en mariant les connaissances en écologie acoustique à celles issues des sciences humaines, le

projet a pour intention de tendre vers des "humanités océanographiques" qui inviteront les élus à réfléchir aux leviers de sensibilisation et d'action liés à la préservation de la biodiversité locale.

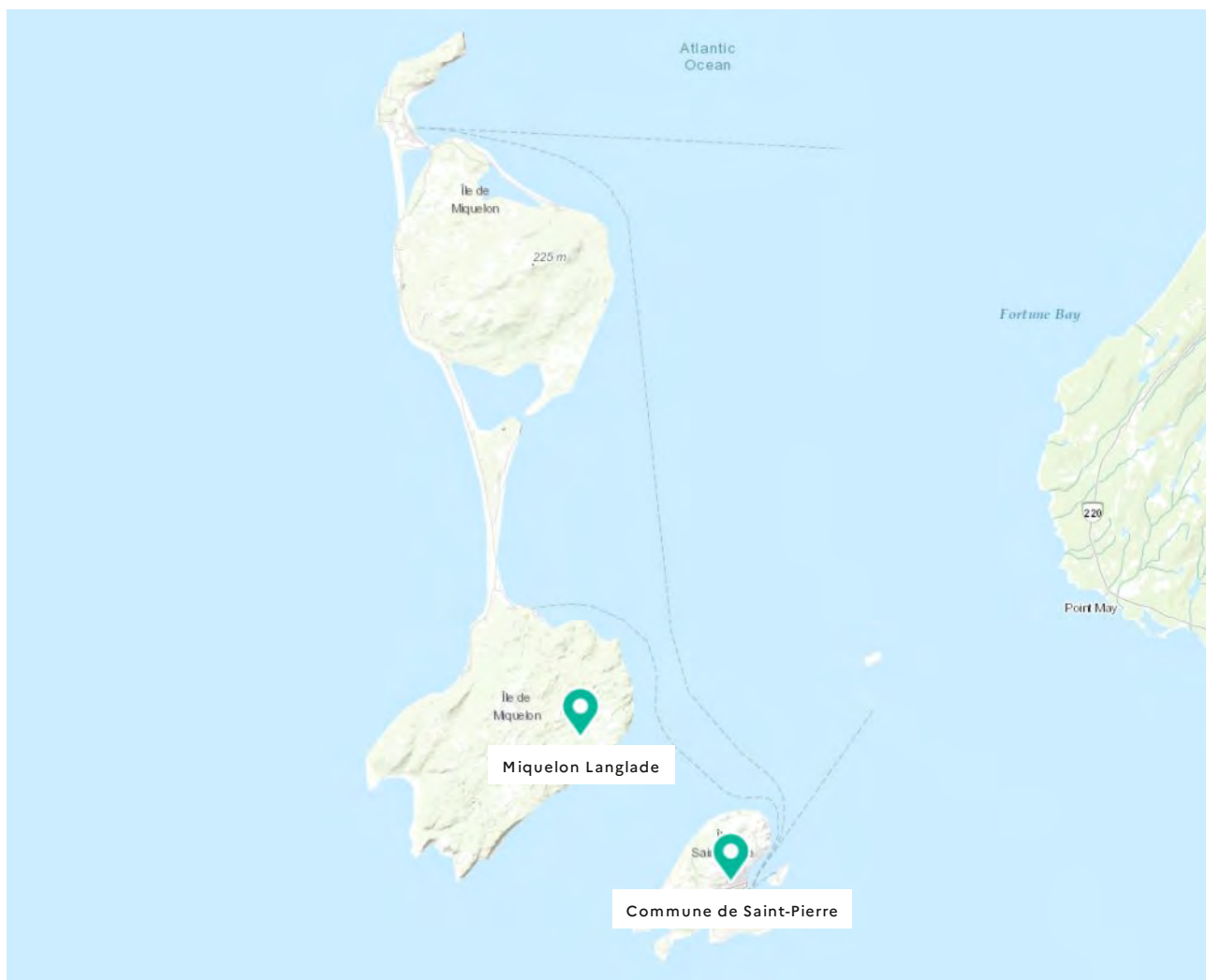
ÉVEILLER LES CONSCIENCES PAR LA CRÉATION SONORE

La mer étant un élément central du territoire, le travail artistique et anthropologique cherchera à renforcer le lien entre les acteurs locaux (naturalistes, associations, pêcheurs, marcheurs, marins, photographes animaliers, habitants, etc.) et leur environnement, valorisant ainsi l'histoire, les savoirs traditionnels et les pratiques locales. Plusieurs initiatives pédagogiques liées à la mer se feront avec des élèves de terminales et diverses mises en récit seront proposées : une sonothèque naturaliste, une baladodiffusion, ainsi qu'un spectacle vivant immersif.

La musique et le son inviteront, en filigrane des créations de *Phone Sauvage*, à une prise de conscience collective d'une identité liée à la mer et d'une reconnaissance de la fragilité écologique de l'archipel (+4°C possibles d'ici 2080).

L'objectif est de créer un dialogue constructif, basé sur la prise en compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux, pour développer des stratégies qui garantiront la préservation des écosystèmes marins tout en soutenant les activités humaines liées à la mer. Concrètement, il s'agira d'aider à la prise de décision notamment à travers la création d'un atlas de la biodiversité de la commune afin de favoriser la protection de zones définies ou d'espèces rares ou menacées.

²⁷ Depuis plusieurs années, l'écologie acoustique est un domaine d'études en plein essor qui explore les différents paysages sonores dans lesquels les humains et les autres vivants évoluent. Celui-ci vise à étudier de quelle manière les sons, d'origines naturelles ou anthropiques, interagissent avec les milieux vivants afin de comprendre leurs effets sur les comportements des espèces, les équilibres écologiques et la santé des milieux.



Saint-Pierre-et-Miquelon - Le projet situé dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon aura pour objectif d'explorer à travers le son, les liens entre biodiversité marine, identité insulaire et changement climatique.

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Laurent Chauvaud, écologue benthique, CNRS
Youenn Jézéquel, biologiste océanographe, CNRS
Jacques Grall, biologiste marin, CNRS
Frédéric Olivier, biologiste marin, MNHN
Erwan Amice, plongeur scientifique, CNRS
Delphine Mathias, ingénieure R&D en acoustique sous-marine TBM
Julien Bonnel, acousticien, Woods Hole Oceanographic Institution



**Chercheur en sciences
humaines et sociales**

Anatole Danto, anthropologue maritime, Université de Tartu



**Élus et professionnels
de collectivités**

Yannick Cambray, conseiller, mairie de Saint-Pierre,
Stéphane Lenormand, député, Saint-Pierre-et-Miquelon
Véronique Morazé, directrice, Centre culturel et sportif de Saint-Pierre-et-Miquelon
Rosiane De Lizaraga, cheffe de la mission aux affaires culturelles, Ministère de la culture



Artistes

Alexandra Hernandez, artiste sonore et musicienne, Cristal Production
Pascal Rueff, ingénieur du son et réalisateur, Agence du Verbe
Jean Bournival, artiste et musicien multidisciplinaire, Les productions Coin d'table



Membres associés

Agathe Schmid, co-fondatrice, Le Molipa
Roger Etcheberry, naturaliste, Saint-Pierre-et-Miquelon
Alain Orsiny, président, Association Miquelon Culture Patrimoine
Lycée Émile Letournel



En mariant les connaissances en écologie acoustique à celles issues des sciences humaines, le projet a pour intention de tendre vers des « humanités océanographiques » qui inviteront les élus à réfléchir aux leviers de sensibilisation et d'action liés à la préservation de la biodiversité locale.



POLY-LITTO

**A Hī'o i tō Tahatai : Orienter le regard des îliens et des politiques
vers leur littoral, de la science à l'art**

Moorea, Bora Bora et Kauehi, Polynésie Française (987)

En Polynésie française, le projet *Poly-Litto*, explore les liens profonds entre sociétés insulaires et littorales. Face à l'érosion côtière, à l'urbanisation accélérée et à la perte des savoirs traditionnels, il fédère chercheurs, artistes, habitants, associations, écoliers et élus pour co-produire des récits, des savoirs et des créations enracinés dans les pratiques, les perceptions et la biodiversité des littoraux polynésiens. À travers des enquêtes de terrain, des ateliers collectifs et des résidences artistiques, il cherche à rendre visibles les transformations en cours, sensibilise aux services écosystémiques et inspire des pistes concrètes pour des politiques d'aménagement durables. Ce projet invite ainsi à repenser la notion de vulnérabilité côtière, en l'inscrivant dans une transition écologique partagée.

UN LITTORAL SOUS PRESSION : ENTRE PATRIMOINE NATUREL ET DYNAMIQUES ANTHROPIQUES

Après avoir constitué le lieu privilégié d'implantation des premiers Polynésiens, le littoral, interface mobile façonnée par les dynamiques marines et terrestres, a connu depuis le XIX^e siècle de profondes mutations liées à l'urbanisation et au tourisme, qui ne cessent de se développer au détriment des espaces naturels. En Polynésie Française, où 95 % de la population vit à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer et à moins de 200 m de la mer, le littoral concentre aujourd'hui des enjeux cruciaux. À la fois barrière naturelle contre les houles, refuge pour la biodiversité, lieu d'habitat, de mémoire et de subsistance, cet espace vital est désormais fragilisé par l'érosion, les submersions marines, les tempêtes, la montée et le réchauffement des eaux. Connus des scientifiques, ces risques appellent désormais une mobilisation plus large des connaissances auprès des enfants, des habitants et des décideurs. Le projet répond ainsi à une demande des maires de Moorea, Bora Bora et Kauehi d'accompagner l'élaboration collective de plans d'aménagements littoraux face aux aléas hydro-climatiques.

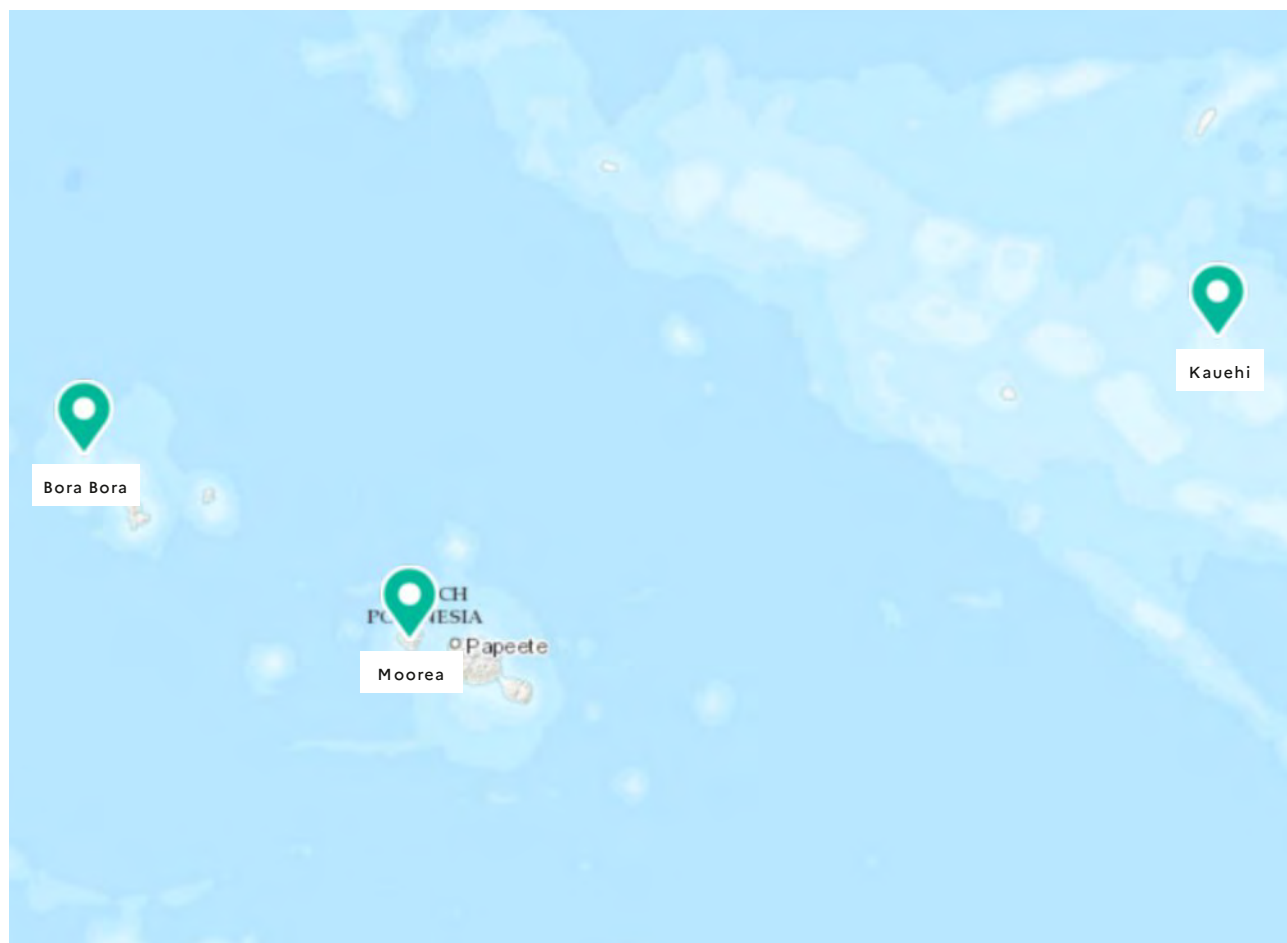
UN PROJET COLLECTIF POUR UNE SENSIBILISATION ANCRÉE DANS LES TERRITOIRES

Poly-Litto s'appuie sur une démarche scientifique interdisciplinaire, croisant écologie, géographie, anthropologie, sociologie et sciences participatives. Il vise à produire des connaissances sur la biodiversité littorale, ainsi que sur les usages, les perceptions et les dynamiques sociales qui lui sont associées. Pour cela, il mobilise plusieurs méthodes complémentaires parmi lesquelles : des enquêtes de terrain (une centaine d'entretiens par île), des

observations, des ateliers collectifs, de l'imagerie satellitaire et des relevés par drone. En combinant ces approches, le projet cherche à mieux comprendre les interactions entre sociétés et milieux côtiers dans un contexte de vulnérabilité croissante. En croisant les savoirs scientifiques et les expériences locales, il éclaire les conditions nécessaires à un aménagement littoral durable et résilient..

CRÉER POUR SENSIBILISER : L'ART AU SERVICE DE LA RÉSILIENCE LITTORALE

Les résidences artistiques prévues dans le cadre du projet donneront lieu à des créations collectives comme des fresques murales, des sculptures, des installations sonores ainsi que des expositions itinérantes élaborées à partir des matériaux issus des enquêtes scientifiques (témoignages, récits, observations). Ces œuvres seront co-produites avec les enfants, les jeunes, les habitants, les associations et les élus, dans une logique de médiation transversale. Déployées dans des lieux publics comme les écoles, les marchés ou les mairies, elles rendront visibles les savoirs locaux et les caractéristiques du littoral, tout en favorisant les échanges entre générations et cultures. L'objectif est de faire émerger des récits alternatifs sur le littoral, fondés sur l'expérience des habitants, afin de nourrir les réflexions locales sur les choix d'aménagement. En croisant art, science et expression citoyenne, le projet entend ainsi stimuler une prise de conscience environnementale des décideurs politiques.



Littoral de Polynésie française - Le projet se déploie sur trois territoires : l'île haute de Moorea, l'atoll de Kauehi et l'île de Bora Bora

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

David Lecchini, écologue, École Pratique des Hautes Études
Matthieu Ghilardi, géoarchéologue, CNRS
Antoine Collin, géo-écologue littoral, École Pratique des Hautes Études
Laetitia Hedouin, écologue, CNRS
Serge Planes, écologue, CNRS
Jean-Yves Meyer, écologue, Délégation à la Recherche du Gouvernement de la Polynésie française



**Chercheurs en sciences
humaines et sociales**

Jean Wencélius, anthropologue de l'environnement, CNRS



**Élus et professionnels
de collectivités**

Gaston Tong Sang, maire, Bora Bora
Mathilda Tuua, adjointe au maire, Kauehi
Evans Haumani, maire, Moorea



Artistes

Marine Coutelas, sculptrice, photographe et dessinatrice
Keanu Hikutini, sculpteur, Centre des Métiers d'art de Tahiti
Nancy Lamontagne, artiste en création murale et dessinatrice
Anatole Teraaitapo, conteur de récits et écrivain
Vetea Liao, photographe en biologie marine
Paloma Laudet, photjournaliste



Membres associés

Elena Gorchakova, chargée de mission *Biodiversité Pacifique*, Comité français de l'UICN
Matthieu Lambert, coordinateur et médiateur artistique, École Estienne
Cécile Berthe, spécialiste en médiation scientifique
Olivier Pote, responsable, Association Tahitian Historical Society
Tehani Maueau, responsable, Association Vai Ma Noa Bora Bora
Heremiti Tinorua, responsable de la classe de CM2, École de Kauehi
Reine Niuiti, responsable classe de CM2, École de Namaha
Lydie Tefaatau, responsable de la classe de CM2, École de Papetoai
Kirahu Howard, responsable médiation, Éco-musée Te Fare Natura
Logan Hiro, régisseur, Éco-musée Te Fare Natura
Lahiki Tamati, responsable communication, Éco-musée Te Fare Natura



En Polynésie Française, où 95 % de la population vit à moins d'1 m au-dessus du niveau de la mer et à moins de 200 m de la mer, le littoral concentre aujourd'hui des enjeux cruciaux.



RETOUR VERS LA FORÊT FUTURE

**Les sections de communes du Massif Central, une ressource
pour une conservation conviviale de la nature**

Massifs du Mézenc et du Meygal, Haute-Loire (43) et Ardèche (07)



Conserver la biodiversité sur un territoire rural ne peut plus s'envisager sans l'implication de ses habitants, a fortiori quand leurs activités ont en grande partie façonné les milieux à protéger. La question se pose ainsi de savoir si les dispositifs de conservation existants sont à même de répondre à cette exigence. Le projet *Retour vers la forêt future* fait l'hypothèse que la rencontre entre un nouveau paradigme conservationniste, celui la « conservation conviviale », et une structure foncière tombant en désuétude, les « biens de section »¹⁷, serait vertueuse. Aujourd'hui majoritairement forestiers, ces biens de section abritent pour partie une biodiversité potentielle importante, qui peut requérir une protection forte. Ainsi, le projet propose d'explorer la conciliation de la libre évolution des forêts en biens communs et de la gouvernance locale collective.

CONSERVER LA BIODIVERSITÉ : ASSOCIER PROTECTION ET PARTICIPATION CITOYENNE

La stratégie nationale biodiversité ambitionne que 10 % du territoire national soit concerné par un dispositif de protection forte à l'horizon 2030¹⁸, principalement dans des territoires ruraux traversés d'usages et d'activités souvent contradictoires avec l'idéal qui accompagne une telle protection, notamment en forêt. Parallèlement, de plus en plus d'associations citoyennes se saisissent d'outils participatifs pour protéger des écosystèmes préservés et apprendre à mieux les connaître¹⁹, parfois en collaboration avec les élus des communes forestières ou avec des propriétaires. Il serait ainsi judicieux de coordonner ces efforts de protection à l'échelle de territoires qui mêlent vies humaines et non-humaines, et d'explorer des modèles de protection qui intègrent une gouvernance collective et locale, telle que la « conservation conviviale » qui mêle apprentissage de la cohabitation avec le vivant et participation démocratique²⁰.

VERS UN MODÈLE DE CONSERVATION CONVIVIALE : LES « COMITÉS FORESTIERS LOCAUX »

Les dispositifs combinant protection forte et gouvernance par le bas, évitant les écueils d'une protection sans ancrage local ni appropriation habitante, restent encore largement à inventer²¹. Le projet *Retour vers la forêt future* propose ainsi la création de « Comités forestiers locaux » qui mailleront le territoire et s'inscriront dans une logique de conservation conviviale en inventant des formes de coexistence entre humains et non-humains. Ces comités s'appuieront sur des structures territoriales existantes tels que les biens de section forestiers, ancrés dans la mémoire

locale et dont la revitalisation pourrait favoriser une gestion partagée des forêts, mêlant usage et protection. Par leur biais, il s'agit d'interroger comment la biodiversité est considérée par les ayants-droits des sections, les élus et les forestiers qui en récupèrent l'usage, mais également d'explorer si la mémoire locale de ces biens peut être réactivée dans le sens d'une conservation conviviale, voire si les efforts pour les conserver peuvent élargis à d'autres forêts.

LA FORÊT DES HYPERLIENS, UNE NARRATION IMMERSIVE ET PARTICIPATIVE

La narration qui accompagne le projet relèvera deux défis : d'une part, articuler l'histoire locale de la biodiversité forestière et des forêts collectives (parmi lesquelles les sections de communes) ; d'autre part, restituer le passé, le présent et imaginer les futurs de ces territoires forestiers de façon originale avec leurs habitants. Les devenirs à narrer concernent tant des « systèmes » (sections, forêts, eaux, etc.) que des « individus » (arbre, habitant, oiseau, mammifère, etc.). La recherche-action sera ainsi mise en récit à travers une œuvre numérique immersive et participative, La forêt des hyperliens. Fondée sur la construction d'une arborescence poétique qui se déploiera au fur et à mesure de l'avancée du projet, elle proposera une expérience permettant de se promener dans les forêts concernées par le projet. Elle restituera la conscience d'une coexistence avec les non-humains et les nouvelles alliances démocratiques nouées pour les protéger. L'objectif est ainsi de faire émerger un sentiment d'appartenance à un espace et un avenir partagés, afin d'encourager l'engagement en faveur du vivant.

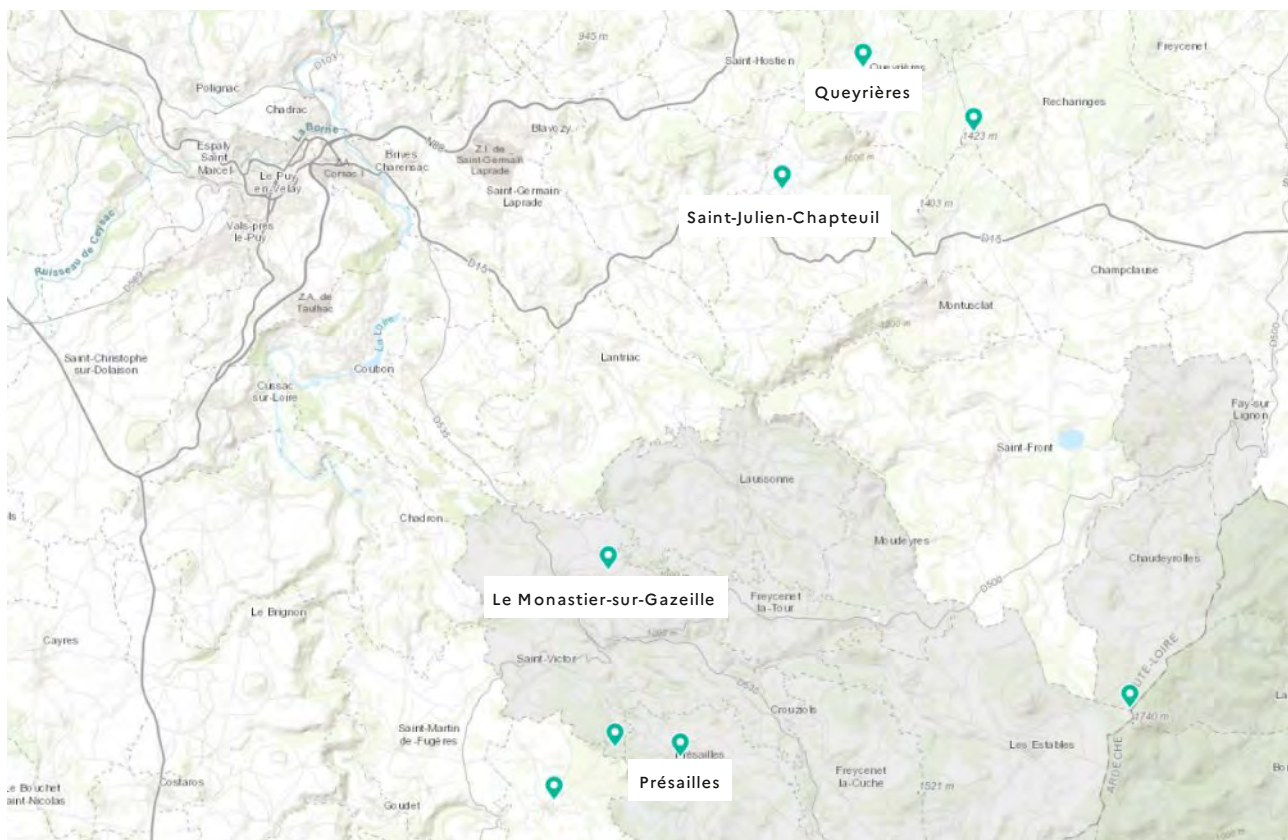
¹⁷ Les biens de section sont des biens dont la jouissance revient aux habitants d'une section de commune. Ni les habitants ni la commune ne sont propriétaires de ces biens. Ils sont animés par une commission syndicale qui comprend le maire de la commune et des membres élus.

¹⁸ Une zone géographique dans laquelle les pressions engendrées par les activités humaines susceptibles de compromettre la conservation des enjeux écologiques de cet espace sont supprimées ou significativement limitées, et ce de manière pérenne, grâce à la mise en œuvre d'une protection foncière ou d'une réglementation adaptée, associée à un contrôle effectif des activités concernées (décret n°2022-527 du 12 avril 2022).

¹⁹ Réserves biologiques intégrales de l'ONF, projet Sylvae du CEN Auvergne, etc.

²⁰ Voir Bram Büscher et Rob Fletcher, *Le vivant et la révolution. Réinventer la conservation de la nature après le capitalisme*, Actes Sud/Mondes sauvages, 2023.

²¹ Cette hypothèse de convergence entre protection forte et gouvernance par le bas, portée par des « Comités de vie sauvage », est formulée dans Chopot Antoine, « Politiser le réensauvagement des territoires », *Bascules*, n°3, 2023.



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Massifs du Mézenc et du Meygal – Situé au Sud-Est de la Haute-Loire et aux confins de l'Ardèche, en partie inscrit au sein du PNR des Monts d'Ardèche, ces massifs abritent deux ensembles forestiers au cœur de la démarche : la forêt du Meygal, entre Saint-Julien-Chapteuil et Queyrières, et la forêt des Monts Breyse, située sur les communes du Monastier-sur-Gazeille, d'Alleyrac et de Présailles.

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheur en écologie
et sciences de l'environnement**

Xavier Morin, écologue, CNRS



**Chercheur en sciences
humaines et sociales**

Antoine Chopot, philosophe de l'écologie
politique, CNRS

Roméo Bondon, géographe, CNRS



Membres associés

Stéphane Cordobes, directeur général,
Agence d'urbanisme Clermont-Massif
central

CAUE 43

Office national des forêts

LPO Auvergne-Rhône-Alpes



**Élus et professionnels
de collectivités**

André Ferret, maire, Saint-Julien-Chapteuil

Jean-Pierre Sabatier, maire, Queyrières

Michel Arcis, maire, Le Monastier-sur-
Gazeille

Daniel Béhar, géographe, élu délégué au
développement durable, Saint-Julien-
Chapteuil

Marie Poisson, cheffe de projet Petite ville
de demain, Saint-Julien-Chapteuil et
Le Monastier-sur-Gazeille

Bertrand Montorier, conseiller municipal,
Saint-Julien-Chapteuil



Artistes

Sonia Derzypolski, artiste-auteur,

Compagnie de théâtre *Mot compte double*

Sarah Mulot, artiste, Ohm_Art

Michaël Desoutter, musicien, Ohm_Art

Conserver la biodiversité sur un territoire rural ne peut plus s'envisager sans l'implication de ses habitants, a fortiori quand leurs activités ont en grande partie façonné les milieux à protéger.





TOPOS

Qaja me Kuca

Grand Nouméa, Nouvelle Calédonie (988)

Dans le Grand Nouméa, entre récifs, mangroves, forêts tropicales et zones urbaines, les tensions écologiques, sociales et culturelles s'intensifient. Montée des eaux, érosion côtière, déclin des langues kanak et fragmentation des liens au vivant dessinent un territoire en mutation. Dans ce contexte, le projet *TOPOS* - « *Qaja me Kuca* » (« Dire et faire » en langue drehu) propose de repenser les relations entre humains et milieux urbains à travers une approche écolinguistique. En mobilisant un collectif de chercheurs, artistes, étudiants, habitants et institutions locales, il donne corps à des récits partagés de la ville et du vivant. Parcours artistiques, récits plurilingues et cartographies, autant de gestes pour explorer ensemble le processus d'une transition écologique, culturelle et inclusive.

UN TERRITOIRE RICHE DE DIVERSITÉS SOUS TENSIONS

Reconnu pour sa biodiversité exceptionnelle autant que pour sa richesse linguistique et culturelle, l'archipel est aujourd'hui confronté à de multiples pressions écologiques, sociales et politiques. Alors que les effets du changement climatique se font de plus en plus ressentir, la disparition progressive des langues kanak et les tensions sociales renforcent les fractures territoriales et identitaires. Ces dynamiques fragilisent les liens entre les habitants, leurs milieux de vie et les récits partagés, compromettant les projections collectives vers l'avenir. Dans ce contexte où les formes de nature en ville sont à la fois menacées et chargées de sens, émerge un besoin croissant de lieux d'expression, de transmission et de co-construction des savoirs. Le projet entend ainsi y répondre en proposant un espace de réflexion collective et créative sur l'avenir bioculturel du Grand Nouméa, à partir des réalités locales.

CONNAÎTRE ET RELIER LES FORMES DE NATURES EN VILLE

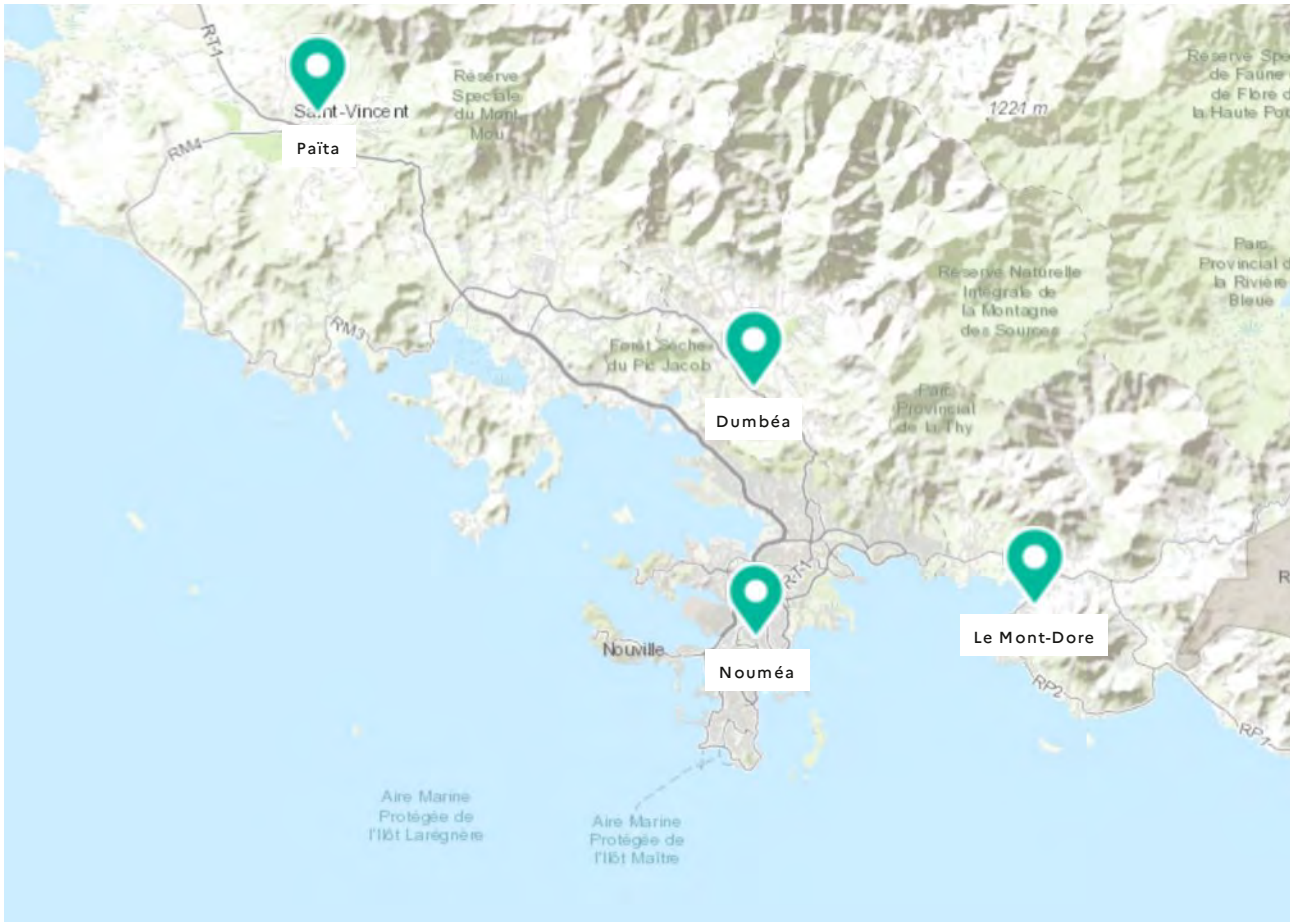
À la croisée des sciences du vivant, des sciences humaines, des arts et de la participation citoyenne, le projet cherche à explorer les liens entre biodiversité (humains et non-humains), langues et milieux de vie en contexte urbain. Il s'intéresse à la manière dont les habitants perçoivent, nomment et pratiquent les formes de nature en ville (espaces ouverts (plages, platiers), semi-ouverts (espaces aménagés, forestiers), dédiés à l'art naturaliste (fresques), et à la façon dont ces représentations influencent leurs manières d'habiter et de coexister avec leur environnement. Pour ce faire, une étude ethnographique et une enquête ethnobotanique seront menées visant à documenter les usages liés aux milieux naturels urbains. Ces recherches porteront notamment sur les pratiques nourricières, les plantes médicinales ainsi que sur les activités quotidiennes liées aux plages, aux forêts ou encore aux sentiers.

Les récits de vie, relevés linguistiques, cartographies et observations seront co-construits avec les chercheurs, les artistes, les écoliers et les habitants, dans une dynamique d'interdisciplinarité. Cette production collective contribuera ainsi à éclairer les conditions d'une transition urbaine plus écologique, inclusive et culturellement ancrée.

TISSER DES LIENS ENTRE MILIEUX, CULTURES ET USAGES

Dans la continuité des enquêtes menées avec les habitants, des résidences artistico-scientifiques, rythmées d'ateliers interactifs, viseront à co-produire des créations artistiques originales en mobilisant l'écriture, la photographie, le street art, la performance théâtrale ou encore des captations sonores et visuelles.

In fine, le projet aboutira à la création d'un « éco-chemin » : un parcours artistique et écologique reliant la Maison de la biodiversité de Nouméa à la Maison pédagogique de l'environnement du Mont-Dore. Conçu comme une traversée des milieux urbains, littoraux et forestiers, ce chemin scénarisé sera ponctué de créations visuelles et sonores installées dans l'espace public. Ce dernier, élaboré sur la base des travaux menés pendant deux ans, et en partenariat avec les communes, l'Académie des Langues Kanak et les services culturels, cherchera à mettre en lumière les savoirs locaux, les récits plurilingues et les pratiques culturelles liées aux milieux naturels et urbains. En articulant ainsi la diversité des cultures et des usages des milieux, il favorisera une appropriation collective des enjeux écologiques et contribuera à inscrire les savoirs locaux dans les politiques publiques et les dynamiques de gouvernance urbaine.



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Nouvelle-Calédonie - Le projet se situe dans le noyau urbain du Grand Nouméa, comprenant les communes de Nouméa, Dumbéa, Le Mont-Dore et Païta

LE COLLECTIF DU PROJET



**Chercheurs en écologie
et sciences de l'environnement**

Julien Drouin, agronome, Institut Agronomique Néo-Calédonien
Claire Goiran, biologiste marine, Université de la Nouvelle-Calédonie
Cyril Marchand, biogéochimiste, Institut de Recherche pour le Développement



**Élus et professionnels
de collectivités**

Isabelle Champmoreau, membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
Lydie Gardet, direction de la Culture du Patrimoine et du Rayonnement, mairie de Nouméa



Artistes

Adeline Blaimont, comédienne, Compagnie Lyades
David Leroy, musicien et ingénieur sonore, Zesource
Sylvain Lorgnier, collecteur de récits et conteur, Les Argonautes du Pacifique



**Chercheurs en sciences
humaines et sociales**

Stéphanie Geneix-rabault, ethnomusilinguiste, Université de la Nouvelle Calédonie
Catherine Sabinot, anthropologue et ethnoécologue, Institut de Recherche pour le Développement
Fabrice Wacalie, linguiste, Université de la Nouvelle Calédonie
Maya Leclercq, socio-anthropologue, Institut de Recherche pour le Développement
Séverine Bouard, géographe et socio-anthropologue, Institut Agronomique Néo-Calédonien
Edouard Hnawia, chimiste et ethnobotaniste, Institut de Recherche pour le Développement
François Chassagne, ethnobotaniste, Institut de Recherche pour le Développement
Pascal Dumas, géographe, Université de la Nouvelle Calédonie
Fleur Vallet, géographe-environnement, Institut de Recherche pour le Développement
Anne-Laure Dotte, linguiste, Université de la Nouvelle Calédonie
Grégory Minassian-Kuby, graffeur, Kuby Kolor
Nicolas Mole, motion designer
Mégane Savary, créatrice de contenu, AtoFlow
Paul Wamo, poète et performer



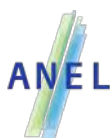
Membres associés

Ludovic Bréau, chargé de mission pour la diffusion et la valorisation des résultats de la recherche, Université de la Nouvelle Calédonie
David Bruy, ethnobotaniste, Institut de Recherche pour le Développement et conservateur de l'Herbier de Nouvelle-Calédonie
Stéphanie Colas, artiste et enseignante, Université de la Nouvelle-Calédonie
Jean-Marie Samson, ingénieur agronome, Institut de Recherche pour le Développement, Université de la Nouvelle Calédonie
Aïlé Tikure, directeur, Association Kenu Waan Project
Thibaut Bizien, directeur, Association, Caledoclean
Weniko Ihage, directeur, Académie des Langues Kanak



À la croisée des sciences du vivant, des sciences humaines, des arts et de la participation citoyenne, le projet cherche à explorer les liens entre biodiversité (humains et non-humains), langues et milieux de vie en contexte urbain.

LES PARTENAIRES



Directeur de la publication

Jean-Baptiste Marie

Rédaction

Hélène Colas, Jules Colé, Léa Kermarrec, Philippe Mazenc, Célia de Lavergne, Julie Gobert, Anne-Caroline Prévot, Emmanuel Tibloux, Cédric Szabo, Isadora Wistrom

Conception graphique

Figures Libres / Maud Boyer, Chloé Listrat

Crédits photos

Arnaud Bouissou, AMRF, Béryl Libault, Damien Valente, Christophe Cazeau, Olivier Brosseau, Manuel Bouquet, Thierry Degen, Sylvain Giguët



Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia, 1 place Carpeaux
92055 La Défense Cedex France

EUROPE DES PROJETS ARCHITECTURAUX
ET URBAINS (EPAU)

Philippe Mazenc, président

Jean-Baptiste Marie, directeur général

Julien Moulard, directeur général adjoint

CONTACT

Hélène Colas, directrice du programme *ÉRABLE*

helene.colas@developpement-durable.gouv.fr

+33 (0)6 63 76 96 50

Léa Kermarrec, chargée de mission

lea.kermarrec@developpement-durable.gouv.fr

+33 (0)6 62 55 40 38